



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 JANVIER 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

15

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 15 janvier courant 1903, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Chicoutimi, canton Bourget : — Rév. M. C. R. Tremblay, curé, et M. Majoric Gauthier, le premier en remplacement de M. Henri Boucher, et le second en remplacement de M. Charles Gaudreault.
Ottawa, Egan-Ouest : — M. David Moore, en remplacement de Patrick Moore, décédé.

341

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th JANUARY, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday on each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

16

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointments of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, to make, on the 15th of January instant, 1903, the following appointments, namely :

School Commissioners.

Chicoutimi, township Bourget : — The revd Mr. C. R. Tremblay, curé, and Mr. Majoric Gauthier, the former to replace Mr. Henri Boucher, and the latter to replace Mr. Charles Gaudreault.

Ottawa, Egan West : — Mr. David Moore, to replace M. Patrick Moore, deceased

342

Proclamation

Canada,
Province de
Québec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le CINQUIEME jour du mois de FEVRIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au CINQUIEME jour du mois de FEVRIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au VINGT-SIXIEME jour du mois de FEVRIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de FEVRIER prochain, pour la DEPECHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: Témoins, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIEME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trois, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

369

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quinze janvier 1903, incorporant Benjamin Alexandre Scott, industriel, Jules Constantin, médecin, tous deux de Roberval; Joseph Girard, membre du parlement, Saint-Gédéon; James Guthrie, Scott, gérant de chemin de fer, Québec; George

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the FIFTH day of the month of FEBRUARY next—GREETING:

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIFTH day of the month of FEBRUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the TWENTY-SIXTH day of the month of FEBRUARY next, so that neither you nor any of you, on the said FIFTH day of the month of FEBRUARY next, at Our City of Québec, to appear are to be held and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of FEBRUARY next, at Our said City of Québec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Québec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-FIRST day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and three, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

370

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing dated the fifteenth day of January, 1903, incorporating Benjamin Alexandre Scott, mill-owner, Jules Constantin, physician, both of Roberval; Joseph Girard, member of Parliament, of Saint Gédéon; James Guthrie, Scott, railway manager, and George Tanguay,

Tanguay, membre de la législature, Québec; tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir: acquérir, posséder, publier des journaux, et autres publications périodiques ou quotidiennes; tenir un commerce de librairie, posséder, acquérir, vendre et disposer de toute chose, propriétés, matériels, outils nécessaires aux affaires de la compagnie, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie, sous le nom de "L'Imprimerie de Roberval", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce seizième jour de janvier 1903.

AMD. ROBITAILLE.

Secrétaire de la province.

339

No 2149.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 15 janvier courant, 1903, de détacher de la municipalité du Sacré-Cœur de Jésus, comté de Beauce, les lots suivants, savoir: Nos 25, 26 et 27, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Ephrem de Tring, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903.

No 3123.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 15 janvier courant 1903, d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Bruno, comté du Lac Saint-Jean, le territoire non organisé, à détacher du canton LaBarre, comprenant les lots Nos 3, 4, 5, 6 et 7 du rang IX et les lots Nos 3 jusqu'au No 25, inclusivement, du rang X dans le dit canton.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1903.

343

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

Adj. 7303.

Alleyn.

Lot 31, du 4e rang, à John Wilson.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 19 janvier 1903.

367

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SENAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit: Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans

member of the Quebec legislature, both of Quebec, for the following purposes, namely: to acquire, possess, publish newspapers, daily or periodicals, to do a stationary business, to possess, acquire, sell and dispose of all things, properties, plant, tools, machineries required for the company's business, and to do all things connected with the objects of the company, by the name of "L'Imprimerie de Roberval Company", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixteenth day of January, 1903.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

340

No. 2149.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 15th of January instant, 1903, to detach from the municipality of Le Sacré Cœur de Jésus, county of Beauce, the following lots, to wit: Nos 25, 26 and 27, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of Saint Ephrem de Tring, in the same county.

This annexation will take effect only on the 1st of July next, 1903.

No. 3123.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 15th of January, 1903, to annex to the school municipality of Saint Bruno, county of Lake Saint John, the unorganized territory, to be detached from the township LaBarre, comprising the lots Nos. 3, 4, 5, 6 and 7 of range IX and lots Nos. 3 to No. 25, included, of range X in the said township.

This annexion, will take effect only on the 1st of July next, 1903.

344

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Adj. 7303.

Alleyn.

Lot 31, in 4th range, to John Wilson.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Quebec, 19th January, 1903.

368

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz: In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by

la mesure projetée; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.
THOS. B. FLINT,
4101 Greffier de Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

4103 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

the proposed measure; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copie of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.
THOS. B. FLINT,
4102 Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

4104 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Resolu,—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

THOS. B. FLINT,
Greffier des Communes.

4105

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de

Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved,—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

THOS. B. FLINT,
Clerk of the Commons.

4106

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

13

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse,

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

14

C. . C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting

digne, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des causes générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront

of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.]

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such

être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quel'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

4039

Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

4440

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné par Jean Baptiste Rosario Pagé, du village de Granby, comté de Shefford, qu'il présentera, à la législature de Québec, lors de sa prochaine session, un bill à l'effet d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et lui accorder la licence requise par les règlements du dit collège et par la loi, pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, sur présentation d'un diplôme de docteur en médecine de l'Université Laval de Montréal.

DOZOIS & TARTRE,
Procureurs du requérant.

15 janvier 1903.

347

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisée à se procurer un capital-actions et à échanger son nom en celui de Compagnie d'Assurance de Montréal contre le feu.

E. LEF. DE BELLEFEUILLE,
Procureur de la dite Cie.

Montréal, 20 janvier 1903.

363

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Herbert Molesworth Price, de Montmorency, cessionnaire des droits et privilèges de George Benson Hall, pour l'adoption d'une loi continuant en sa faveur pour une période de trente ans, les droits et privilèges accordés au dit George Benson Hall, par un acte de la législature de la province de Québec, passé dans la trente-huitième année du règne de feu Sa Majesté Victoria, chapitre 98, autorisant George Benson Hall, à faire certains ouvrages sur la rivière Chaudière, est à exiger des droits de péage de ceux qui en feront usage et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur du requérant.

Québec, 20 janvier 1903.

361

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que Joseph Georges LaRue, bachelier en médecine, de la cité de Québec, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres et à lui accorder, sur présentation de son diplôme de docteur en médecine, la licence nécessaire pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec, et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur du requérant.

Québec, 20 janvier 1903.

359

Il est par les présentes donné avis par Cajétan Dufort, architecte, de Montréal; Dame Azilda Dufort, épouse séparée de biens de Cléophas Ritchot, comptable, de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, Herménégilde Dufort, entrepreneur, de Montréal, et Dame Exilda Dufort, veuve d'Ovide Mailloux, architecte, de Montréal, tous dans le district de Montréal et Victor Dufort, fabricant de Saint Gérard de Montarville, dans le district d'Ottawa, qu'ils demandent à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour confirmer le partage des biens qui leur ont été légués par leur père, Denis Dufort, et leur mère, Dame Julie Duchesneau, de Montréal, suivant les testaments et codiciles de ces derniers; autoriser les exécuteurs testamentaires et les grevés de substitution, en vertu des dits testaments et codiciles, à aliéner les dits

Applications to the Legislature

Notice is hereby given by Jean Baptiste Rosario Pagé, of the village of Granby, county of Shefford, that he will present a bill to the Quebec legislature, at its next session, for the purpose of authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members, and to grant him the license required by the regulations of the said college and by law, for the practice of medicine and surgery and midwifery in this province, on presenting his diploma of doctor in medicine from Laval University of Montreal.

DOZOIS & TARTRE,
Attorneys for petitioner

15th January, 1903.

348

The Mutual Fire Insurance Company of the city of Montreal hereby gives notice that it shall apply to the legislature of Quebec, at its next session, for power to create a capital and to change its name into that of "Montreal Fire Insurance Company".

E. LEF. DE BELLEFEUILLE,
Solicitor for said Co.

Montreal, 20th January, 1903.

364

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by Herbert Molesworth Price, of Montmorency, assignee of the rights and privileges of George Benson Hall, for an act continuing in his favour for a period of thirty years, the rights and privileges granted to the said George Benson Hall, by an act of the legislature of the province of Quebec, passed in the thirty eighth year of Her late Majesty's reign, chapter 98, to authorize George Benson Hall to construct piers and floating booms, on the river Chaudière, collect tolls and for other purposes.

L. A. CANNON,
Solicitor for applicant.

Quebec, 20th January, 1903.

362

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Joseph Georges LaRue, bachelor in medicine, of the city of Quebec, will apply to the legislature, at its next session, for an act authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to receive him amongst their members and to grant him, on presentation of his diploma of doctor in medicine, the license required to practice medicine, surgery and obstetric in the province of Quebec, and for other purposes.

L. A. CANNON,
Solicitor for applicant.

Quebec, 20th January, 1903.

360

Notice is hereby given by Cajétan Dufort, architect, of Montreal; Dame Azilda Dufort, wife separate as to property of Cleophas Ritchot, accountant, of Montreal, and the latter a party to these presents to authorize his said wife, Herménégilde Dufort, contractor, of Montreal, and Dame Exilda Dufort, widow of Ovide Mailloux, architect, of Montreal, all in the district of Montreal, and Victor Dufort, manufacturer, of Saint Gerad of Montarville, in the district of Ottawa, that they will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, to pass a law to confirm the partition of the property which has been bequeathed to them by their father, Denis Dufort, and their mother, Dame Julie Duchesneau, of Montreal, according to the last wills and codicils of the two latter; to authorize the testamentary executors and the institute of the substitution,

biens, de gré à gré et sans formalité de justice, mais toujours pour atteindre les objets des dits actes ; autoriser les requérants à procéder au partage définitif des dits biens, et autres fins.

CAJETAN DUFORT,
AZILDA DUFORT,
CLEOPHAS RITCHOT,
HERMENEGILDE DUFORT,
EXILDA DUFORT,
VICTOR DUFORT.

Mont-réal, 21 janvier 1903.

403

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que "La Corporation de la ville de Shawinigan Falls, corps politique et incorporé, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa session prochaine, pour obtenir un acte par lequel il sera pourvu à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls, et que dans ce but, un certain nombre de paroisses et de municipalités des comtés de Saint-Maurice et de Champlain soient séparées du comté auquel elles appartiennent maintenant pour former partie de la nouvelle circonscription d'enregistrement et de circuit dont la ville de Shawinigan Falls sera le chef-lieu et pour autres fins.

C. J. E. CHARBONNEAU, N. P.

Procureur de la requérante.

Shawinigan Falls, ce 19 janvier, 1903

407

La compagnie de chemin de fer Saint-Chrysostôme s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte prolongeant le temps pour l'achèvement de son entreprise et pour l'autoriser à faire des arrangements avec d'autres compagnies pour mettre sa ligne en opération.

J. P. BROWN,

Président.

Montréal, 20 janvier 1903.

385

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour faire adopter des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

1° Interprétation et application des mots "taxes et contributions foncières", et "majorité du conseil".

2° Limites de la cité de Montréal et modification des noms et bornes de quelques-uns des quartiers de la cité et annexion des municipalités avoisinantes.

3° Modification des clauses concernant la nomination, l'élection, le cens d'éligibilité, la démission des échevins et la durée de leur terme d'office.

4° Attributions et pouvoirs de la commission des finances.

5° Formalités et procédure concernant la liste électorale et élections.

6° Droit de réglementer la fabrication et le transport de certaines matières dangereuses, l'étampage et l'inspection des viandes, l'hospitalisation obligatoire des personnes atteintes de la variole, la construction et la démolition de certains bâtiments, la perception de droits sur les animaux et produits offerts en vente sur les marchés, l'établissement de marchés à bestiaux et autres animaux, l'exercice de l'art de la plomberie, l'usage des rues et trottoirs, le droit de supprimer les établissements où de l'opium ou autre drogue de même nature est vendu ou fourni pour consommation sur place, droit de supprimer ou de réglementer tous établissements de jeux et d'amusements, exhibitions, théâtres, cirques, etc., et d'adopter des règlements sur la décence, les bonnes mœurs, la paix et l'hygiène publique et les timbres de commerce.

7° Les permis ou licences, les taxes et les contributions foncières, générales et spéciales, le pouvoir de faire tous règlements concernant ces matières.

8° Les finances, les emprunts, le revenu et les

according to the said wills and codicils, to alienate the said property by private sale and without any judicial formality, but always complying with the objects of the said deeds ; to authorize the petitioners to proceed to a final partition of the said property, and other purposes.

CAJETAN DUFORT,
AZILDA DUFORT,
CLEOPHAS RITCHOT,
HERMENEGILDE DUFORT,
EXILDA DUFORT,
VICTOR DUFORT.

Montreal, 21st January, 1903.

404

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that "The Corporation of the town of Shawinigan Falls", a body politic and corporate, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act establishing a registry office and a circuit court in the town of Shawinigan Falls, and that for such purpose, the said corporation will pray that certain parishes and municipalities now belonging to the counties of Saint Maurice and Champlain be detached there from, in order to form part of the proposed new registration and circuit division, whereof the town of Shawinigan Falls shall be the *chef lieu*, and for other purposes.

C. J. E. CHARBONNEAU, N. P.,

Attorney for the applicant.

Shawinigan Falls, this 19th January, 1903. 308

The Saint Chrysostome Railway Company will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act extending the time for the completion of its enterprise and authorizing it to make arrangements with other companies to operate its line.

J. P. BROWN

President.

Montreal, 20th January, 1903.

386

The city of Montreal gives notice that it will apply to the provincial legislature, at its next session, for amendments to its charter in connection with the following matters :

1. Interpretation and application of the words "taxes and assessments" and "majority of the council."

2. Boundaries of the city of Montreal and change of the names and bounds of some of its words and annexation of adjoining municipalities.

3. Modification of the clauses concerning the nomination, election, qualification and resignation of the aldermen and the duration of their term of office.

4. Attributions and powers of the finance committee.

5. Formalities and procedure concerning the electoral list and the elections.

6. Power to regulate the manufacture and conveyance of certain dangerous substances, the stamping and inspection of meat, the compulsory hospitalisation of small-pox patients, the erection and demolition of certain buildings, the collection of dues on animals and provisions offered for sale on markets, the establishment of markets for cattle and other animals, the carrying on of plumbing operations, the use of streets and sidewalks, the power to suppress all establishments where opium or any other similar drug is sold or supplied for consumption on the spot, power to suppress or regulate all establishments of games and amusements, exhibitions, theatres, circuses, &c., and to pass by-laws concerning decency, goods morals, peace and public health and trade stamps.

7. Permits or licenses, taxes, general and special assessments, power to make by-laws concerning these matters.

8. Finance, loans, revenue and expenditure, ex-

dépenses, les expropriations, la construction de trottoirs et de pavages, l'usage et le renouvellement des franchises.

9° Modification du nom de la cour du recorder.

10° Modification et effacement des lignes homologuées pour améliorations publiques.

11° Confirmation d'un acte d'arrangement entre la Compagnie Union des Abattoirs et la cité au sujet des marchés des abattoirs de l'est et de l'ouest, et aussi d'un acte d'arrangement entre la Compagnie des cours à bestiaux et la cité, au sujet de l'établissement d'un abattoir, avec marché aux animaux.

12° Interprétation et modification des clauses concernant la prescription dans les matières municipales.

13° L'entrée d'un chemin de fer électrique dans le parc Mont Royal.

14° L'extension et la définition des sous-sections de l'article 300.

15° Autorisation de faire un tracé général de rues s'étendant des limites de la cité aux confins de l'île de Montréal.

16° Enquêtes en vertu de l'article 532 de la charte.

17° Droit de disposer de certaines propriétés appartenant à la cité pour l'installation d'une bibliothèque publique.

18° Application du produit de la vente de propriétés appartenant à la cité.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Montréal, 20 janvier 1903.

401

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant "The Royal Agricultural Schools," dans le but d'enseigner l'agriculture et les sujets y ayant rapport.

EDGAR N. ARMSTRONG,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 21 janvier 1903.

383

Avis est par les présentes donné que le maire et conseil de ville de Saint-Hyacinthe s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender et refondre la charte de la cité de Saint-Hyacinthe; changer son nom corporatif, mieux déterminer et régler le mode de collection des taxes, licences, autres droits municipaux; améliorer le système d'aqueduc actuel appartenant à la dite corporation; enfin obtenir des pouvoirs plus étendus et mieux définis concernant les matières municipales.

Par ordre du conseil,

EUG. ST. JACQUES,
Maire.

L. R. OSTIGNY,
Greffier.

237 2

Avis est par les présents donné qu'à la prochaine session de la législature de cette province, la Compagnie Canadienne d'Eclairage Électrique présentera un bill pour amender sa charte, pour ratifier une émission de débentures qu'elle a faite et le *trust deed* passé à ce sujet. Le même projet de loi contiendra aussi d'autres amendements de manière à mieux définir les droits et les pouvoirs de la dite compagnie, et lui permettre d'atteindre plus effectivement le but de sa charte.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,
Procureurs de la requérante.

Québec, 9 janvier 1903.

227.2

Avis est par les présents donné qu'à la prochaine session de la législature de cette province, la compagnie de chemin de fer du comté de Lévis présentera un bill pour amender sa charte (2 Édouard VII chapitre 61), de manière à lui permettre d'étendre sa voie ferrée du côté nord du fleuve Saint-Laurent, et aussi pour ratifier une émission de débentures

proprations, laying of sidewalks and pavings, use and renewal of franchises.

9. Modification of the name of the recorder's court.

10. Modification and erasure of homologated lines for public improvements.

11. Confirmation of an agreement with the Union Abattoir Company and the city in connection with the eastern and western abattoir markets, and also of an agreement between the Stock Yards Company and the city, in connection with the establishment of an abattoir, together with a cattle market.

12. Interpretation and modification of the clauses concerning prescription in municipal matters.

13. Entrance of an electric railway into Mount Royal Park.

14. Extension and definition of the sub-sections of art. 300.

15. Power to lay out streets from the city limits to the borders of the Island of Montreal.

16. Investigations under art. 532 of the charter

17. Power to dispose of certain properties belonging to the city for the erection of a public library.

18. Appropriation of the proceeds of the sale of properties belonging to the city.

L. O. DAVID,
City clerk.

Montreal, 20th January, 1903.

402

Application will be made to the legislature of Quebec, during its next session, for the passing of an act to incorporate The Royal Agricultural Schools, for the purpose of teaching agriculture and subjects kindred thereto.

EDGAR N. ARMSTRONG,
Sollicitor for applicants.

Montreal, 21st January, 1903.

384

Notice is hereby given that the mayor and council of the city of Saint Hyacinthe will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending and consolidating the charter of the city of Saint Hyacinthe; to change its corporate name; to better define and regulate the method of collecting the taxes, licenses and other municipal imposts whatsoever; to make the necessary ameliorations to the water works system belonging to said corporation, and to grant it more extensive and define powers concerning municipal matters.

By order of the council.

EUG. ST. JACQUES,
Mayor.

L. R. OSTIGNY,
City clerk.

258

Notice is hereby given that at the forthcoming session of the legislature of this province, the Canadian Electric Light Company will present a bill to amend its charter to ratify an issue of debentures which it made, and the trust deed passed in relation thereto. The same bill will contain other amendments so as to better define the rights and powers of said company, and allow it to attain, in a more effective manner, the object of its charter.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,
Attorneys for petitioner.

Quebec, 9th January, 1903.

228

Notice is hereby given that, at the next session of the legislature of this province, the Levis County Railway Company will present a bill to amend its charter (2 Edward VII, chapter 61), so as to allow it to extend its railway on the north shore of the river Saint Lawrence, and also to ratify the issue of debentures which it made and the trust deed passed

qu'elle a faite, et le "trust deed" passé à ce sujet. Le même projet de loi contiendra aussi d'autres amendements, de manière à mieux définir les droits et les pouvoirs de la dite compagnie, et lui permettre d'atteindre plus effectivement le but de sa charte.

**DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,**
Procureurs de la requérante.

Québec, 9 janvier 1903. 225-2

Avis est par les présentes donné que Gonzalve Desaulniers, Zénon Fontaine, Alfred Labelle, tous trois avocats, Rodolphe J. Demers, banquier, et Arthur Peltier, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui voudront s'adjoindre à eux, sous le nom de "La Compagnie de la Comédie Française de Montréal", ayant son siège principal à Montréal, dans le district de Montréal, avec, entre autres pouvoirs, ceux de construire et de maintenir des théâtres et un conservatoire de musique et d'élocution; d'acquérir et d'aliéner des immeubles; d'émettre des obligations au montant de \$200,000; de donner gratuitement ou moyennant finances des représentations théâtrales, des conférences publiques ou privées sur le chant, la musique, l'élocution, etc.

GONZALVE DESAULNIERS,
Procureur des requérants.

Montréal, 15 janvier 1903. 311.2

AVIS PUBLIC

Avis est donné que Jean Vézina, Théotime Létourneau, Elie Guay, Téléphore Létourneau, Théodore Guay, Alphonse Roy, Godefroy Turgeon, tous cultivateurs de Saint-Joseph, comté de Lévis, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi à l'effet d'annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, le territoire dont suit la description, faisant partie de la municipalité du village de Lauzon, savoir: borné à l'ouest aux numéros 78, 79, 83, 84, 110, 174 et 216, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, au nord partie au chemin public du premier rang de la dite paroisse, partie aux Nos. 21 et suivants jusqu'au No. 30, inclusivement, du cadastre officiel de la partie est du village de Lauzon, et partie au fleuve Saint-Laurent; à l'est à la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, et au sud à la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis; pourvoir à l'organisation des nouvelles municipalités, aux premières élections après la séparation, aux archives, au partage des biens et des dettes et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur des requérants.

Québec, 15 janvier 1903. 325.2

La Société des Artisans Canadiens Français, corps politique, ayant sa principale place d'affaires à Montréal, s'adressera à la législature de Québec, pendant sa prochaine session.

1° Pour obtenir une refonte des lois qui la régissent.

2° Faire décréter que l'acceptation d'un bénéfice ne constitue pas pour un bénéficiaire l'acceptation de la succession, et que le dit bénéfice ne fait pas partie de la succession ni de la communauté.

3° Rappeler l'obligation de faire approuver ses règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4° Enlever toutes les dispositions transitoires de la charte actuelle et enlever ou modifier les articles de façon à laisser la convention être toute puissante dans la passation des règlements qui doivent régir la société.

FONTAINE & LABELLE,
Procureurs.

Montréal, 14 janvier 1903. 273-2

on that subject. The same bill will also contain other amendments so as to give a better definition of the rights and powers of the said company, and allow it to attain the object of its charter in a more effective manner.

**DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,**
Attorneys for petitioner.

Quebec, 9th January, 1903. 226

Notice is hereby given that Gonzalve Desaulniers, Zenon Fontaine, Alfred Labelle, all three advocates, Rodolphe J. Demers, banker, and Arthur Peltier, merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate them and such other persons as will be associated with them, by the name of "La Compagnie de Comédie Française de Montréal", having its chief place at Montreal, in the district of Montreal, with amongst other powers, those of building and keeping theatres and a conservatory of elocution; of acquiring and conveying immovables of issuing debentures to the amount of \$200,000; of giving gratuitously for payment theatrical performances, public or private lectures on singing, music, elocution, &c.

GONZALVE DESAULNIERS,
Attorney for petitioners.

Montreal, 15th January, 1903. 312

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that Jean Vézina, Théotime Létourneau, Elie Guay, Téléphore Létourneau, Théodore Guay, Alphonse Roy, Godefroy Turgeon, all farmers of Saint Joseph, county of Lévis, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing to the municipality of the parish of Saint-Joseph de Lévis, the territory hereafter described, now forming part of the municipality of the village of Lauzon, to wit: bounded to the west by lots bearing numbers 78, 79, 83, 84, 110, 174 and 216, of the official cadastre for the parish of Saint Joseph de Lévis, to the north partly to the public road of the first range of the said parish, partly to lots numbered 21 and following to 30, inclusively, of the official cadastre of the eastern part of the village of Lauzon, and partly to the river Saint Lawrence; to the east to the parish of Saint Etienne de Beaumont, and to the south to the municipality of the parish of Saint Joseph de Lévis; also to provide for the organization of those new municipalities, the first elections to follow the partition, the archives, the division of assets and liabilities and for other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for applicants.

Quebec, 15th January, 1903. 326

"La Société des Artisans Canadiens Français", a body politic, having its principal place of business at Montreal, will apply to the Quebec legislature, at its next session.

1. To obtain a consolidation of the statutes governing it.

2. To enact that the acceptance of a benefit does not constitute for the beneficiary an acceptance of the estate, and that the said benefit does not form part of the estate or of the community.

3. To repeal the obligation of having its by-laws approved the Lieutenant-Governor in council.

4. To remove all the transitory provisions of its actual charter and to remove or amend the articles in such way as to leave the meeting full power to pass the by-laws of the association.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys.

Montreal, 14th January, 1903. 274

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que Napoléon Georges Kirouac et Wilbrod Cyrille Kirouac, tous deux de la cité de Québec, marchands et courtiers, s'adresseront à la législature de la province, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, ratifiant à toutes fins que de droit, un acte de vente de la propriété formant partie de la subdivision numéro un, du lot portant le numéro deux mille quatre-vingt-dix-huit du cadastre et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Pierre, de la dite cité de Québec, passé à Québec, le 14 janvier 1903, devant William Noble Campbell, notaire public, entre les requérants et Dame Ellen Macpherson Holt, Dame Ellen Georgiana Burnham Holt Knight, toutes deux de Lachine, Dame Margaret Cecilia Holt Stethen, de la cité de Montréal, toutes trois autorisées, et demoiselle Mabel F. Harvey, de Lachute, et pourvoyant à l'exécution des diverses clauses et conditions du dit acte, et pour autres fins.

L. A. CANNON.

Procureurs des requérants.

Québec, 15 janvier 1903. 323-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les syndics de la commune de Laprairie, pour obtenir un acte autorisant les syndics à louer une certaine étendue de terrain de la dite commune, pour subvenir aux frais d'administration d'icelle.

MONET & LANCTOT,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 janvier 1903. 319-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que la ville de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant de nouveau la dite ville à remplir et exécuter la loi 1 Édouard VII, chap. 48, concernant le règlement No 162 de ses règlements et les conditions contenues dans le dit règlement, entre la dite ville et The Montreal Cotton Company.

L. J. PAPINEAU,

Procureur de la dite ville de Valleyfield.

Salaberry de Valleyfield, 14 janvier 1903. 285-2

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que James Quinn, rentier, de Québec, Charles Stephen Quinn, commis, de Saint-Louis Missouri, et Joseph Edward Quinn, commis, de Québec, s'adresseront à la législature de la province, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Edward Quinn, en son vivant marchand de bois, de Québec, et de Dame Susannah Lynch, son épouse, et spécialement pour définir la nature de leurs droits sur les biens formant partie de leur part respective dans les dites successions et la vente et disposition finale d'iceux, et changer à cet effet certaines dispositions du testament de feu Dame Susannah Lynch, et enlever tous doutes concernant l'interprétation du testament et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur des requérants.

Québec, 14 janvier 1903. 28.-2

Avis est par le présent donné que Moses Coviensky, Nathan Lande, Julius Cooper, Isaac Lande, Bernard Bavitz, Hirsh Cohen, Julius Isaac Cohen, Zebulon Gefen, Abraham Leavitt et Kisuel Glickman, tous des cité et district de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer en une congrégation juive sous le nom de "Congregation Beth Israël" (House of Israel), avec pouvoir d'acquérir et

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that Napoléon Georges Kirouac and Wilbrod Cyrille Kirouac, both of the city of Quebec, merchants and brokers, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act ratifying to all legal intents and purposes, a certain deed of sale and conveyance passed at the city of Quebec, on the 14th January, before William Noble Campbell, notary public, between the applicants and Dame Ellen Macpherson Holt, Dame Ellen Georgiana Burnham Holt Knight, both of Lachine, Dame Margaret Cecilia Holt Stethen, of the city of Montreal, all three duly authorized, and Miss Mabel F. Harvey, of Lachute, of a certain lot of land and premises forming part of subdivision number one, of lot number two thousand and ninety eight (2098-1), of the official cadastral plan and book of reference thereto of Saint Peter's ward, in the said city of Quebec, and to provide for the execution of the clauses and conditions of said deed, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for applicants.

Quebec, 15th January, 1903. 324

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec legislature, at its next session, by the trustees of the common of Laprairie, to obtain an act authorizing them to lease a certain tract of land of the said common, to meet the expenses of the administration thereof.

MONET & LANCTOT,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th January, 1903. 320

NOTICE

Notice is hereby given that the town of Salaberry of Valleyfield will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of a bill authorizing anew the said town to carry out and execute the law 1 Edward VII chap. 48, concerning the by-law No. 162 of its by-laws and the conventions contained in said by-law, between said town and The Montreal Cotton Company.

L. J. PAPINEAU,

Attorney for the said town of Valleyfield.

Salaberry of Valleyfield, 14th January, 1903 286

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that James Quinn, gentleman, of the city of Quebec, Charles Stephen Quinn, clerk, of Saint Louis Missouri, and Joseph Edward Quinn, clerk, of Quebec, will apply to the legislature of the province, at its next session, for an act concerning the estate of the late Edward Quian, in his lifetime lumber merchant, of the city of Quebec, and of his late wife Dame Susannah Lynch, with special provisions concerning their rights in the property forming part of their respective shares in the said estates and the final sale and disposition thereof, and also to alter some clauses of the last will of the said late Dame Susannah Lynch, and remove all doubt concerning the interpretation thereof, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for petitioners.

Quebec, 14th January, 1903. 282

Notice is hereby given that Moses Coviensky, Nathan Lande, Julius Cooper, Isaac Lande, Bernard Bavitz, Hirsh Cohen, Julius Isaac Cohen, Zebulon Gefen, Abraham Leavitt and Kisuel Glickman, all of the city and district of Montreal, merchants, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an act to incorporate them into a Jewish congregation to be known as congregation Beth Israel (House of Israel), with power to acquire and possess

de posséder des immeubles et de tenir des registres pour les actes de l'état civil et pour exercer tous les autres droits concernant les corporations religieuses.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Procureurs des requérants.
Montréal, 8 janvier 1903. 163-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par messieurs W. J. Watts, des cité et district de Montréal, registraire, William Mitchell, gentilhomme, et Charles H. Millar, registraire, tous deux de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, pour obtenir un acte afin de confirmer le titre d'une certaine propriété immobilière décrite sous les numéros 13a et 13c, sur les plan et livre de renvoi officiels du quatrième rang du canton de Broughton, dans le comté de Beauce, dans la province de Québec, et pour d'autres fins.

GREENSHIELD, GREENSHIELD,
HENEKER & MITCHELL,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 7 janvier 1903. 161-3

Louis D. Masson s'adressera à la législature de Québec pour la prier de confirmer un acte révoquant une donation de Antoine Masson *et uxor*, daté du 27 avril 1864. 91.3

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, l'abbé Eugène Frenette, prêtre, Dame Marie Adèle Frenette, épouse de Aram Tremblay, vétérinaire, Dame Angéline Frenette, épouse de Simon Lapointe, avocat, tous de la ville de Chicoutimi, Joseph Frenette, de Saint-Etienne de la Malbaie, médecin, et Jules Frenette, de la cité de Québec, agent d'assurance, demanderont une loi pour se faire autoriser à vendre les biens à eux légués avec substitution par leur mère, Dame Angèle Apolline Delphine Cimon, veuve de François Xavier Frenette, avocat, en leur vivant de Saint-Etienne de la Malbaie, en vertu de son testament reçu à la Malbaie, le 4 mars 1893, devant Elie Angers, notaire, et pour faire déclarer définitif le partage des dits biens fait par les requérants le 29 mars 1893, à la Malbaie, par acte devant Elie Angers, notaire.

PIERRE D'AUTEUIL,
Avocat des requérants.
Malbaie, 27 décembre 1902. 99.3

Province de Québec, }
District de Terrebonne. }

Avis est par le présent donné que Jules Edouard Prévost, étudiant et journaliste, de la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau et la province de Québec à l'admettre comme l'un de ses membres, après examen.

THIBAudeau RINFRET,
Procureur du requérant.
Saint-Jérôme, 5 janvier 1903. 109.3

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Georges Turcotte, M. P. P., Eusèbe Roberge, Dr. J. Z. Triganne, de Sainte-Julie; M. Fréchette, ex-M. P. P., Dame Emma R. Pelletier, de Saint-Ferdinand d'Halifax; F. G. Savoie, J. B. Dupuis, de Plessisville; Joseph Demers, de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic; Paul Tourigny, M. P. P., J. DeCourval, de Victoriaville; J. I. Lavergne, M. P. P., d'Arthabaska, dans le comté d'Arthabaska; Alfred Girard, M. P. P., Marieville, comté de Rouville; Napoléon P. Tanguay, Weedon, comté de Wolfe; Eugène Roberge, Lambton, comté de Beauce, et I. L. Lafleur, Montréal, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour

immovable property and to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Solicitors for applicants.
Montreal, 8th January, 1903. 164

Public notice is hereby given that application will be made by Messrs. W. J. Watts, of the city and district of Montreal, registrar, William Mitchell, gentleman, and Charles H. Millar, registrar, both of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to confirm the title to a certain immovable property described as 13a and 13c, on the official plan and book of reference in the fourth range of the township of Broughton, in the county of Beauce, in the province of Quebec, and for other purposes.

GREENSHIELD, GREENSHIELD,
HENEKER & MITCHELL,
Solicitors for applicants.
Montreal, 7th January, 1903. 162

Louis D. Masson will petition the Quebec legislature to confirm a deed revoking a donation made by Antoine Masson *et uxor*, dated 27th April, 1864. 92

Notice is hereby given that, at the next session of the legislature of the province of Quebec, abbé Eugène Frenette, priest, Dame Marie Adèle Frenette, wife of Aram Tremblay, veterinary surgeon, Dame Angeline Frenette, wife of Simon Lapointe, advocate, all of the town of Chicoutimi, Joseph Frenette, of Saint Etienne de la Malbaie, physician, and Jules Frenette, of the city of Quebec, insurance agent, will apply for the passing of an act to authorize them to sell the property bequeathed to them with substitution by their mother, Dame Angèle Apolline Delphine Cimon, widow of François Xavier Frenette, advocate, in their lifetime of Saint Etienne de la Malbaie, under her will made at Malbaie, on the 4th March, 1893, before Elie Angers, notary, and to declare final and definitive the partition of the said property made by the petitioners on the 29th March, 1893, at Malbaie, before Elie Angers, notary.

PIERRE D'AUTEUIL,
Attorney for petitioners.
Malbaie, 27th December, 1902. 100

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. }

Notice is hereby given that Jules Edouard Prévost, student and journalist, of the city of Saint Jerome, in the district of Terrebonne, will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him as one of its members, after examination.

THIBAudeau RINFRET,
Attorney for petitioner.
Saint Jerome, 5th January, 1903. 110

NOTICE.

Notice is hereby given that Georges Turcotte, M. P. P., Eusèbe Roberge, Dr. J. Z. Triganne, of Sainte-Julie; M. Fréchette, ex M. P. P., Dame Emma R. Pelletier, of Saint Ferdinand d'Halifax; F. G. Lavoie, J. B. Dupuis, of Plessisville; Joseph Demers, Thetford Mines, in the county of Mégantic; Paul Tourigny, M. P. P., J. DeCourval, of Victoriaville; J. I. Lavergne, M. P. P., of Arthabaska, in the county of Arthabaska; Alfred Girard, M. P. P., of Marieville, in the county of Rouville; Napoléon P. Tanguay, of Weedon, in the county of Wolfe; Eugène Roberge, of Lambton, in the county of Beauce, and I. L. Lafleur, of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec,

obtenir un acte incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront, sous le nom de "Compagnie Electrique Red Falls," et le leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une première ligne électrique depuis les pouvoirs hydrauliques qu'ils possèdent sur la rivière Bécancour, à Lyster, dans le comté de Mégantic, appelés Red Falls jusqu'à Arthabaska, en passant par les villes et villages de Sainte-Julie, Plessisville, Stanfold et Victoriaville, avec pouvoir de louer, acheter, s'amalgamer ou autrement acquérir les pouvoirs électriques existant sur ce parcours, une deuxième ligne électrique, depuis les dits pouvoirs hydrauliques, aux mines de East Broughton, en passant par Leeds et de là jusqu'à Thetford Mines, en s'amalgamant avec la compagnie hydraulique Saint-François, aussi avec pouvoir de s'unir les Lysander Falls comme pouvoir hydraulique, et de construire jusqu'à une distance de vingt milles, depuis n'importe quel point des deux lignes principales susdites des embranchements de lignes électriques pour aller aux mines et aux villages pouvant requérir la force, la chaleur et la lumière électrique comme Kinnear's Mines, Saint-Ferdinand d'Halifax et Inverness, dans le comté de Mégantic, ainsi qu'une ligne téléphonique le long de ces lignes électriques, le tout avec pouvoir de faire tous les travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux villes, villages, mines et autres industries, se trouvant le long de ces diverses lignes, construire les voies et stations nécessaires à cette fin, ainsi que d'établir des tarifs pour la lumière, la chaleur et les forces motrices, téléphone qu'exploitera cette compagnie.

A. GIRARD,

Soliciteur des requérants.

Québec, 5 janvier 1903.

105.3

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avia public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte spécial, afin d'incorporer un hôpital devant être tenu dans ou près de la cité de Montréal, pour le soin de ceux qui souffrent de maladies contagieuses et pour donner au dit hôpital le pouvoir d'acheter, acquérir par donation ou autrement et posséder des immeubles pour son usage actuel, de vendre, aliéner, échanger et hypothéquer les dits immeubles, de faire des contrats, règlements, règles et conditions pour la gouverne interne et pour d'autres fins.

FLEET, FALCONER & COOK,

Soliciteurs des requérants.

Montréal, 6 janvier 1903.

115.3

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Joseph Gagnon, Georges Cloutier, Ulric Marcotte, Moïse Poulin, Arthur Godbout M. P. P. tous de Saint-Georges de Beauce; Joseph Godbout, sénateur, Philippe Anger, N. P., tous deux de Saint-François de Beauce; Joseph Elie dit Breton, Irénée Bélanger, tous deux de Saint-Côme, comté de Beauce; Napoléon P. Tanguay, Weedon, comté de Wolfe; Eugène Roberge, Lambton, comté de Beauce; Alfred Girard, M. P. P., Marienville, comté de Rouville; Israël L. Lafleur, Montréal; Joseph Demers, Kingsville, comté de Mégantic; Donat O. Denault, de Sherbrooke, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront, sous le nom de "Compagnie Electrique Saint-Georges", et le leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une première ligne électrique pour le transport des forces de la lumière et de la chaleur, depuis les pouvoirs hydrauliques situés sur la rivière Chaudière, en la paroisse de Saint-Georges, dans le comté de Beauce, appelés Grandes Chutes, jusqu'à Sainte-Marie de Beauce, en passant par les villages de Saint-Georges, Saint-François, Saint-Joseph et

at its next session, for an act to incorporate them and all who may be associated with them, under the name of Red Falls Electric Company, and to grant them a charter with power to construct and operate a first electric line from the water powers, the own on the Bécancour river, at Lyster, in the county of Mégantic, called Red Falls, to Arthabaska, passing through the towns and villages of Sainte-Julie, Plessisville, Stanfold and Victoriaville, with power to lease, purchase, amalgamate with other companies or otherwise, acquire the electric powers existing along the said line; a second electric line from the said water powers to the east Broughton Mines, passing through Leeds and thence to Thetford Mines, amalgamating with the Saint Francis Hydraulic Company, also with power to take over Lysander Falls as hydraulic power, and to construct to a distance of twenty miles from any point whatsoever on the two main lines aforesaid branch electric lines, leading to mines and villages that may require electric power, heat and light such as Kinnear's Mines, Saint-Ferdinand and d'Halifax and Inverness, in the county of Mégantic, together with a telephone line along the said electric lines, the whole with power to do all the necessary work for supplying light, heat and motive power to the towns, villages, mines and other industries along the said various lines, to build the tracks and stations necessary for such purpose, and also to establish tariffs for the light, heat, motive power and telephone service supplied by the said company.

A. GIRARD,

Solicitor for petitioners

Quebec, 5th January, 1903.

106

Province of Quebec. }
District of Montreal. }

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act to incorporate an hospital to be carried on at or near the city of Montreal, for the care of those suffering from contagious diseases, and giving power to the said hospital to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immovable property for its actual use, to sell, alienate, exchange and hypothecate such immovable property, to enter into contracts to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

FLEET, FALCONER & COOK,

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th January, 1903.

116

NOTICE.

Notice is hereby given that Joseph Gagnon, Georges Cloutier, Ulric Marcotte, Moïse Poulin, Arthur Godbout, M. P. P., all of Saint-Georges de Beauce; Joseph Godbout, senator, Philippe Anger, N. P., both of Saint-François de Beauce; Joseph Elie dit Breton, Irénée Bélanger, both of Saint-Côme, county of Beauce; Napoléon P. Tanguay, of Weedon, county of Wolfe; Eugène Roberge, of Lambton, county of Beauce; Alfred Girard, M. P. P., of Marienville, county of Rouville; Israël L. Lafleur, of Montreal; Joseph Demers, of Kingsville, county of Mégantic; Donat O. Denault, of Sherbrooke, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate them and all who may be associated with them, under the name of the "Saint George Electric Company," and to grant them a charter with power to construct and operate a first electric line for the conveyance of power, light and heat, from the water powers situated on the Chaudière river, in the parish of Saint George, in the county of Beauce, called Grand Falls, to Sainte-Marie de Beauce, passing through the villages of Saint-Georges, Saint-François, Saint-Joseph and Beauce Junction, running as much as possible along the public highway;

Beauce Jonction, en longeant autant que possible la voie publique, aussi avec pouvoir de construire une deuxième ligne électrique depuis les dits pouvoirs hydrauliques jusqu'à Saint-Côme, dans le dit comté de Beauce, en outre, avec pouvoir de construire une troisième ligne électrique, depuis les susdits pouvoirs hydrauliques jusqu'au village de Mégantic, dans le comté du Lac Mégantic; enfin, avec pouvoir de construire une quatrième ligne électrique, depuis les mêmes pouvoirs hydrauliques ou de Saint-François de Beauce, en passant par Saint-Ephrem de Tring, les mines de East Broughton jusqu'à Thetford Mines, où la présente compagnie pourra s'amalgamer avec la Compagnie Hydraulique Saint-François; de plus avec pouvoir de construire une ligne de tramways électriques, à partir du Lac Mégantic jusqu'à Lévis, en longeant autant que possible la rivière Chaudière, ainsi qu'une ligne téléphonique le long de ces lignes électriques, le tout avec pouvoir de faire tous les travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux villes, villages, mines et autres industries se trouvant le long de ces diverses lignes; construire les voies et stations nécessaires à cette fin, ainsi que d'établir des tarifs pour la lumière, la chaleur et les forces motrices, pour les téléphones et tramways électriques qu'exploitera cette compagnie.

A. GIRARD,

Solliciteur des requérants.

Québec, 5 janvier 1903.

123.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les exécuteurs testamentaires et légataires, en vertu du testament de feu Owen McGarvey, en date du 23 mai 1894, passé devant J. E. O. Labadie, N. P., pour obtenir un acte autorisant les exécuteurs à vendre les immeubles et autres biens de la succession et en disposer autrement, augmenter leurs pouvoirs, prolonger leur terme d'office et fixer leur rémunération; déterminer les bases de la capitalisation des annuités, le paiement des revenus et quand, comment et de quelle source eux et les autres légataires devront être payés et enlever tous les doutes concernant l'interprétation du testament; de prendre les mesures qui peuvent être nécessaires pour l'administration et la liquidation des biens de feu Owen McGarvey, et pour d'autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 janvier 1903.

141.3

AVIS

Avis est par le présent donné que les soussignés s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation incorporant en ville le village de Brompton Falls, sous le nom de "Bromptonville", et pour obtenir aussi des pouvoirs plus étendus et mieux définis concernant les matières municipales.

Par ordre du conseil.

E. W. TOBIN,

Maire

J. O. DESMARAIS,

Secrétaire-trésorier.

Brompton Falls, 29 décembre 1902.

23.4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part de la corporation épiscopale catholique romaine de Saint-Hyacinthe, pour obtenir la passation d'une loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Saint-Hyacinthe, servant d'église paroissiale aux paroissiens catholiques de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dans le district de Saint-Hyacinthe; la dite loi ayant pour principaux objets de confirmer certaines conventions intervenues le 28 décembre 1902, entre la dite corporation épiscopale catholique romaine de Saint-Hyacinthe et les francs-tenanciers de la

together with power to construct a second electric line from the said water powers to Saint Côme, in the said county of Beauce, and also with power to construct a third electric line from the aforesaid water powers to the village of Mégantic, in the county of Lake Mégantic; finally with the power to construct a fourth electric line from the same water powers or from Saint François de Beauce, passing through Saint Ephrem de Tring and East Broughton Mines to Thetford Mines, where the present company may amalgamate with the Saint Francis Hydraulic Company; and further with power to construct a line of electric tramway from Lake Mégantic to Lévis, running as much as possible along the Chaudière River; also a telephone line along the said electric lines, the whole with power to do all the necessary work for supplying light, heat and motive power to the towns, villages, mines and other industries along the said various lines; to construct the tracks and stations necessary for such purpose, and also to establish tariffs for the light, heat, motive power, telephone service and electric tramways supplied or operate by the said company.

A. GIRARD

Solicitor for petitioners.

Quebec, 5 h January, 1903.

124

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the executors and legatees under the will of the late Owen McGarvey, dated 23rd May, 1894, passed before J. E. O. Labadie, N. P., for an act to authorize the executors to sell and otherwise dispose of the immovables and other assets of the estate, to increase their powers, extend their term of office and fix their remuneration; to determine the basis of capitalization of annuities, the payment of revenues and when, how and from what source they and the other legacies shall be paid and remove all doubts concerning the interpretation of the will; to make such provisions as may be expedient for the administration and winding up of the estate of the late Owen McGarvey, and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 7th January, 1903.

142

NOTICE.

Notice is hereby given that the undersigned will petition to the legislature of the province of Quebec, at its next session, praying for an act of incorporation to incorporate the village of Brompton Falls as a town, under the name of "Bromptonville," and to grant it also more extensive and define powers concerning municipal matters.

By order of the council,

E. W. TOBIN,

Mayor.

J. O. DESMARAIS,

Secretary treasurer.

Brompton Falls, 29th December, 1902.

24

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of the Roman Catholic Episcopal corporation of Saint Hyacinth, for the passing of an act respecting the re-building of the cathedral of Saint Hyacinth, serving as a parochial church for the catholic parishioners of Saint Hyacinth le Confesseur, in the district of Saint Hyacinth; the chief objects of the said act being to confirm certain agreements entered into on the 28th December, 1902 between the said Roman Catholic Episcopal corporation of Saint Hyacinth and the freehold inhabitants of the parish of Saint Hyacinth.

par la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, et fixant la somme contributive à être payée par les catholiques de la dite paroisse dans le coût de la dite église cathédrale; de pourvoir à la nomination et à l'élection de syndics et de leur conférer tous les pouvoirs nécessaires pour imposer sur les biens-fonds des catholiques romains de la dite paroisse les cotisations nécessaires au paiement des sommes à être fournies par la dite paroisse et de conférer aux conseils des trois corporations municipales comprises dans le territoire de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur les pouvoirs de prélever eux-mêmes les dites cotisations; cette loi devant en outre renfermer tous les détails et dispositions nécessaires à sa mise à exécution pour atteindre le but susdit.

LUSSIER & GENDRON,

Avocats de la requérante.

Saint-Hyacinthe, 29 décembre 1902.

37.4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant "The Saint-Lawrence Light, Heat and Power Company"; dans le but de créer et utiliser le pouvoir électrique pour éclairage, chauffage et pouvoir moteur dans toutes ses branches, devant être utilisé dans les districts de Trois-Rivières, Richelieu, Joliette et Terrebonne et dans le comté de Verchères, et de construire et mettre en opération un chemin de fer ou système de chemins de fer de mesure étalon, à la vapeur ou par l'électricité d'un point dans ou près de la cité des Trois-Rivières, et passant à travers les comtés de Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier et L'Assomption, jusqu'à un point sur le côté nord du fleuve Saint-Laurent, vis-à-vis le bout de l'île, dans le district de Montréal, et traversant la ville de Berthier, aussi d'un point dans ou près de la ville de Sorel, et passant à travers les comtés de Richelieu, Verchères et Chambly, jusqu'à un point dans ou près de la ville de Longueuil, avec pouvoir de prolonger par ses embranchements, le dit chemin de fer jusqu'à la ville de Saint-Ours, Saint-David, Saint-Aimée, Saint-Guillaume et Yamaska, situés dans les comtés de Yamaska et Drummond, ensemble avec tels autres pouvoirs, privilèges et franchises généralement conférés à de telles compagnies et y ayant rapport.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 décembre 1902.

61.4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un Acte afin d'amender la charte de "The Shawinigan Falls Terminal Railway Company", pour permettre à la compagnie, lorsqu'elle sera convenablement autorisée, à emprunter les sommes d'argent qui pourront être nécessaires, n'excédant pas soixante et quinze par cent du fonds social payé de la compagnie, et d'hypothéquer ou engager les meubles et immeubles de la compagnie, pour garantir toutes telles sommes empruntées par elle, et pour les dites fins, de faire tous autres actes et choses qui peuvent être nécessaires.

Daté à Montréal, ce vingt-septième jour de décembre 1902.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& HENEKER,

69.4

Solliciteurs des requérants.

Avis est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à son acte d'incorporation, dans les buts suivants, savoir :

Pour prolonger le délai accordé pour continuer sa ligne de Lyster Station, dans le comté de Mégantic, jusqu'à un point dans le canton de Thetford ou de Ireland, dans le même comté près de la ligne du chemin Québec Central; de plus pour prolonger sa ligne de Kinnear's Mill ou Saint-Ferdinand

the le Confesseur, and to fix the contributory amount to be paid by the catholics of the said parish towards the cost of the said cathedral church; to provide for the appointment and election of trustees and to confer upon them the necessary powers for levying on the real estate of the roman catholics of the said parish the assessments required for the payment of the amounts to be contributed by the said parish; and to confer upon the councils of the three municipal corporations comprised within the territory of the parish of Saint Hyacinth le Confesseur the necessary powers for collecting the said assessments themselves; the said act shall likewise contain all the details and provisions necessary for carrying it out in order to attain the end aforesaid.

LUSSIER & GENDRON,

Solicitors for petitioner.

Saint Hyacinth, 29th December, 1902.

38

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the Saint Lawrence Light, Heat and Power Company, for the purpose of creating and utilizing electric power for lighting, heating and motive purposes in all its branches, to be utilized in the districts of Three Rivers, Richelieu, Joliette and Terrebonne and in the county of Verchères, and to construct and operate a railway or system of railways of standard gauge to be run by steam or electricity from a point in or near the city of Three Rivers, and extending through the counties of Saint Maurice, Maskinongé, Berthier and L'Assomption, to a point on the north side of the river Saint Lawrence, opposite Bout de L'Île, in the district of Montreal, and crossing the town of Berthier, also from a point in or near the town of Sorel and extending through the counties of Richelieu, Verchères and Chambly, to a point in or near the town of Longueuil, with power to extend by branch lines the said railway to the town of Saint Ours, Saint David, Saint Aimée, Saint Guillaume and Yamaska, situate in the counties of Yamaska and Drummond, together with such other powers, privileges and franchises as are usually conferred upon such companies and are incidental thereto.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 13th December, 1902.

62

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the charter of The Shawinigan Falls Terminal Railway Company, to enable the company, when properly authorized, to borrow such sums of money as it may need, not exceeding in amount seventy-five per cent of the paid up capital stock of the company, and to hypothecate or pledge the moveable and immovable property of the company to secure any such sums borrowed by the company, and for such purposes to do such other acts and things as may be necessary in the premises.

Dated at Montreal, this twenty seventh day of December, 1902.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& HENEKER,

70

Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that the Lotbinière and Mégantic Railway Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its act of incorporation, in the following among other respects, viz :

To extend the delay granted to continue its line from Lyster Station, in the county of Mégantic, to a point in the township of Thetford or of Ireland, in the same county, near the line of the Quebec Central Railway; further more to extend its line from Kinnear's Mill or Saint Ferdinand d'Halifax, in

d'Halifax, dans le même comté, à travers le même comté jusqu'à Lime Ridge, dans le comté de Wolfe, et de ce dernier point jusqu'à Windsor Mills et Brompton Falls, dans le comté de Richmond; d'établir le principal bureau de la compagnie à Lyster Station, comté de Mégantic, et de changer son mode d'avis des assemblées générales des actionnaires et l'endroit où elles seront tenues.

J. A. BEGIN,

Secrétaire et trésorier.

Windsor Mills, Qué., 30 décembre 1902. 35.4

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de cette province, à sa prochaine session, par la corporation du village de Vaudreuil seule, ou conjointement avec la corporation du village de Dorion, dans le but d'obtenir des pouvoirs spéciaux d'emprunt pour faire les améliorations nécessaires au système d'aqueduc actuel appartenant aux dites corporations, consolider la dette existante en rapport avec le dit aqueduc et faire tous emprunts ou émissions de bons nécessaires pour ces objets.

PHILEMON COUSINEAU,

Avocat de la dite corporation de Vaudreuil.

Montréal, 31 décembre 1902. 57.4

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie dans le but de construire un chemin de fer de la Rivière du Loup, dans le comté de Témiscouata jusqu'à Metapédiac, dans le comté de Bonaventure.

H. R. FISET,

Procureur des requérants.

Rimouski, 10 décembre 1902. 63.4

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Olivier Roy, cultivateur, d'Hereford, Cyrille Morin, cultivateur, d'Hereford, Aug. Robert, cultivateur, de Barford, Louis McDuff, fils, cultivateur, de Barford, Noé Dézercie, cultivateur, d'Hereford et autres, pour la passation d'un acte constituant en corporation et municipalité rurale, sous le nom de Saint-Herménégilde, le territoire suivant situé partie dans les comtés de Compton et de Stanstead, et décrit comme suit :

Tout le territoire commençant à l'angle sud-est du lot primitif numéro treize du canton d'Hereford, à l'intersection de la ligne latérale divisant les lots douze et treize avec la ligne internationale entre le Canada et l'état du Vermont, un des états-unis d'Amérique; de là, vers le nord, suivant la ligne de division entre les lots primitifs douze et treize jusqu'à la ligne entre les premier et deuxième rangs; de là, vers l'ouest, dans la ligne de division entre les premier et deuxième rangs jusqu'à l'angle sud-est du lot primitif numéro quinze dans le deuxième rang; de là, courant vers le nord, dans la ligne de séparation entre les lots primitifs quatorze et quinze des rangs deux et trois jusqu'à la ligne de division entre les troisième et quatrième rangs; de là, courant vers l'ouest, dans la ligne entre les troisième et quatrième rangs et jusqu'à l'angle sud-est du lot dix-sept, dans le quatrième rang; de là, courant vers le nord, dans la ligne de division entre les lots primitifs seize et dix-sept des rangs quatre, cinq et six jusqu'à la ligne de division entre les rangs six et sept; de là, courant vers l'est, dans la ligne de division entre les rangs six et sept jusqu'à l'angle sud-est du lot quatorze, dans le septième rang; de là, courant vers le nord, dans la ligne de division entre les lots primitifs treize et quatorze des rangs sept et huit, jusqu'à la ligne entre les rangs huit et neuf; de là, vers l'est, dans la ligne de division entre les huitième et neuvième rangs jusqu'à l'angle sud-est du lot primitif treize; de là, courant vers le nord, dans la ligne de division entre les lots primitifs douze et treize jusqu'à la ligne

same county, across the same county to Lime Ridge, in the county of Wolfe, and from this latter point to Windsor Mills and Brompton Falls, in the county of Richmond; to make Lyster Station, county of Mégantic, the head office of the company, and to change the way of giving notice of the general meeting of shareholders and the place where they are to be held.

J. A. BEGIN,

Secretary and treasurer.

Windsor Mills, Que., 30th December, 1902. 36

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Public notice is hereby given that a petition shall be presented to the legislature at his next session, by the corporation of the village of Vaudreuil alone, or jointly with the corporation of the village of Dorion, to obtain certain special powers to borrow money, to make the necessary ameliorations to the water works belonging to said corporations, to consolidate the actual debt in respect with the said water-works, and to make all loans and to issue all debentures necessary for these objects.

PHILEMON COUSINEAU,

Attorney for said corporation of Vaudreuil.

Montreal, 31st December, 1902. 58

Application will be made to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a company for the purpose of constructing a railway from River du Loup, in the county of Témiscouata to Metapédiac, in the county of Bonaventure.

H. R. FISET,

Attorney for applicants.

Rimouski, 10th December, 1902. 64

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by Olivier Roy, farmer, of Hereford, Cyrille Morin, farmer, of Hereford, Aug. Robert, farmer, of Barford, Louis McDuff, son, farmer, of Barford, Noé Dézercie, farmer, of Hereford and others, for the passing of an act to erect into a corporation and rural municipality, under the name of "Saint-Herménégilde," the following territory situate partly in the county of Compton and Stanstead, described as follows :

All the territory beginning at the south east angle of primitive lot number thirteen of the township Hereford, at the intersection of the lateral line dividing the lots twelve and thirteen with the international line between Canada and the state of Vermont, one of the united states of America; thence towards the north, following the division line between the primitive lots twelve and thirteen, to the line between the first and second ranges; thence, running towards the west in the division line between the first and second ranges to the south east angle of primitive lot number fifteen in the second range; thence, running towards the north, in the division line between the primitive lots fourteen and fifteen, of the ranges two and three to the division line between the third and fourth ranges; thence, running towards the west in the line between the third and fourth ranges to the south east angle of lot seventeen, in the fourth range; thence, running towards the north in the division line between the primitive lots sixteen and seventeen of the fourth, fifth and six ranges to the division line between the ranges six and seven; thence, running towards the east in the division line between the ranges six and seven to the south east angle of lot fourteen, in the seventh range; thence, running towards the north in the division line between the primitive lots thirteen and fourteen of the ranges seven and eight, to the line between the ranges eight and nine; thence towards the east, in the division line between the eighth and ninth ranges, to the south east angle of primitive lot

de division entre les neuvième et dixième rangs [de là, vers l'ouest, dans la ligne de division entre les neuvième et dixième rangs jusqu'à l'angle sud est du lot quinze, dans le dixième rang ; de là, courant vers le nord dans la ligne de division entre les lots primitifs quatorze et quinze des dixième et onzième rangs jusqu'à la ligne entre les cantons d'Hereford et de Clifton ; de là, courant vers l'ouest, dans la ligne de division entre le canton d'Hereford et celui de Clifton, jusqu'à la ligne entre le dit canton d'Hereford et celui de Barford ; de là, courant vers le sud entre le dit canton d'Hereford et le dit canton de Barford jusqu'à la ligne entre les rangs neuf et dix du canton de Barford ; de là, vers l'ouest dans la ligne entre les rangs neuvième et dixième de Barford jusqu'à l'angle nord-ouest du lot six, dans le neuvième rang du canton de Barford ; de là, courant vers le sud, dans la ligne entre les lots primitifs six et sept, des rangs huit, sept, six, cinq, quatre, trois, deux et un jusqu'à la ligne internationale entre le Canada et le dit Etat du Vermont ; de là, courant vers l'est dans la ligne internationale entre le Canada et le sud-est état du Vermont, traversant la partie est du dit canton de Barford et la partie ouest du dit canton d'Hereford, jusqu'au point de départ à l'intersection de cette dernière ligne avec la ligne de division entre les lots douze et treize, du dit canton d'Hereford.

La dite paroisse de Sainte-Herménégilde formant une superficie de quarante-quatre mille acres, plus ou moins, le dit territoire étant le même que celui déjà érigé en paroisse civile, sous le nom de la paroisse de Sainte-Herménégilde.

Pour donner à la dite corporation tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires comme corporation municipale, elle sera sujette à la loi concernant les corporations rurales quant à la tenue de la première élection municipale pour la constitution du conseil et pour les rôles d'évaluation et de répartition, les règlements, procès-verbaux et autres choses de moindre importance.

PANNETON & LEBLANC,

4349-5 Procureurs des requérants.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant l'association des dentistes de la province de Québec, à admettre Emile Boivin, de la ville et du district de Montréal, au nombre de ses membres.

MONET & LANCTOT,

Procureurs du requérant.

Montréal, 15 décembre 1902. 4337-5

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village du Boulevard Saint Paul, pour obtenir un acte lui permettant l'octroi de privilèges exclusifs et franchises aux personnes ou compagnies construisant un aqueduc pour la municipalité du dit village, et mettant en opération ou faisant circuler des omnibus diligences, c ars électriques ou à vapeur dans la dite municipalité, et autres fins.

EMARD & EMARD,

Procureurs.

Montréal, 23 décembre 1902. 4367-5

Avis est par les présentes donné que la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender et refondre la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal ; mieux déterminer la qualification du maire et des conseillers, régler le mode de collection des taxes et des licences ; régler la qualification des hôteliers relati-

thirteen ; thence, running towards the north in the division line between the primitive lots twelve and thirteen to the division line between the ninth and tenth ranges ; thence, towards the west in the division line between the ninth and tenth ranges, as far as the south east angle of lot fifteen, in the tenth range ; thence, running towards the north, in the division line between the primitive lots fourteen and fifteen, in the tenth and eleventh ranges, to the line between the townships of Hereford and Clifton ; thence, running towards the west, in the division line between the township of Hereford and that of Clifton, to the line between the said township of Hereford and that of Barford ; thence, running towards the south between the said township of Hereford and the said township of Barford to the line between the ninth and tenth ranges of the township of Barford ; thence, towards the west, in the line between the ninth and tenth ranges of Barford, to the north west angle of lot six, in the ninth range of the township of Barford ; thence, running towards the south in the line between the primitive lots six and seven, of the ranges eight, seven, six, five, four, three, two and one, as far as the international line between Canada and the said state of Vermont ; thence, running towards the east in the international line between Canada and the aforesaid state of Vermont, crossing the east part of the said township of Barford and the west part of the said township of Hereford, as far as the starting point at the intersection of this last line with the division line between the lots twelve and thirteen, of the said township of Hereford.

The said parish of Saint Hermenégilde being forty four thousand acres, in superficies, more or less, this territory being the same territory erected as a civil parish, under the name of the parish of Saint Hermenégilde.

To give the said corporation all the powers necessary for its existence and the administration of its affairs as a municipal corporation, it shall be subject to the law governing rural corporations, except as regards the holding of the first municipal elections for the constitution of the council and for the valuation and assessment rolls, the by-laws, *procès-verbaux* and other matters of minor importance.

PANNETON & LEBLANC,

4350 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing the association of dentists of the province of Quebec, to admit Emile Boivin, of the city and district of Montreal, amongst its members.

MONET & LANCTOT,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 15th December, 1902. 4338

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the corporation of the village of Boulevard Saint Paul, for an act authorizing it to grant exclusive privileges and franchises to the persons or companies erecting a water-works for the municipality of the said village, and putting in operation or running omnibuses, stages, electric or steam cars in the municipality, and for other purposes.

EMARD & EMARD,

Attorneys

Montreal, 23rd December, 1902. 4368

Notice is hereby given that the city of Sainte-Cunégonde de Montréal will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending and consolidating the charter of the city of Sainte-Cunégonde de Montréal ; to better define the qualification of the mayor and councillors ; to regulate the method of collecting the taxes and licenses ; to settle the qualification of

vement aux droits de se présenter à l'échevinat ; de l'élection du maire par le peuple ; aux qualités requises du maire, des échevins et des estimateurs, et autres fins.

E. LUSSIER,
Procureur de la dite cité
de Sainte-Cunégonde de Montréal.
Montréal, 22 décembre 1902. 4365-5

AVIS PUBLIC

La cité de Saint-Henri, corporation municipale douée de la personnalité civile, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir un acte amendement la charte de la dite cité (60 Victoria, chapitre 62), et les divers statuts qui amendent la dite loi, aux fins de :

1° Faire revivre, en autant qu'il s'agit d'un candidat à l'échevinat, le paragraphe 3, de l'article 50, de la loi 60 Victoria, chapitre 62, qui se lit comme suit :

" 3. Qu'il n'ait eu son domicile ou son lieu d'affaires, dans les limites de la cité, pendant l'année précédant l'élection."

2° Désigner les charges d'échevin, pour chaque quartier de la cité, par les Nos. 1 et 2, respectivement ; modifier en conséquence la formule du bulletin de présentation dite : "Formule A.", et amender ou abroger, selon le cas, toutes dispositions de la charte (60 Victoria, chapitre 62), et de divers statuts qui amendent cette dite loi, qui deviendront incompatibles ou inconciliables.

PRIMEAU & CODERRE,
Procureurs de la cité de Saint-Henri.
Saint-Henri, 17 décembre 1902. 4335-5

AVIS

Avis public est par le présent donné que Irma LeVasseur, médecin, diplômé de l'Université du Minnesota, à Minneapolis, États-Unis, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province, à lui accorder la licence nécessaire pour pratiquer sa profession dans la province de Québec, sur présentation de ses diplômes et de son brevet d'admission à l'étude.

P. V. CHALOULT,
Procureur de la requérante.
4359.5

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie incorporée sera "The European Importing Company."

2° L'objet de la dite compagnie est d'acheter et vendre des marchandises, et agir comme marchands en général dans la puissance du Canada.

3° Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$30,000, divisé en trois cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Louis Glauberson, Jacob Lecker, Bernard Gross et Joseph Besner,

hotel keepers with respect to the right of presenting themselves as candidates for the aldermanship ; the election of the mayor by the people ; the qualifications required for the mayor, aldermen and valuers.

E. LUSSIER,
Attorney of the said city
of Sainte-Cunégonde de Montréal.
Montreal, 22nd December, 1902. 4366

PUBLIC NOTICE.

The city of Saint Henri, a municipal corporation duly erected, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an act amending the charter of the said city (60 Victoria, chapter 62), and the several statutes amending the said act, for the purposes :

1. Of reviving, in so far as concerns a candidate for aldermanship, paragraph 3, of article 50, of the Act 60 Victoria, chapter 62, which reads as follows :

3. "That he has had his domicile or place of business within the limits of the city, during the year preceding the election."

2. Of designating the offices of alderman, for each ward of the city, by the Nos. 1 and 2, respectively ; of changing accordingly the form of nomination called "Form A", and of amending or repealing, in every case, any enactments of the charter (60 Victoria, chapter 62), and of the several statutes which amend the said act, which may become incompatible or may conflict with it.

PRIMEAU & CODERRE,
Attorneys of the city of Saint Henri.
Saint Henri, 17th December, 1902. 4336

NOTICE.

Public notice is hereby given that Irma LeVasseur, M. D., from the University of Minnesota, of Minneapolis, United States, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to grant her a license on presentation of her diploma and certificate of admission to study.

P. V. CHALOULT,
Attorney for applicant.
4360

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies Incorporation Act", incorporating the applicants and such other persons as may be shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the corporate company is "The European Importing Company."

2. The object of the said company is to buy and sell goods, and to act as general merchants throughout the Dominion of Canada.

3. The head office of the company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company is \$30,000, divided into three hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Louis Glauberson, Jacob Lecker, Bernard Gross and

tous de Montréal, marchands, et Dame Jennie Gross, épouse séparée de biens de Louis Glauberson, et par lui dûment autorisée à l'effet des présentes, lesquels sont tous sujets anglais et résidant à Montréal, les trois premiers seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

**STEPHENS, HUTCHINS
& MARGOLESE,**

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 janvier 1903. 345

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province, pour obtenir des lettres patentes, incorporant John T. Ross, Harold Kennedy, W. S. Thomas, Hon. R. Turner, Murray Kennedy, D. A. Geggie, Dr C. S. Parke, Dr G. H. Parke, W. C. J. Hall, A. Whitehead, Col. G. E. A. Jones, W. H. Petry, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires sous le nom de "The Victoria Curling Club," dans le but de donner de l'encouragement et s'exercer à la pratique du jeu national écossais appelé "Curling," avec un fonds social de \$8,000, divisé en 1600 actions de \$5 chacune.

Les huit personnes en dernier lieu ci-dessus nommées, tous sujets anglais, seront les directeurs provisoires, et la principale place d'affaires sera dans la cité de Québec.

R. CAMPBELL,

Procureur des requérants.

409

Avis public: est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, en vertu de l'"Acte d'incorporation des compagnies à fonds social", constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en un corps politique et incorporé sous le nom de "Canton Patton Téléphone", laquelle aura son siège principal d'affaire à Saint-Paul de Montminy, comté de Montmagny, province de Québec, en un capital action de deux mille piastres, divisé en quatre-vingts actions de vingt-cinq piastres chacune.

Les fins, conformes aux provisions de l'acte pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont :

(a) De construire et exploiter une ligne de téléphone électrique, traversant les paroisses suivantes : Saint-Paul de Montminy, Sainte-Apolline, Cap Saint-Ignace, Saint-Thomas de Montmagny, Saint-Pierre, Saint-François, Saint-Berthier, toutes dans le comté de Montmagny ; Saint-Philémon, Saint-Magloire, Notre-Dame de Buckland, Saint-Raphaël, Saint-Valier, Saint-Michel, toutes dans le comté de Bellechasse, l'Islet, Saint-Eugène, Canton Arago, Saint-Cyrille, Saint-Jean Port-Joli, Saint-Aubert, Saint-Pamphile, Sainte-Perpétue, Sainte-Louise, Saint-Roch des Aulnaies, Saint-Anne de la Pocatière, toutes dans le comté de l'Islet.

(b) D'acquiescer toutes et telles autres lignes de téléphone incorporées ou non, qui peut se trouver construites, en opération ou non, dans les paroisses susdites ou toutes portions d'icelles ; d'aliéner les dites lignes ou portion d'icelles, à bon plaisir, pour un temps jugé convenable par la compagnie.

(c) De prendre, acheter, acquiescer, tenir, transporter, vendre ou céder aucune action dans aucune compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à la dite compagnie ou en disposer.

(d) De faire toutes les transactions quelconques pour les fins énoncées dans la présente.

(e) D'emprunter sur billets, débiteures ou hypothèques, prêter sur billet ou hypothèque pour aider et promouvoir les intérêts de la dite compagnie.

Les susdits Joseph Rodolphe Chamilly de Lorimier, médecin, Joseph Amable Couture, marchand, Thomas Godreau, cultivateur, Adélaïde Boulet, menuisier, Ludger Picard, journalier, tous de

Joseph Beasner, all of Montreal, merchants, and Dame Jennie Gross, wife separate as to property of Louis Glauberson, and by him duly authorized hereunto, all of whom are british subjects and resident in Montreal, and the first three of whom shall be the first or provisional directors of the said company.

**STEPHENS, HUTCHINS
& MARGOLESE,**

Attorneys for petitioners.

Montreal, 7th January, 1903. 346

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province, for letters patent incorporating John T. Ross, Harold Kennedy, W. S. Thomas, Hon. R. Turner, Murray Kennedy, D. A. Geggie, Dr. C. S. Parke, Dr. G. H. Parke, W. C. J. Hall, A. Whitehead, Col. G. E. A. Jones, W. H. Petry, and such other persons as may become shareholders under the name of "The Victoria Curling club", for the purpose of promoting and practising the Scottish National game of curling, with a capital of \$8,000, divided into 1600 shares of \$5 each.

The last eight above named persons, all being british subjects, to be the provisional directors, and the chief place of business to be the city of Quebec.

R. CAMPBELL,

Attorney for applicants.

410

Public notice is hereby given that within one month from the last publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for letters patent of incorporation, under the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting the petitioners and all other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, by the name of "Canton Patton Telephone", which will have its chief place of business at Saint Paul de Montminy, county of Montmagny, province of Quebec, and a capital stock of two thousand dollars, divided into eighty shares of twenty five dollars each.

The objects, in conformity to the provisions of the act, for which its incorporation is sought, are :

(a) To build and work an electric telephone line, crossing the following parishes : Saint Paul de Montminy, Saint Apolline, Cap Saint Ignace, Saint Thomas de Montmagny, Saint Pierre, Saint Francis, Saint Berthier, all in the said county of Montmagny ; Saint Philemon, Saint Magloire, Notre Dame de Buckland, Saint Raphael, Saint Valier, Saint Michel, all in the county of Bellechasse ; L'Islet, Saint Eugène, township Arago, Saint Cyrille, Saint Jean Port Joli, Saint Aubert, Saint Pamphile, Sainte Perpetue, Sainte Louise, Saint Roch des Aulnaies, Sainte Anne de la Pocatière, all in the county of L'Islet.

b. To acquire any sort of telephone lines incorporated or not, which may be built and in working order or not, in the said parishes, or any parts thereof ; to transfer the said lines or parts thereof at their option, for such time as the company may think fit.

c. To take, purchase, acquire, hold, transfer, sell or assign, any share in any company having wholly or in part any similar to those of the said company or to dispose thereof.

d. To perform any transactions whatever for the purposes announced herein.

e. To borrow on notes, debentures or hypothecs, to lend on notes or hypothecs, in order to advance and promote the interests of the said company.

Joseph Rodolphe Chamilly de Lorimier, physician, Joseph Amable Couture, merchant, Thomas Godreau, farmer, Adélaïde Boulet, joiner, Ludger Picard, laborer, all of Saint Paul de Montminy,

Saint-Paul de Montminy, dite province, sujets de Sa Majesté, sont les directeurs provisoires de la dite compagnie.

JOS. ONES. ROY, N. P.,

Procureur des requérants.

Cap Saint-Ignace, 19 janvier 1903.

389

AVIS PUBLIC.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera "The Rock City Cigar Company, Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : manufacturer, vendre, faire le commerce de cigars, cigarettes, tabacs, sous toutes ses formes, préparations et adaptations en général et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Québec.

4° Le fonds social sera de cinquante mille dollars, divisé en 500 actions de cent piastres chacune.

5° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada sont : Napoléon Drouin, marchand, de Québec ; Joseph-Arcadius Blais, manufacturier ; Edgar Joseph Miller, manufacturier, tous deux de Lévis ; Joseph Picard, gérant ; Alexis Drouin, Edmond Drouin, Alfred Drouin, tous manufacturiers, de la cité de Québec.

6° Napoléon Drouin, J. A. Blais et Joseph Picard seront les premiers directeurs de la compagnie.

FITZPATRICK, TASCHEREAU,

ROY & CANNON,

Procureurs des requérants.

Québec, 13 janvier 1903.

279.2

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera "La Compagnie Martineau," "The Martineau Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : le commerce en général et la fabrication de tous articles, mais principalement ferronneries, plomberies, peintures, matériel de construction, métaux de toutes espèces fabriqués ou non fabriqués, machineries et toutes choses relatives aux objets de la compagnie, avec pouvoir d'acquérir par achat, bail ou autrement, toutes propriétés et tout outillage jugés nécessaires pour l'exploitation de l'entreprise.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera la cité de Québec.

4° Le fonds social sera de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

5° Les requérants sont : J. Elie Martineau, marchand, Onésime Chalifour, manufacturier, Georges Elie Martineau, médecin, Jean Marquis, commissaire-voyager, H. Omer Martineau, marchand, tous de la cité de Québec, et sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie projetée.

J. ELIE MARTINEAU,
ONESIME CHALIFOUR,
GEORGES ELIE MARTINEAU,
JEAN MARQUIS,
H. OMER MARTINEAU.

Québec, 14 janvier 1903.

245.2

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettre patentes sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera "The Standard Paper Box Coy".

said province, subjects of His Majesty, are the interim directors of the said company.

JOS. ONES. ROY, N. P.,

Attorney for petitioners.

Cap Saint Ignace, 19th January, 1903.

390

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for charter of incorporation by letters patent under the great Seal :

1. The corporate name of the company will be "The Rock City Cigar Company, Limited".

2. The objects for which the incorporation is sought are : to manufacture, sell and do business as manufacturers and merchants of cigars, cigarettes and tobacco, in all its forms, preparations and adaptations generally and to do all things connected with the objects of the company.

3. The company's chief place of business will be at the city of Quebec.

4. The capital stock will be fifty thousand dollars, divided into 500 shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners, who are all British subjects and reside in Canada, are : Napoléon Drouin, merchant of the city of Quebec ; Joseph Arcadius Blais, manufacturer ; Edgar Joseph Miller, manufacturer, both of Lévis ; Joseph Picard, manager ; Alexis Drouin, Edmond Drouin, Alfred Drouin, all manufacturers, of the city of Quebec.

6. Napoléon Drouin, J. A. Blais and Joseph Picard will be the first directors of the company.

FITZPATRICK, TASCHEREAU,

ROY & CANNON.

Attorneys for applicants.

Quebec, 13th January, 1903.

280

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Notice is given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal.

1. The corporate name of the company will be "The Martineau Company".

2. The objects for which the incorporation is sought are : general trading in and manufacture of all articles, but especially iron work, lead work, paints, building materials, metals of all sorts, made or not made, machinery and everything relating to the purposes of the company, with power to acquire by purchase, lease or otherwise, all property or machinery deemed necessary for carrying on the business.

3. The company's chief place of business will be the city of Quebec.

4. The capital stock will be \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The petitioners are : J. Elie Martineau, merchant, Onésime Chalifour, manufacturer, Georges Elie Martineau, physician, Jean Marquis, commercial traveller, H. Omer Martineau, merchant, all of the city of Quebec, and subjects of His Majesty, and they will be the first directors of the proposed company.

J. ELIE MARTINEAU,
ONESIME CHALIFOUR,
GEORGES ELIE MARTINEAU,
JEAN MARQUIS,
H. OMER MARTINEAU.

Quebec, 14th January, 1903.

246

Notice is given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The name of the proposed company is "The Standard Paper Box Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont pour manufacturer des boîtes en carton, effets de commerce en carton, et pour toutes fins relatives au dit commerce et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Montréal.

4° Le fonds social sera de \$20,000, divisé en deux cents actions de \$100.00 chacune.

5° Les requérants sont Joseph Wilbrod Delisle, manufacturier, de Québec; Hubert Moisan, entrepreneur, de Québec; Joseph Samson, marchand de fer, de Québec; Horace Pinet, commis-voyageur, de la cité de Montréal; Eugène Leclerc, agent d'assurance, de la cité de Québec.

6° Les requérants sont tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. R. ROY,
Procureur des requérants.

Québec, 8 janvier 1903.

177-3

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort et Gatineau aura lieu mardi, le dix février prochain, au bureau de la compagnie, No 30, rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, à 11 heures de l'avant-midi, pour faire approuver et sanctionner un certain acte de convention fait entre la dite compagnie et la compagnie de chemin de fer le Grand Nord du Canada, pour la vente du chemin de fer de colonisation de Montfort et Gatineau, ainsi que son matériel, engins, roulant, propriétés, bâtisses, franchises, etc., et généralement toutes choses appartenant au dit chemin de fer; le dit acte de convention, tel que fait entre les dites deux compagnies le 3 octobre dernier dix neuf cent deux (1902), et suivant que le dit acte de convention pourra avoir été amendé par la suite.

Par ordre du bureau de direction.

T. E. NORMAND,
Assistant-secrétaire.

145-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite par les personnes ci-après mentionnées à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous les noms et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie sera "La Compagnie du Rappel";

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquiescer, par achat ou autrement, le journal actuellement publié en la cité de Montréal, et connu sous le nom de "Le Rappel" et d'en continuer la publication et d'y faire valoir un atelier d'imprimerie.

3° Le bureau de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4° Le chiffre du capital actions de la dite compagnie sera de cinq mille piastres, divisé en cinq cents actions de dix piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont : Rodolphe Monty, avocat, du village de Delorimier, district de Montréal; Louis Coderre, avocat, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal; Jean Baptiste Archambault, avocat, du village de Verdun, district de Montréal, Camille Bernier, médecin-chirurgien, des cité et district de Montréal; Jacques Deslauriers, agent manufacturier, des cité et district de Montréal, et Arthur Depocas, marchand, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, tous sont sujets britanniques, résidant en la province de Québec, et seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

MONTY & DURANLEAU,
Procureurs des requérants.

27-4

2. The objects for which incorporation is sought are : the manufacture of card-board boxes, and card-board articles of trade and all matters connected with such trade and the doing of all things connected with the company's objects.

3. The principal place of business of the company shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock shall be \$20,000, divided into two hundred shares of \$100.00 each.

5. The petitioners are : Joseph Wilbrod Delisle, manufacturer, of Quebec; Hubert Moisan, contractor, of Quebec; Joseph Samson, hardware merchant, of Quebec; Horace Pinet, commercial traveller, of the city of Montreal; Eugène Leclerc, insurance agent, of the city of Quebec.

6. The petitioners who are all British subjects, and reside in Canada, shall be the first directors of the company.

L. R. ROY,
Attorney for petitioners.

Quebec, 8th January, 1903.

178

Notice is hereby given that a special general meeting of the Montfort and Gatineau Colonization railway company will be held on Tuesday, the tenth day of February next, at the office of the company, No. 30, Saint James street, in the city of Montreal, at eleven o'clock a.m., to approve and sanction a certain agreement made between the said company and the Great Northern Railway of Canada, for the sale of the Montfort and Gatineau Colonization railway company, with its equipments, engines, rolling stock, lands, buildings, franchises, assets and generally all things appertaining to the said railway, as executed by the said two companies on the third day of October last (1902), and as same may have been further amended.

By order of the board of directors.

T. E. NORMAND,
Assistant secretary.

146

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of the above notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made by the persons whose name appear herein below to His Lordship the Lieutenant Governor in Council, for a charter to incorporate by letters patent, pursuant to the joint stock Company's Act, the applicants and such other persons as may become shareholders of said future company, under the style and firm and for the ends and purposes herein below stated :

1. The corporate name of said company will be "La Compagnie du Rappel".

2. The said company sought to be incorporated will have power to acquire by purchase or otherwise the newspaper now published in the city of Montreal and known as "Le Rappel" and to continue its publication and to carry on business printers.

3. The head office of said company to be in the city of Montreal.

4. The aggregate capital of said company to be the sum of five thousand dollars, to be divided into five hundred shares of the value of ten dollars each.

5. The full names, residence and occupation of the applicants are the following : Rodolphe Monty, barrister, of the village of DeLorimier, district of Montreal; Louis Coderre, barrister, of the city of Saint Henri, district of Montreal; Jean Baptiste Archambault, barrister, of the village of Verdun, district of Montreal; Camille Bernier, physician, of the city and district of Montreal; Jacques Deslauriers, manufacturer's agent, of the city and district of Montreal, and Arthur Depocas, merchant, of the city of Saint Henri, district of Montreal, all of whom being British subjects and resident in the province of Quebec, will be the first directors of said company.

MONTY & DURANLEAU,
Solicitors for applicants.

28

Avis public est par les présentes donné que, dans le mois suivant la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour un acte d'incorporation par lettres patentes en vertu de "l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social", constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom proposé de la compagnie est "La Compagnie d'Imprimerie Moderne, Montréal."

2° Les fins conformes aux provisions de l'acte pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont :

(a) Faire le commerce d'imprimerie, faire des impressions, pourvoir à la publication de livres, journaux et revues.

(b) Faire le commerce de reliure.

(c) Faire le commerce de papeterie et librairie en général.

3° Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant du capital de la dite compagnie sera de \$100,000.00.

5° Le nombre des parts sera de mille, de la valeur au pair de \$100.00 chacune.

6° Les noms et prénoms, adresses et occupations des requérants sont comme suit : Honorable Jean Damien Rolland, négociant ; Léon Rolland, comptable ; Emile Rolland, gérant ; Oscar Mercier, médecin, et Arthur Letondal, professeur de musique, tous de la cité et du district de Montréal.

7° Les dits honorables Jean Damien Rolland, négociant, Léon Rolland, comptable, Emile Rolland, gérant, Oscar Mercier, médecin, Arthur Letondal, professeur de musique, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

PREFONTAINE, ARCHER,

PERRON & TASCHEREAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 5 janvier 1903.

111-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants soussignés, en une société de sépulture, connu sous le nom de "The South Bolton Cemetery Company," avec son principal bureau à South Bolton, dans le comté de Brome, dans le district de Bedford, avec pouvoir de prendre le lot de cadastre numéro six cent quatre-vingt-deux (682), sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Bolton, connu depuis plusieurs années sous le nom de "The Rexford Corner Burying Ground," et d'acquérir toute autre terre voisine qui peut être nécessaire, le tout à tout événement ne devant jamais excéder vingt-cinq arpents, le dit terrain devant servir de cimetière pour toujours.

Les noms au long et résidences des requérants sont comme suit : Ernest M. Taylor, du village de Knowlton ; Horace S. Greene, John McMannis, W. A. Randall et Jerome D. Wedge, de South Bolton, dans le dit district de Bedford ; J. N. Holland, de Bolton Centre, dans le dit district, et Elson I. Rexford, de Westmount, dans le district de Montréal.

J. E. FAY,

Procureur des requérants.

South Bolton, 20 décembre 1902.

4333.5

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants soussignés en une société de sépulture, connue sous le nom de "The Riverside Cemetery Company," avec son principal bureau à East Farnham, dans le comté de Brome, dans le district de Bedford, avec pouvoir de prendre le lot de cadastre numéro soixante et douze (No 72), sur les plan et livre de renvoi officiels de la partie Est du canton de Farnham, connu depuis plusieurs

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for letters patent of incorporation, under the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting the petitioners and all other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth.

1. The proposed name of the company is "La Compagnie d'Imprimerie Moderne, Montréal".

2. The purposes, in conformity with the provisions of the charter for which incorporation is sought, are :

(a) To carry on the business of printing, to print, to publish books, newspapers and magazines.

(b) To carry on the business of book binding.

(c) To do business as stationers and book-sellers.

3. The chief office of the company shall be in Montreal, district of Montreal.

4. The amount of the capital stock shall be \$100,000.00.

5. The number of shares shall be one thousand and the par value of each share \$100.00

6. The names, surnames, address and occupation of the petitioners are as follows : Honorable Jean Damien Rolland, merchant ; Léon Rolland, accountant ; Emile Rolland, manager ; Oscar Mercier, physician, and Arthur Letondal, professor of music, all of the city and district of Montreal ;

7. The said Honorable Jean Damien Rolland, merchant ; Léon Rolland, accountant ; Emile Rolland, manager ; Oscar Mercier, physician, and Arthur Letondal, professor of music, will be the first or provisional directors of the company.

PREFONTAINE, ARCHER,

PERRON & TASCHEREAU,

Attorneys for Petitioners

Montreal, 5th January, 1903.

112

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent to incorporate the undersigned petitioners into a burial society known as "The South Bolton Cemetery Company," with a head office at South Bolton, in the county of Brome, in the district of Bedford, with power to take over lot cadastral number six hundred and eighty-two (682), on the official plan and in the book of reference of the township of Bolton, for many years known as "The Rexford Corner Burying Ground," and to acquire such further land adjoining thereto as may be necessary, the whole in any event never to exceed twenty five arpents, the same to be used as a cemetery for ever.

The names and addresses in full of the said applicants are as follows : Ernest M. Taylor, of the village of Knowlton, Horace S. Greene ; John McMannis, W. A. Randall and Jerome D. Wedge, of South Bolton, in said district of Bedford ; J. N. Holland, of Bolton Centre, in said district, and Elson I. Rexford, of Westmount, in the district of Montreal.

J. E. FAY,

Attorney for petitioners.

South Bolton, 20th December, 1902.

4334

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for letters patent to incorporate the undersigned petitioners into a burial society known as "The Riverside Cemetery Company," with a head office at East Farnham, in the county of Brome, in the district of Bedford, with power to take over lot cadastral number seventy-two (No. 72), on the official plan and in the book of reference of the East part of the township of Farnham, for many years known as "The Mansfield Burying

années sous le nom de "The Mansfield Burying Ground", et d'acquérir toute autre terre voisine qui peut être nécessaire, le tout à tout événement ne devant jamais excéder vingt-cinq acres, le dit terrain devant servir de cimetière pour toujours.

Les noms au long et résidences des requérants sont comme suit : Fred. R. Hall, John J. Brimmer, Howard S. Hulburt, Percy Taber, Jewett Buck, Azra D. Collins et George C. Mansfield, tous du dit village de East Farnham, et William F. Vilas, de Cowansville, dans le dit district.

H. A. HUTCHINS,
Procureur des requérants.

East Farnham, 21 novembre 1902. 3953-9

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Desruisseaux, de la ville de Shawinigan Falls, épouse de Edmond Barbeau, mécanicien du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

A. E. PAQUETTE,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 3 janvier 1902. 159-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure*
No. 824.

Avis est par le présent donné que Dame Léonore Leroux, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Dussault, cordonnier, du même lieu.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 23 décembre 1902. 119-3

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 126.

Dame Césarie Bergeron, de la ville de Grand'Mère, épouse de Maxime Juineau, du même lieu, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Maxime Juineau, de la dite ville de Grand'Mère, entrepreneur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur, en cette cause.

N. L. DUPLESSIS,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 20 juin 1902. 53-4

Cour Supérieure—District de Québec.
No. 1682.

Dame Williammine Cadrain, de la paroisse de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, district de Québec, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Léger Lemelin, du même lieu.

ROY & SIMARD,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 23 décembre 1902. 4369-5

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour de Circuit.*
No. 3546.

Honorine Gaumond, veuve en première nocces de Augustin Turcotte, et épouse commune en biens en secondes nocces de Joseph Simard, cultivateur, la dite dame et son dit époux, domiciliés tous deux dans le canton de Ditchfield, dans le comté du Lac Mégantic, dans le district de Beauce, a institué, ce jour, devant cette cour, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

A. BECIGNEUL,
Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 3 janvier 1903. 165-3

Ground", and to acquire such further land adjoining thereto as may be necessary, the whole in any event never to exceed twenty five acres, the same to be used as a cemetery forever.

The names and addresses in full of the said applicants are as follows : Fred R. Hall, John J. Brimmer, Howard S. Hulburt, Percy Taber, Jewett Buck, Azra D. Collins and George C. Mansfield, all of the said village of East Farnham, and William F. Vilas, of Cowansville, in said district.

H. A. HUTCHINS,
Attorney for petitioners.

East Farnham, 21st November, 1902. 3954

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Dame Marie Desruisseaux, of the town of Shawinigan Falls, wife of Edmond Barbeau, of the same place, mechanic, has, this day, instituted an action in séparation de biens against her said husband.

A. E. PAQUETTE,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 3rd January, 1903. 160

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 824.

Notice is hereby given that Dame Léonore Leroux, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, Joseph Dussault, shoemaker, of the same place.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 23rd December, 1902. 120

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*
No. 126.

Dame Césarie Bergeron, of the town of Grand'Mère, wife of Maxime Juineau, of the same place, contractor, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

Maxime Juineau, of the said town of Grand'Mère, contractor, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant, in this cause.

N. L. DUPLESSIS,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 20th June, 1902. 54

Superior Court. — District of Québec.
No. 1682.

Dame Williammine Cadrain, of the parish of Saint Raphaël, county of Bellechasse, district of Québec, has taken, this day, an action for separation of property against her husband, Léger Lemelin, of the same place.

ROY & SIMARD,
Attorneys for plaintiff.

Québec, 23rd December, 1902. 4370

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Circuit Court.*
No. 3546.

Honorine Gaumond, widow of Augustin Turcotte, and wife common as to property of Joseph Simard, farmer, both of the township of Ditchfield, in the county of Lake Mégantic, in the district of Beauce, has, this day, instituted before this court, an action for separation from bed and board against her husband.

A. BECIGNEUL,
Attorney for plaintiff.

Saint-Joseph, Beauce, 3rd January, 1903. 166

Province de Québec, }
District of Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 114.

Dame Léonie Morlot, épouse commune en biens de Alexandre Thiébaud, journalier, de la ville de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, et dûment autorisée par l'honorable juge de la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Terrebonne,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Alexandre Thiébaud, Défendeur ;
et
La compagnie électrique de Terrebonne et al.,
Tiers saisi.

Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été intentée à la cour supérieure du district de Terrebonne, de la part de la demanderesse, contre le dit défendeur.

BASTIEN, BERGERON
& COUSINEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 12 janvier 1903. 241-2

Une assemblée générale des actionnaires de la Compagnie Electrique de Hull sera tenue au bureau principal de la compagnie, dans la ville de Aylmer, Québec, mercredi, le 28e jour de janvier 1903, à 3 p. m., pour recevoir le rapport des directeurs pour l'année passée, et pour transiger d'autres affaires.

W. R. TAYLOR,
Secrétaire.

Aylmer, Qué., 12 janvier 1903. 275.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District of Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Pierre Loupret, de Québec, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 19 janvier 1903, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi

A. FAUCHER,
Gardien provisoire.

Office : 119, rue Saint-Pierre, Québec. 355

Province de Québec, }
District of Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de George E. Baldwin, du village de Granby, dans le dit district, commerçant,
Failli ;

et
Joseph Léopold Dozois, du village de Granby, dans le dit district, notaire public,
Gardien provisoire.

Aux créanciers du failli.

Avis est par le présent donné que, le quinzième jour de janvier 1903, le dit failli a fait un abandon de ses biens au bureau du protonotaire du district de Bedford.

J. L. DOZOIS,
Gardien provisoire.

Donné à Granby, Qué., ce quinzième jour de janvier mil neuf cent trois.

349

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 153.

In re Oscar Prieur, marchand général, de Coteau Landing, district de Montréal,
Débiteur insolvable ;

et
Charles X. Tranchemontagne,
Créancier requérant.

Avis est par les présentes donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau

Province of Quebec }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 114

Dame Léonie Morlot, wife common as to property of Alexandre Thiébaud, of the town of Terrebonne, in the district of Terrebonne, laborer, and duly authorized by the Honourable judge of the superior court, sitting in and for the district of Terrebonne,
Plaintiff ;

vs.
The said Alexandre Thiébaud, Défendant ;
and
" La compagnie électrique de Terrebonne " et al.,
Tiers saisi

An action in separation from bed and board has, this day, been instituted at the superior court of the district of Terrebonne by the plaintiff, against the said defendant.

BASTIEN, BERGERON
& COUSINEAU,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 12th January, 1903. 242

A general meeting of shareholders of the Hull Electric Company will be held at the head office of the company, in the town of Aylmer, Quebec, on Wednesday, the 28th day of January, 1903, at 3 p. m., for the purpose of receiving the report of the directors for the past year, and for the transaction of other business.

W. R. TAYLOR,
Secretary.

Aylmer, Que., 12th January, 1903. 276

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Pierre Loupret, of Quebec, merchant, has, on the 19th day of January, 1903, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

A. FAUCHER,
Provisional guardian.

Office : 119, Peter street, Quebec. 356

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*

In the matter of George E. Baldwin, of the village of Granby, in said district, trader,
Insolvent ;

and
Joseph Leopold Dozois, of the village of Granby, in said district, notary public,
Provisional guardian.

To the creditors of the insolvent.

Notice is hereby given that, on the fifteenth day of January, 1903, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Bedford.

J. L. DOZOIS,
Provisional guardian.

Given at Granby, Que., this fifteenth day of January, one thousand nine hundred and three.

350

Province of Quebec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 153.

In re Oscar Prieur, general merchant, of Coteau Landing, district of Montréal,
Debtor insolvent :

and
Charles X. Tranchemontagne,
Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at

du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.

180, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 15 janvier 1903.

337

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
In re L. Mendelovitch, Sorel, P. Q.

Insolvable.

Avis vous est donné que, le 20^e jour de janvier 1903, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau, sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 24 janvier 1903.

397

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Joseph H. J. Deschamps, Demandeur ;
et

Joseph Roch Sauvé, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par jugement de la cour, le 20 janvier courant, nous avons été nommés curateurs aux biens du failli sus-nommé, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à nos bureaux, sous un mois.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 24 janvier 1903.

399

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame Yvonne Marcotte "Albert Brosseau", hôtelière de Montréal,
faillie, absente ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par le présent donné que, le 19^e jour de janvier courant par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens de la susdite faillie pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours de cette date, pour garantir leur collocation pour dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

1598-1608, rue Notre-Dame, Montréal,
Montréal, 19 janvier 1903.

405

the prothonotary's office of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. provisional guardians.

180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 15th January, 1903.

338

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In re L. Mendelovitch, Sorel, P. Q.

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 20th day of January, 1903, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 24th January, 1903.

398

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Josaphat H. J. Deschamps, Plaintiff ;
and

Joseph Roch Sauvé, merchant, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 20th day of January, 1903, by judgment of the court, we were appointed curators to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our offices within a month.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 24th January, 1903.

400

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Dame Yvonne Marcotte, "Albert Brosseau", restaurant keeper of Montreal,
Insolvent-absentee ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 19th day of January instant, I was appointed curator to the estate of the above named, for the benefit of her creditors.

Claims must be filed at my office, within 30 days from this date, to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

1598-1608, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 19th January, 1903.

406

Règles de Cour

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 420.

Sherbrooke, le 16^e jour de janvier 1903.

Présent : l'Honorable Juge Lemieux.

La Banque des Cantons de l'Est, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François,

Demanderesse ;

vs.

The Scotstown Mills Company, corps politique et incorporé par lettres patentes de la province de Québec, ayant son principal bureau et sa princi-

Rules of Court

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 420.

Sherbrooke, the 16th day of January, 1903.

Present : the Honourable Justice Lemieux.

The Eastern Townships Bank, a body corporate and politic, having its chief office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis,

Plaintiff ;

vs.

The Scotstown Mills Company, a body corporate and politic, incorporated under letters patent of the province of Quebec, having its head office

[place] place d'affaires dans la cité de Sherbrooke,
dans le district de Saint-François.

Défenderesse ;

et
Harry R. Fraser, de la dite cité de Sherbrooke,
Liquidateur requérant.

La cour, ayant entendu le liquidateur par conseil sur sa requête demandant qu'un délai soit fixé par lequel les créanciers et autres qui ont des réclamations contre la compagnie insolvable, "The Scotstown Mills Company", peuvent produire leurs réclamations entre les mains du dit liquidateur, accorde la requête du dit requérant et ordonne aux créanciers et autres qui ont des réclamations contre la compagnie, de produire leurs dites réclamations entre les mains du dit liquidateur, sous quinze jours de la dernière publication de cet avis, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec* et dans "The Sherbrooke Daily record".

Vraie copie,

GENEST & FRASER,

381

P. C. S.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure
District de Québec. }
No 404.

Le seizième jour de janvier mil neuf cent trois.

Présent : L'honorable juge en chef Sir Louis
Napoléon Casault.

Charles Ignace Samson, de la cité de Québec,
médecin, Demandeur ;

vs

Ernest Myrand, du même lieu, employé civil,
Défendeur ;

et

L'honorable Amédée Robitaille, de la cité de
Québec, en sa qualité de secrétaire de la province de Québec et al., Tiers-saisi ;

et

Adjutor Lachance et autres, Intervenants.

La cour, vu l'allégation d'insolvabilité du défendeur, et vu le jugement ordonnant aux tiers-saisi de déposer en cour la partie saisissable du salaire du défendeur.

Ordonne aux créanciers de produire en cette cause leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre, suivant la loi, avec dépens, tel que demandé.

Vraie copie,

M. H. CHABOT,

353

Dép. P. C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 601.

Le huitième jour de janvier mil neuf cent trois.

Ovila Hogue, de la cité et du district de Montréal,
comptable, Demandeur ;

vs

A. T. Ogilvie, de la cité et du district de Montréal,
et al., Défendeurs ;

et

Dame Margaret Watson et al. *ès-qual.*

Tiers-saisi.

Sur ordre de cette cour, donné le huitième jour de janvier mil neuf cent trois, les créanciers du dit A. T. Ogilvie, l'un des défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du Code de procédure civile.

L. C. W. DORION,

Dép. P. C. S.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Avocats du demandeur.

253.2

and principal place of business at the city of
Sherbrooke, in the district of Saint Francis,

Defendant ;

and
Harry R. Fraser, of the said city of Sherbrooke,
Liquidator petitioner.

The court, having heard the liquidator by counsel on his petition asking that a delay be fixed within which the creditors and all others which have claimed against the insolvent company, the Scotstown Mills Company, may file their claims with said liquidator, doth grant the prayer of said petitioner and doth order to the creditors and others who have claims against the company, to file their said claims with said liquidator within fifteen days from the last advertisement to be twice published in the *Quebec Official Gazette* and the "Sherbrooke Daily Record."

A true copy,

GENEST & FRASER,

382

P. S. C.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Quebec. }
No. 404.

The sixteenth day of January, one thousand nine hundred and three.

Present : The Honorable chief justice Sir Louis
Napoleon Casault.

Charles Ignace Samson, of the city of Quebec, physician, Plaintiff ;

vs

Ernest Myrand, of the same place, civil employee, Defendant ;

and

The Honorable Amédée Robitaille, of the city of Quebec, in his quality of Provincial Secretary of the province of Quebec et al., Garnishees ;

and

Adjutor Lachance and others, Intervening parties.

The court, seeing the allegation of the insolvency of the defendant, and the judgment ordering the garnishees to deposit in court the seizable portion of his salary.

Ordered the creditors to file in this cause their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the present order, according to law, with costs, as prayed for.

A true copy,

M. H. CHABOT,

354

Deputy P. S. C.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 601.

The eighth day of January, nineteen hundred and three.

Ovila Hogue, of the city and district of Montreal, accountant, Plaintiff ;

vs

A. T. Ogilvie, of the city and district of Montreal, et al., Défendants ;

and

Dame Margaret Watson et al. *ès-qual.*

Garnishees.

Under the order of this court, given on the eighth day of January, one thousand nine hundred and three, the creditors of the said A. T. Ogilvie, one of the defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotaire of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the "Quebec Official Gazette," accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the Code of civil procedure.

L. C. W. DORION,

Dep. P. S. C.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Attorneys for plaintiff.

254

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **H**UBERT BOLDUC, De-
No 673. } mandeur ; contre JOSEPH
GIGUERE, Défendeur, savoir :

Une maison appartenant au défendeur et construite sur une terre à Pitre Tardif, et étant le numéro 354 (trois cent cinquante-quatre), du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 24 décembre 1902. 21.2

[Première publication, 3 janvier 1903.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **H**UBERT BOLDUC, Plaintiff
No. 673. } against JOSEPH GIGUERE,
Defendant, to wit :

A house belonging to the defendant and erected on a land belonging to Pitre Tardif, and being number 354 (three hundred and fifty four), of the cadastre for the parish of Saint Victor de Tring.

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor de Tring, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TWELVE of the clock noon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 24th December, 1902. 22

[First published, 3rd January, 1903.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **D**ANS l'affaire de GEORGE
District de Bedford. } W. WALLACE, Deman-
No 141. } deur ; contre ALEXANDER
ELLIS KYDD ET AL., Défendeurs ; et ERNEST
F. DE VARENNES, Curateur.

Ce morceau de terre sis et situé dans le canton de Brome, dans le comté de Brome, dans le district de Bedford, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, comme étant et formant partie du lot de terre numéro quatorze cent dix (1410) ; borné et décrit comme suit : commençant à un point sur la ligne sud du dit lot, sur le côté ouest du droit de passage de la Compagnie du Chemin de fer Sud-Est ou représentants ; de là, courant nord sur le dit côté ouest du chemin de fer jusqu'à un poteau, cent soixante pieds ; de là, courant dans une direction ouest jusqu'au côté est du droit de passage de "The Atlantic and North West Railway Company" ; de là, courant sud du dit côté est le droit de passage de la dite "Atlantic and North West Railway Company", cent soixante pieds jusqu'à la ligne sud du dit lot ; de là, courant dans la direction est, suivant la ligne sud du dit lot quatre-vingt-trois pieds jusqu'au point de départ ; borné au nord par le résidu du dit lot, à l'est et à l'ouest par le dit chemin de fer, et au sud par la ligne sud du dit lot—ensemble avec une manufacture de cuves, seaux et objets en bois, avec toutes les machines fixes et permanentes qui s'y trouvent incorporées et formant partie du matériel de la dite manufacture.

Pour être vendu à l'entrée principale de la manufacture de cuves, seaux et objets en bois, située sur une partie du lot de cadastre numéro quatorze cent dix (1410), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Brome, et district de Bedford, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 16 janvier 1903. 335
[Première publication, 24 janvier 1903.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **I**N the matter of GEORGE
District of Bedford. } W. WALLACE, Plaintiff ;
No. 141. } against ALEXANDER
ELLIS KYDD ET AL., Defendants ; and ERNEST
F. DE VARENNES, Curator.

That certain piece of land situate and lying in the township of Brome, in the county of Brome, in the district of Bedford, known and distinguished upon the official plan and in the book of reference of the said township of Brome, as being and forming part of the lot of land number fourteen hundred and ten (No 1410) ; bounded and described as follows : beginning at a point on the south line of said lot, on the west side of the right of way of the South Eastern Railway Company or representatives ; thence, running northerly on the said west side of railway to a post, one hundred and sixty feet ; thence, running in a westerly direction to the east side of the Atlantic and North West Railway Company's right of way ; thence, running southerly following the said east side of said Atlantic and North West Railway Company's right of way, one hundred and sixty feet to the south line of said lot ; thence, running in an easterly direction following the south line of said lot eighty three feet to the place of beginning ; bounded on the north by the remainder of said lot, on the east and west by said railway, and on the south by the south line of said lot—together with a tub, pail and wooden ware factory, with all the fixed and permanent machinery therein incorporated therewith and forming part of said manufacturing plant.

To be sold at the main entrance of the tub, pail and wooden ware factory, situate on part of cadastral lot number fourteen hundred and ten (1410), of the official plan and book of reference of the township of Brome, and district of Bedford, on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 16th January, 1903. 336
[First published, 24th January, 1903.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : } **G** EORGE ARTHUR
No 2836. } **D** ION, de Québec,
comptable, Demandeur ; contre **C** AMILLE ST.
P IERRE, de Saint-Henri, canton de Taillon, Lac
Saint-Jean, Défendeur.

Le lot de terre numéro sept (No 7), du deuxième rang du canton de Taillon, de la contenance de cent acres en superficie—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, division numéro un, à Hébertville, le QUATRIÈME jour du mois de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 27 décembre 1902.

Shérif. 9.2

[Première publication, 3 janvier 1903.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERIE FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Quebec.

Chicoutimi, to wit : } **G** EORGE ARTHUR
No. 2836. } **D** ION, of Quebec, ac-
countant, Plaintiff ; against **C** AMILLE ST.
P IERRE, of Saint Henri, township of Taillon,
Lake Saint John, Defendant.

Lot of land number seven (No. 7), of the second range of the township of Taillon, containing one hundred acres in area—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Lake Saint John, division number one, at Hébertville, on the FOURTH day of the month of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,
Chicoutimi, 27th December, 1902.

Sheriff. 10

[First published, 3rd January, 1903.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

Fraserville, à savoir : } **S** AMUEL CHARLES
No 3050. } **R** IOU, avocat, de la
ville de Fraserville, Demandeur ; contre les biens
immobiliers de **F** ELIX QUINN, de la paroisse de
de Saint-Alexandre, Défendeur, c'est à savoir :

Une terre sise et située au deuxième rang des six mille acres, en la paroisse de Saint-Antonin, en le comté de Témiscouata, contenant quatre-vingt-dix arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Antonin, sous le numéro cinquante-cinq (No. 55)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antonin, MERCREDI, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

A. V. CHAMBERLAND,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 24 décembre 1902.

Député shérif. 7.2

[Première publication, 3 janvier 1903.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Fraserville, to wit : } **S** AMUEL CHARLES
No. 3050. } **R** IOU, advocate, of the
town of Fraserville, Plaintiff ; against the immo-
vable property of **F** ELIX QUINN, of the parish of
Saint Alexandre, Defendant, to wit :

A land situate in the second range of the range des six mille acres, in the parish of Saint-Antonin, in the county of Temiscouata, containing ninety arpents in area, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Antonin, as number fifty five (No. 55)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antonin, on WEDNESDAY, the FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

A. V. CHAMBERLAND,

Sheriff's Office

Fraserville, 24th December, 1902.

Deputy sheriff. 8

[First published, 3rd January, 1903.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **C** HARLES LYMAN, mar-
No 1830. } **C** hant, et al, *és-qual.*, tous
des cités et district de Montréal, Demandeurs ;
contre les terres et tenements de **D** AME JULIA
S HEA, du même lieu, épouse de Daniel Phelan, du

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **C** HARLES LYMAN, mer-
No. 1830. } **C** hant, et al *és-qual.*, all
of the city and district of Montreal, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of **D** AME JULIA
S HEA, of the same place, wife of Daniel Phelan,

même lieu, et ledit Daniel Phelan afin d'autoriser sa dite épouse, et Michael Shea et Patrick Shea, tous deux du même lieu, en leur qualité de fidéi commis et exécuteurs testamentaires de feu Daniel Shea, en son vivant des cité et district de Montréal, Défendeurs, *ès-nom et qualité*.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse, dame Julia Shea, et en la possession du dit Michael Shea et du dit Patrick Shea, en leur qualité susdite, les immeubles suivants, savoir :

1° Un emplacement maintenant connu comme lot numéro treize cent cinquante-cinq (1355), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la dite cité de Montréal, contenant quarante-neuf pieds six pouces de front sur la rue Eleanor, mesure anglaise, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins—avec une maison en briques à deux étages et autres bâtisses sus-érigées.

2° Un emplacement maintenant connu sur les dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la dite cité de Montréal, comme lot numéro mille quatre cent cinquante (1450), contenant quarante-cinq pieds de front sur la rue Kemp, maintenant rue Young, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins—avec une maison en briques et en pierre à deux étages, avec toit en mansarde et autres bâtisses sus-érigées.

3° Un emplacement maintenant connu comme partie du lot numéro seize cent soixante et quinze (1675), sur les dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, de la dite cité ; borné en front par la rue Colborne, d'un côté par la propriété de William McNiece, de l'autre côté par la propriété d'un nommé Castello ou représentants, contenant vingt-deux pieds six pouces de largeur en front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins—avec une maison en briques à deux étages et étable sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Montréal, 21 janvier 1903.

377

[Première publication, 24 janvier 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } OVIDE BRUNET, bourgeois, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de SIMON LACOMBE, de la ville de Notre Dame des Neiges, dans le district de Montréal, Défendeur.

La maison bâtie par Simon Lacombe, de la ville de Notre Dame des Neiges, dans le district de Montréal, défendeur, sur la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente (130), sur les plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges, mais sur cette maison seulement, qui est maintenant habitée par le dit défendeur et qui lui appartient en propre et qui, partant, n'entre pas dans la substitution, et non pas sur le fonds et sur les autres bâtisses construites sur le dit lot.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif,

Député shérif.

Montréal, 21 janvier 1903.

379

[Première publication, 24 janvier 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LOUIS PHILIPPE BERARD, DONAT BRODEUR et JOSEPH B. BERARD, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, y pratiquant ensemble sous le nom de Berard, Brodeur &

of the same place, and [the said Daniel Phelan to authorize his said wife, and Michael Shea and Patrick Shea, both of the same place, in their quality of trustees and executors under the last will and testament of the late Daniel Shea, in his lifetime of the city and district of Montreal, Defendants, *ès-nom et qualité*.

Seized as belonging to the said defendant Dame Julia Shea, and in the possession of the said Michael Shea and of the said Patrick Shea, in their quality aforesaid, the following immovables, to wit :

1. An emplacement now known as lot number thirteen hundred and fifty five (1355), of the official plan and book of reference for the Saint Ann's ward, in said city of Montreal, containing forty nine feet six inches in front on Eleanor street, english measure, by ninety feet in depth, french measure, more or less—with a two story brick house and other buildings thereon erected.

2. An emplacement now known on said official plan and book of reference for Saint Ann's ward, of said city of Montreal, as lot number one thousand four hundred and fifty (1450), containing forty five feet in front on Kemp street, now Young street, by ninety feet in depth, more or less—with a two storey brick and stone house with mansard roof and other erections thereon.

3. An emplacement now known as part of lot number sixteen hundred and seventy five (1675), on said official plan and book of reference for said Saint Ann's ward, of said city ; bounded in front by Colborne street, on one side by the property of William McNiece, on the other side by the property of one Castello or representatives, containing twenty two feet six inches in breadth in front by ninety feet in depth, french measure, more or less—with a two storey brick dwelling house and stable thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 21st January, 1903.

378

[First published, 24th January, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } OVIDE BRUNET, gentleman, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of SIMON LACOMBE, of the town of Notre Dame des Neiges, in the district of Montreal, Defendant.

The house built by Simon Lacombe, of the town of Notre Dame des Neiges, in the district of Montreal, Defendant, on the south east part of the lot of land known and described as number one hundred and thirty (130), on the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges, but on that house only, which is now occupied by the said defendant, and which belongs to him in full ownership *en propre* and which, consequently, does not belong to the substitution, and not on the ground or on the other buildings erected on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 21st January, 1903.

380

[First published 24th January, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } LOUIS PHILIPPE BERARD, DONAT BRODEUR and JOSEPH B. BERARD, all three of the city and district of Montreal, advocates, and practising there as such in partnership under the style of Berard,

Bérard, Demandeurs ; contre les terres et tenements de JEAN BAPTISTE HUBOUX dit DES-LONGCHAMPS, des cité et district de Montréal, Défendeur.

2° Les quatre-cinquièmes (4/5) indivis dans un lot de terre—et les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro deux cent onze (211), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro un (1); borné en front par le Parc Lafontaine.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 30 décembre 1902.

[Première publication, 3 janvier 1903.]

Shérif.

39.2

Brodeur & Berard, Plaintiffs ; against the lands and tenements of JEAN-BAPTISTE HUBOUX dit DESLONG CHAMPS, of the city and district of Montreal, Defendant.

2. The four undivided fifths (4/5) in a lot of land—and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate and being in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, known as number two hundred and eleven (211), of the subdivision of official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga, as number one (1); bounded in front by Lafontaine Park.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office.

Montreal, 30th December, 1902.

[First published, 3rd January, 1903.]

Sheriff.

40

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : **PAUL-GEORGES BUS-**
No 1633. **SIERE ET AUTRES ;** contre
LOUIS CARRIER, à savoir :

1° Le lot No 28 (vingt-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Giles, comté de Lotbinière, étant une terre située concession commencement est—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 149 (cent quarante-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Giles, comté de Lotbinière, étant une terre située concession commencement ouest—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Giles, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 22 janvier 1903.

[Première publication, 24 janvier 1903.]

Shérif.

411

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit : **PAUL GEORGES BUS-**
No. 1633. **SIERES AND OTHERS ;**
against **LOUIS CARRIER, to wit :**

1. Lot No. 28 (twenty eight), of the official cadastre of the parish of Saint Giles, county of Lotbinière, being a land situate in the concession east commencements—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 149 (one hundred and forty nine), of the official cadastre of the parish of Saint Giles, county of Lotbinière, being a land situate in the concession west, commencements—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Giles, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,

Quebec, 22nd January, 1903.

[First published, 24th January, 1903.]

Sheriff.

413

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : **JOHN D. MARTIN,**
No 772. **du canton d'Ascot,**

dans le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur ; contre **DAME MARY ELIZABETH WELLS,** épouse de Thomas Jones, de la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, dûment autorisée par son dit mari à ester en justice, tous deux personnellement en sa qualité de tutrice conjointe à Thomas Abraham Kidd, Martha Meliassa Kidd, Zelpha Jane Kidd et William John Kidd, enfants mineurs et héritiers de feu John Kidd, et le dit Thomas Jones, tant personnellement et comme tuteur conjoint aux dits mineurs, et dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défendeurs.

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : **JOHN D. MARTIN, of**
No. 772. **the township of Ascot,**

in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff ; against **DAME MARY ELIZABETH WELLS,** wife of Thomas Jones, of the town of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, duly authorized by her said husband to *ester en justice*, both personally and in her quality of joint tutrix to Thomas Abraham Kidd, Martha Meliassa Kidd, Zelpha Jane Kidd and William John Kidd, minor children and the heirs of the late John Kidd, and the said Thomas Jones, as well personally and as joint tutor to the said minors, and for the purpose of authorizing his said wife, Defendants.

Un morceau de terre situé dans le canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, étant partie du lot numéro trois, dans le douzième rang du dit canton d'Ascot, contenant quarante-cinq acres en superficie, plus ou moins; borné en front par le chemin public, en arrière par la terre de Joseph Brault, d'un côté par la terre de Joseph Morrill, et de l'autre côté par la terre de Samuel Jordan—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Roch d'Orford, le TROISIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 31 décembre 1902. 77.2
[Première publication, 3 janvier 1903.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } DAME EUDO-
Sainte-Scholastique, à savoir : } XIE NOR-
No 94. } MANDIN ET AL,
Demandeurs; contre JOSEPH ARTHUR COU-
TURE, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé au village de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Sainte-Scholastique, comme formant partie du numéro quarante-sept (47); borné en front, au sud, par la rue Saint-Jacques, au sud-ouest par l'emplacement d'Elie Lapierre, au nord et au nord-ouest par le restant du lot No 47—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à notre bureau, au village de Sainte-Scholastique, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain (1903), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 30 décembre 1902. 4247.2
[Première publication, 3 janvier 1903.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } ALEXANDRE OR-
No 261. } SALI ET AL,
Demandeurs; contre ANTOINE LAMBERT ET
JOSEPH NAPOLEON DESSUREAU ET AL,
conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à Joseph Napoléon Dessureau et Antoine Lambert, deux des défendeurs en cette cause, propriétaires chacun pour une moitié indivise de l'immeuble suivant :

Un certain lot de terre situé à Shawanigan Falls maintenant connu et désigné sous le numéro trois cent trente et un (331), au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-331), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de front

A piece of land situate in the township of Ascot, in the district of Saint Francis, being part of the lot number three, in the twelfth range of the said township of Ascot, containing forty five acres in superficies, more or less; bounded in front by the public road, in rear by land belonging to Joseph Brault, on one side by land belonging to Joseph Morrill, and on the other side by land belonging to Samuel Jordan—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Roch Orford, on the THIRD day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 31st December, 1902. 78
First published, 3rd January, 1903.

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } DAME EUDOXIE
Sainte Scholastique, to wit } NORMANDIN
No. 94. } ET AL, Plaintiffs;
against JOSEPH ARTHUR COUTURE, Defend-
ant, to wit :

A lot situate in the village of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference for the village of Sainte Scholastique, as forming part of number forty seven (47); bounded in front, to the south, by Saint James street, on the south west by the lot of Elie Lapierre, on the north and on the north west by the residue of the lot No. 47—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the village of Sainte Scholastique, on the FOURTH day of FEBRUARY next (1903), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 30th December, 1902. 4248
[First published, 3rd January, 1903.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } ALEXANDRE ORSALI
No. 261. } ET AL, Plaintiffs; against
ANTOINE LAMBERT ET JOSEPH NAPOLEON
DESSUREAU ET AL, jointly and severally De-
fendants.

As belonging to Joseph Napoleon Dessureau and Antoine Lambert, two of the defendants in this cause, each proprietor for one undivided half of the following immovable :

A certain lot of land situate at Shawinigan Falls, now known and described as number three hundred and thirty one (331), on the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-331), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, measuring

par quatre-vingt-douze pieds de profondeur ; borné comme suit : en front par la quatrième rue, en arrière par une ruelle, du côté est par le No 628-42 et du côté ouest par le lot No 628-032—avec une maison à trois étages et des bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 31 décembre 1902. 79.2
[Première publication, 3 janvier 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME LUCIE
No 531 } CHARTIER,

Demanderesse ; contre MISAEI FONTAINE,
Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Maurice, du côté nord-ouest du rang Saint-Jean, contenant environ un arpent et quart en superficie, plus ou moins, faisant partie du lot numéro trois cent trente-neuf (339), du cadastre officiel du comté de Champlain pour la dite paroisse de Saint-Maurice ; borné en front par la route appelée "route des Chars", en profondeur et des deux autres côtés par le résidu du dit lot No 339, appartenant à la fabrique de la dite paroisse de Saint-Maurice—avec un moulin à farine, à scie, mû par la vapeur, planeur, maison et autres dépendances. A la charge par l'acquéreur de payer à la fabrique de la paroisse de Saint-Maurice, une rente foncière et annuelle de douze piastres et cinquante centins par an.

2° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Maurice, côté nord-ouest du rang Saint-Jean, d'environ deux cent vingt-deux arpents en superficie, étant le numéro trois cent cinquante-quatre (354), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Maurice—avec granges dessus construites.

3° Un lot de terre appelé "l'île aux Hêtres", situé dans la rivière Saint-Maurice, dans la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, contenant environ soixante et quatorze arpents, une perche et dix pieds en superficie, étant le numéro mille quarante-quatre (1044), du cadastre officiel du comté de Champlain pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel.

4° Un autre lot de terre étant une île également situé dans la dite rivière Saint-Maurice, dans la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, contenant environ un arpent, une perche et seize pieds en superficie, étant le numéro mille quarante-cinq (1045), du dit cadastre officiel du dit comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel.

Pour être vendus, les numéros un et deux, à la porte de l'église de la paroisse Saint-Maurice, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin ; et les numéros trois et quatre à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 31 décembre 1902. 81.2
[Première publication, 3 janvier 1903.]

fifty feet in front by ninety two feet in depth ; bounded as follows : in front by fourth street, in rear by a lane, on the east side by No. 628-42, and on the south west side by lot No. 628-032—with a three storey house and buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 31st December, 1902. 80
[First published, 3rd January, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME LUCIE CHAR-
No. 531. } TIER, Plaintiff ; vs

MISAEI FONTAINE, Defendant.

1. A lot situate in the parish of Saint Maurice, on the north west side of the range Saint Jean, containing about one arpent and a quarter in area, more or less, forming part of lot number three hundred and thirty nine (339), of the official cadastre of the county of Champlain for the said parish of Saint Maurice ; bounded in front by the by-road called "Route des Chars", in rear and on the other two sides by the residue of the said lot No. 339, belonging to the fabrique of the said parish of Saint Maurice,—with a flour mill, a saw mill driven by steam, planer, a house and other dependencies. Subject to the obligation upon the purchaser of paying to the fabrique of the parish of Saint Maurice a yearly ground rent of twelve dollars and fifty cents a year.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Maurice, north west side of the range of Saint Jean, of about two hundred and twenty two arpents in area, being the number three hundred and fifty four (354), of the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Maurice,—with barns thereon erected.

3. A lot of land called "L'île aux Hêtres," situate in the river Saint Maurice, in the parish of Notre Dame du Mont Carmel, containing about seventy four arpents, one perche and ten feet in area, being number one thousand and forty four (1044), of the official cadastre of the county of Champlain for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel.

4. Another lot being likewise an island also situated in the said river Saint Maurice, in the said parish of Notre Dame du Mont Carmel, containing about one arpent, one perche and sixteen feet in area, being number one thousand and forty five (1045), of the said official cadastre of the said county of Champlain, for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel.

To be sold, numbers one and two, at the church door of the parish of Saint Maurice, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon ; and numbers three and four at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 31st December, 1902. 82
[First published, 3rd January, 1903.]

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
SAINT-HYACINTHE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Morin, assistant-secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Saint-Hyacinthe, que MERCREDI, le QUATRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle du conseil de comté, en la cité de Saint-Hyacinthe, les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, à défaut de paiement des cotisations scolaires et municipales dues aux municipalités ci-après mentionnées, et des frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
SAINT HYACINTH.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Morin, assistant secretary treasurer of the municipal council of the county of Saint-Hyacinth, that on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in the hall of the said county council, in the city of Saint Hyacinth, the properties hereinafter described will be sold by public auction, in default of payment of the municipal and school taxes due to the municipalities hereinafter mentioned, and of the costs incurred.

Dans la municipalité du village de Saint-Joseph.

In the municipality of the village of Saint Joseph.

Noms. — Names.	Numéro du cadastre. — Cadastral number.	Montant dû, — Amount due.
Toussaint Bélair.....	(No. 94 Saint-Hyacinthe le Confesseur)	\$ 13 60

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Judes.

In the municipality of the parish of Saint Judes.

Alphonse Bélanger.....	265	\$ 0 57
J. B. Montigny.....	268, 269	31
Joseph Gravel.....	270	20
Godfroi Dragon.....	271	20
Edouard Guertin.....	336	1 61
T. Desmarais.....	341	1 34
Omer Valin.....	342	69
Frs. Girouard.....	347, 348	2 72
Toussaint Martin.....	349	1 84
Narcisse Lussier.....	353	1 19
Pierre Lussier.....	354	64
Denis Beaudreau.....	$\frac{1}{2}$ S. O.—S W $\frac{1}{2}$, 355	1 01
Joseph Menard.....	358	2 68
Lévi Charpentier.....	359	1 26
David Guertin.....	360	2 02
Inconnu.—Unknown.....	361	1 26
Louis Guertin.....	362	1 24
Augustin Pigeon.....	363	88
François Bousquet.....	363	64
Louis Lachambre.....	367	5 89
Christophe Collette.....	368	2 24
W. St. Jacques.....	369	1 04
Léon Gravel.....	372	2 54
Jacob Bousquet.....	381	1 19
Noël Guertin.....	524	34
Louis Moussette.....	967	45
J. M. Bousquet.....	971	45
Etienne Duphilié.....	973	45
André Chabot.....	974	70

J. MORIN,

Assist. sec.-trés.—Assist, sec.-treas.

Donné à Saint-Hyacinthe, ce 21 janvier 1903.

Given at Saint Hyacinth, this 21st January, 1903,

395-96

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE ROUVILLE.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par Grégoire Bombardier, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal de ce comté, que les terrains ci-dessous décrits, situés dans les municipalités locales ci-après nommées, seront vendus par encau public, de la manière prescrite par le code municipal, au village de Marieville, dans le palais de justice, dans la salle des sessions du dit conseil, MERCREDI, le QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement, avant la vente, des taxes municipales et scolaires ci-après spécifiées, dus sur chacun d'eux, et des frais encourus, savoir :

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean Baptiste de Rouville.

Un terrain d'environ sept arpents en superficie, connu sous le numéro cinq cent vingt-cinq (525), des plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse, et appartenant à Alexis Hamel.

Taxes municipales dues.....	\$2 77
Taxes scolaires.....	5 52
Total.....	8 29

Dans la municipalité du village de Richelieu.

Un terrain appartenant à Antoine Riendeau, étant les lots numéros quarante et un, quarante-cinq, quarante-six (41, 45, 46), et partie des numéros quarante-quatre et quarante-sept (p. 44, p. 47), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Richelieu. Cette partie du numéro quarante-quatre contenant environ dix-sept mille cinq cent cinquante pieds en superficie, est bornée en front par la rue Richelieu, au nord par Z. Bessette, à l'est par Joseph Lavallée, et au sud par Tél. Moquin ; et cette partie du numéro quarante-sept contenant environ treize mille cinq cent cinquante pieds en superficie, est bornée en front par Tél. Moquin, au nord par le lot No 46, à l'est par Joseph Lavallée, et au sud par Charles Martel.

Taxes municipales dues..... \$64 00

Dans la municipalité du village de Canrobert.

Un terrain appartenant aux héritiers Bachadd, contenant environ seize perches et soixante-six pieds en superficie, et désigné sous le numéro quarante et un (41), des plan et livre de renvoi officiels de ce dit village.

Taxes municipales dues.....	\$9 13
Taxes scolaires.....	0 75

Total..... 9 88

Donné à Marieville, le trois de janvier mil neuf cent trois.

135-3

G. BOMBARDIER,
S. T. C. M. C. R.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ROUVILLE.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by Grégoire Bombardier, the undersigned, secretary treasurer of the municipal council of this county, that the lots of land described below, situate in the local municipalities hereinafter mentioned, will be sold by public auction, in the manner prescribed by the municipal code, in the village of Marieville, in the court house, in the room where the sittings of the said council are usually held, on WEDNESDAY, the FOURTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment, before the sale, of the municipal and school taxes hereinbelow set forth, due on each of them, and of the costs incurred, to wit :

In the municipality of the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville.

A lot of land about seven arpents in superficies, known as number five hundred and twenty five (525), of the official plan and book of reference of the parish, and belonging to Alexis Hamel.

Municipal taxes due.....	\$2 77
School taxes.....	5 52
Total.....	8 29

In the municipality of Richelieu village.

A lot of land belonging to Antoine Riendeau, being lots numbers forty one, forty five and forty six (41, 45, 46), and part of lots numbers forty four and forty seven (p. 44, p. 47), of the official plan and book of reference of the said Richelieu village. This portion of lot number forty four containing about seventeen thousand five hundred and fifty feet in superficies, is bounded in front by Richelieu street, on the north by Z. Bessette, on the east by Joseph Lavallée, and on the south by Tél. Moquin ; and this portion of lot number forty seven containing about thirteen thousand five hundred and fifty feet in superficies, is bounded in front by Tél. Moquin, on the north by lot No. 46, on the east by Joseph Lavallée, and on the south by Charles Martel.

Municipal taxes due..... \$64 00

In the municipality of Canrobert village.

A lot of land belonging to the heirs Bachand, containing about sixteen perches and sixty six feet in superficies, and designated under the number forty one (41), of the official plan and book of reference of the said village.

Municipal taxes due.....	\$9 13
School taxes.....	0 75

Total..... \$9 88

Given at Marieville, the third of January, one thousand nine hundred and three.

136

G. BOMBARDIER,
S. T. M. C. C. R.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
CHAMPLAIN.

AVIS PUBLIC.

Bureau du conseil municipal du comté de Champlain,
Sainte-Geneviève de Batiscan, le 7 janvier 1903.

Avis public est par les présentes donné par David Tancrede Trudel, secrétaire-trésorier du dit conseil, domicilié dans la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, que les terrains ci dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, au lieu ordinaire où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant midi, pour les cotisations et charges municipales dues sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente.

Désignation de tous les terrains situés dans la municipalité du comté de Champlain, à raison desquels il est dû des taxes municipales ou scolaires.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
CHAMPLAIN.

PUBLIC NOTICE.

Office of the municipal council of the county of Champlain, Sainte-Geneviève de Batiscan, 7th January, 1903.

Public notice is hereby given by David Tancrede Trudel, secretary treasurer of the said council, domiciled in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, at the usual place where the sessions of the council of this county are held, on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and municipal charges due upon the several lots described below, unless the same be paid, with costs, before the sale.

Description of all lands situate in the municipality of the county of Champlain, for which municipal or school taxes are due.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe.

In the municipality of the parish of Saint Adelphe.

Noms.	No du cadastre.	Montant dû.
—	—	—
Names.	Cadastral No.	Amount due.
Héritiers—Heirs Hamelin.	784 du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas. —784, of the cadastre of the parish of Saint Stanislas	\$34 78

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Luc.

In the municipality of the parish of Saint Luc.

Noms.	Qualité.	No. du cadastre.	Montant dû.
—	—	—	—
Names.	Quality.	Cadastral No.	Amount due.
A. Dickson	Caissier —Cashier	Les Nos un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize et quatorze, contenant en totalité vingt-huit arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de longueur, plus ou moins; bornés au nord par Eugène Dessureau, à l'est par le chemin de front qui conduit à Champlain, au sud par la ligne de Champlain, à l'ouest par George Dessureau.—Nos. one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen and fourteen, containing in all twenty eight arpents in width by twenty five arpents in length, more or less; bounded on the north by Eugène Dessureau, on the east by the front road leading to Champlain, on the south by Champlain line, on the west by George Dessureau	119 97

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Luc.—Suite.

In the municipality of the parish of Saint Luc.—Continued.

Noms. — Names.	Qualité. — Quality.	No. du cadastre. — Cadastral No.	Montant dû. — Amount due.
A. Dickson.....	Caissier — Cashier	Les Nos vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, contenant en totalité vingt-deux arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de longueur, plus ou moins; bornés au nord par Narcisse Gélinas, à l'est par la ligne seigneuriale, au sud par la ligne de Champlain, à l'ouest par le chemin de front qui conduit à Champlain.— Nos. twenty five, twenty six, twenty seven, twenty eight, twenty nine, thirty, thirty one, thirty two, thirty three, thirty four, thirty five, containing in all twenty two arpents in width by twenty five arpents in length, more or less; bounded on the north by Narcisse Gélinas, on the east by the seigniorial line, on the south by the Champlain line, on the west by the front line leading to Champlain.....	\$99 06
Narcisse Gélinas.....		Les Nos quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt et un, contenant en totalité quatorze arpents de largeur sur vingt arpents de longueur, plus ou moins; bornés au nord par Pierre Massicotte, à l'est par la ligne seigneuriale, au sud par A. Dickson, à l'ouest par le chemin de front qui conduit à Champlain.— Nos. fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty and twenty one, containing in all fourteen arpents in width by twenty arpents in length, more or less; bounded on the north by Pierre Massicotte, on the east by the seigniorial line, on the south by A. Dickson, on the west by the front road leading to Champlain.	58 27
Gustave Hardy.....		Le No vingt-deux, contenant quatre arpents de largeur sur vingt de profondeur, plus ou moins; borné au nord par Pierre Massicotte, à l'est par le chemin de front qui conduit à Champlain, au sud par le terrain de la Fabrique, et à l'ouest par Georges Dessureau.— No. twenty two, containing four arpents in width by twenty in depth, more or less; bounded on the north by Pierre Massicotte, on the east by the front road leading to Champlain, on the south by the Fabrique lot, and on the west by Georges Dessureau.....	20 13
Pierre Normandin.....		Le No deux cent soixante et trois, contenant deux arpents de largeur sur vingt-cinq de profondeur, plus ou moins; borné au nord par Ovide Sévigny, à l'est par le chemin de front, au sud par Edmond Hamelin, à l'ouest par Georges Goguette.— No. two hundred and sixty three, containing two arpents in width by twenty five in depth, more or less; bounded on the north by Ovide Sévigny, on the east by the front road, on the south by Edmond Hamelin, and on the west by Georges Goguette.....	14 17
Joseph Baptiste Beaudoin.....		Le No deux cent soixante et dix-huit, contenant deux arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de longueur, plus ou moins; borné au nord par Liboire Simon, à l'est par le deuxième rang, au sud par Octave Carignan, à l'ouest par le troisième rang.— No. two hundred and sixty eight, containing two arpents in width by twenty five arpents in length, more or less; bounded on the north by Liboire Simon, on the east by the second range, on the south by Octave Carignan, on the west by the third range.....	11 07

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Prosper.

In the municipality of the parish of Saint-Prosper.

Noms.	Rang.	Etendue en arpents.	No du cadastre.	Montant dû.	Amount due.
Names.	Range.	Extent in arpents.	Cadastral No.	Montant dû.	Amount due.
Nazaire Hivon, fils de—son of Urbain.....	2e rang—2nd range Saint-Charles.....	30 arpents.	No 458	\$ 2 76	

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel.

In the municipality of the parish of Notre Dame du Mont Carmel.

Joseph Gelinas.....	Saint-Flavien Nord.—North.	73 arpents.	324	\$27 05	
Onésime Hamelin.....	Saint-Louis Sud.—South....	30 "	469	14 19	
Alexandre Vivier.....	Saint-Flavien Sud.—South..	43 "	207	14 77	
Zotique Vivier.....	Saint-Flavien Sud.—South..	54 "	208	32 90	

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Théophile.

In the municipality of the parish of Saint Theophile.

Noms.	Etendue en arpents	No. du cadastre.	Montant dû.	Amount due.
Names.	Extent in arpents.	Cadastral No.	Montant dû.	Amount due.
Napoléon Couture.....	5 arpents.....	Partie du numéro 824, du cadastre de la paroisse de Notre Dame du Mont Carmel, qui se trouve au sud-ouest de la ligne du chemin de fer Pacifique jusqu'au chemin du gouvernement. — Part of number 824, of the cadastre of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, which is the south west of the Pacific railway line to the government road.	8 00	
P. Boisclair et—and Onésime Roux.....	Environ—About 5 arpents.....	Partie du numéro 971, du cadastre de la paroisse de Notre Dame du Mont Carmel, étant un emplacement avec un moulin à scier, avec aussi les deux chemins qui conduisent du moulin au chemin public du cordon Saint-Mathieu.—Part of number 971, of the cadastre of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, being a lot with a saw mill, with moreover the two roads leading from the mill to the public road of cordon Saint Mathieu.....	40 96	
Esdra Bourque.....	Un quart d'arpent en superficie environ. — About one quarter of an arpent in area.....	Un emplacement bâti, faisant partie du No 1023, du cadastre de la paroisse de Notre Dame du Mont Carmel, au sud-ouest du chemin privé de messieurs Montpas et Moussette.—A lot built on, forming part of No. 1023, of the cadastre of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, south west of the private road of Messrs. Montpas and Moussette.....	28 67	

D. T. TRUDEL,

Sec.-Trés. C. M. C. C.—Sec. Treas. M. C. C. C.

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DE LA CORPORATION DE LA
VILLE DE LÉVIS.

Avis public est par les présentes donné par J. Eugène Roy, soussigné, greffier de la ville de Lévis, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du dit greffier, à l'Hôtel-de-Ville, en la dite ville de Lévis, le LUNDI, DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, sur les divers lots ci-après, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CORPORATION OF THE
TOWN OF LEVIS.

Public notice is hereby given by J. Eugène Roy, undersigned, clerk of the town of Lévis, that the real estates hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the office of the said clerk, at the City-Hall, in the said town of Lévis, on MONDAY, the SECOND day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned upon the several lots hereinafter described, unless the same be paid, with costs, before the sale, to wit :

1. Municipalité de la Ville de Lévis.—1. Municipality of the Town of Lévis.

Propriétaires. — Owners.	Quartier. — Ward	Numéro du cadastre. — Number of cadaster.	Montant dû. — Amount due.
Octave Aubin.....	Saint-Laurent	Partie.—Part 538	\$13 16
Augustin Bégin.....	do do	376, 377, 392	56 67
Dame.—Mrs. Alice Lawlor.....	do do	142	236 99
Pierre Bolduc, snr.....	do do	292	11 12
Louis Boisvert.....	do do	Partie.—Part 377	9 97
Dlle.—Miss Mary Jane Boyd.....	do do	213, 214	41 38
Hugh McCleary.....	do do	242	145 27
Succ.—Estate William McNeal.....	do do	110, 115	39 85
Succ.—Estate J. Ladrière.....	Laizon	60	87 02
Cyrille Tessier.....	do	14, 15, 16, 472	110 97
Veuve.—Widow Ferdinand Carrier..	Notre-Dame	576	19 02
Succ.—Estate Joseph Duquet.....	do do	839	63 95
Pierre Drolet.....	do do	478	229 33
Succ.—Estate James Cotz.....	do do	363	5 98
Veuve.—Widow François Thivierge..	do do	838	48 67

2. Municipalité scolaire de la Ville de Lévis.—2. School Municipality of the Town of Lévis.

Alfred Cusson.....	Notre-Dame	23	\$ 5 40
Pierre Rhéaume.....	do do	30 2	1 39
do do	do do	29 2	16
Joseph Carrier Rousteau.....	do do	235 65	1 65
U. L. Chatigny.....	do do	240	14 10
Norbert Ruel.....	do do	245	69
Dame.—Mrs. Honoré Despré.....	do do	336	4 50
Alexandre Withington.....	do do	424	1 80
Henri Couet.....	do do	433	1 63
do do	do do	434	4 00
Joseph Trudel.....	do do	464	2 85
Veuve.—Widow Majorique Maranda..	do do	Partie.—Part 512	2 40
George Couchy.....	do do	569	1 67
do do	do do	577	2 12
Dame.—Mrs. Ferdinand Carrier....	do do	570	2 11
do do do	do do	576	1 35
Joseph Samson.....	do do	587	3 75
Dame.—Mrs. Joseph Bolduc.....	do do	609	19 20
J. A. Brochu.....	do do	661	3 10
Louis Bourassa.....	do do	798	2 10
Stanislas Beaubien.....	do do	799	13 50
Victoria Thivierge	do do	838	9 55
Succ.—Estate Jos. Duquet.....	do do	839	5 64
F. X. Pageau.....	do do	944	50
Charles Côté.....	do do	980	6 75

2. Municipalité scolaire de la Ville de Lévis.—Suite.

2. School Municipality of the Town of Lévis.—Continued.

Propriétaires.	Quartier.	Numéro du cadastre.	Montant dû.	Amount due.
—	—	—	—	—
Owners.	Ward.	Number of cadaster.	Montant dû.	Amount due.
Narcisse Picard.....	Notre-Dame.....	988	\$ 2 55	
do do.....	do do.....	989	1 81	
Pierre Picard.....	do do.....	Partie.—Part 990	7 34	
Ferdinand Lemieux.....	do do.....	1184	1 50	
Inconnu.—Unknown.....	do do.....	1191	12	
Léon Martin.....	do do.....	Partie.—Part 1270	7 25	
Joseph Couture.....	do do.....	1271	3 30	
Romuald Brochu Veuve. — Widow				
Ignace St. Pierre.....	do do.....	1282	9 90	
A. H. Murphy exé.-tes —exec of will.	Saint-Laurent.....	25	21 00	
Dlles.—Misses F. X. Dominique..	do do.....	66	1 58	
Louis Lacombe.....	do do.....	68	2 66	
W. Memeal.....	do do.....	110	1 65	
do.....	do do.....	115	1 20	
Dame.—Mrs. Frank Derouin.....	do do.....	117	2 13	
do do do.....	do do.....	118	2 13	
do do do.....	do do.....	119	2 15	
do do do.....	do do.....	120	2 14	
Dame.—Mrs. Pierre Blouin.....	do do.....	142	13 20	

3. Municipalité scolaire de Saint-David de l'Auberivière.

3. School Municipality of Saint David de l'Auberivière.

Propriétaires.	Lieu.	Numéro du cadastre.	Montant dû.	Amount due.
—	—	—	—	—
Owners.	Place.	Number of cadaster.	Montant dû.	Amount due.
Octave Aubin.....	Quartier Saint-Laurent de la ville de Lévis. — Saint Lawrence ward of the town of Lévis.....	Partie.—Part 538	\$ 0 90	
Chs. Couchy.....	do.....	292	4 88	
Augustin Bégin.....	do.....	376	55	
do do.....	do.....	377	1 20	
do do.....	do.....	392	2 20	
Louis Boisvert.....	do.....	377	67	
David Langlais.....	do.....	417	11 82	
do do.....	do.....	418	1 74	
Veuve.—Widow François Forgues...	do.....	483	4 30	
Edouard Ardouin.....	do.....	561	9 80	

4. Municipalité scolaire du Village Bienville.—4. School Municipality of the Village of Bienville.

Succ.—Estate Jos. Ladrière.....	Quartier Lauzon de la ville de Lévis.—Lauzon ward of the town of Lévis.....	60	\$ 4 11	
---------------------------------	---	----	---------	--

5. School Municipality of the Town of Levis. (Dissentient Schools).

Propriétaires.	Quartier.	Numéro du cadastre.	Montant dû.
—	—	—	—
Owners.	Ward.	Number of cadaster.	Amount due.
Dlle.—Miss Mary Jane Boyd	Saint-Laurent	213, 214	\$ 3 20

J. EUGÈNE ROY.

Greffier de la ville de Lévis.—Clerk of the town of Lévis.

Lévis, 21 janvier 1903.—Levis, 21st January, 1903.

375-6

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
HUNTINGDON.

Avis public est par le présent donné que MERCREDI, le QUATRIEME jour de MARS prochain 1903, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par enchan public, à l'endroit où sont tenues les séances du conseil municipal du comté de Huntington, dans la bâtisse du comté, dans le village de Huntington, dans le dit comté de Huntington, les terres ci-après mentionnées, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires dues sur icelles, avec les frais encourus, à moins que le tout soit payé avant le jour de la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
HUNTINGDON.

Public notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, 1903, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, at the place where the sessions of the municipal council of the county of Huntingdon are held, in the county building, in the village of Huntingdon, in the said county of Huntingdon, the lands hereinafter mentioned, in default of payment of the municipal and school taxes for which they are liable, with the costs incurred, unless the same be paid before the day of sale :

Municipalité scolaire de Saint-Antoine de Châteauguay, dans les comtés de Châteauguay et Huntingdon.

School municipality of Saint Antoine of Châteauguay, in the counties of Châteauguay and Huntingdon.

Noms.—Names.	Rang.—Range.	No. du cadastre. Cadastral No.	Montant des taxes, Amount of taxes.
Andrew Somerville.....	7e et 8e rang de—7th & 8th range of Jamestown.	23	\$10 48
Xavier Bergevin	8e rang de—8th range of Jamestown	21	3 74
John B. Ouimet	" " "	22	3 74

Municipalité du canton de Franklin.—Municipality of the township of Franklin.

William McKee.....	1er rang de—1st range of Hemmingford	51 D	14 05
--------------------	--	------	-------

Municipalité du canton de Havelock.—Municipality of the township of Havelock.

Héritiera—Heirs H. Colson.....	3e rang—3rd range.....	136 A	23 52
Isaac Seguin.....	do do	137 D	17 70

CHAS. DEWICK.

Assistant-secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Huntingdon.

Assistant secretary treasurer municipal council county of Huntingdon.

Huntingdon, 5 janvier 1903.—Huntingdon, 5th January, 1903.

365-6

PROVINCE DE QUÉBEC.
VILLE DE BERTHIER.

Avis public est par le présent donné que les lots suivants seront vendus par encan public, au bureau du sous-signé, à Berthier, le DEUXIEME jour de MARS prochain 1903, à DIX heures du matin, pour arrérages de taxes, autres redevances et frais encourus, à savoir :

1° Le lot numéro trois cent quarante-neuf, du cadastre officiel pour la ville de Berthier, appartenant à J. S. Dixon

Montant dû..... \$ 2 26

2° La partie nord-est du numéro deux cent quatre-vingt-seize, du même cadastre, largeur environ 236 pieds, profondeur environ 176 ; tenant au front rue William, profondeur Société d'Agriculture, d'un côté veuve Ls. Bourguignon, autre côté Louis Demers, appartenant à Dame A. Ralston.

Montant dû..... \$13 75

3° La partie sud-est du lot numéro deux cent quatre-vingt-seize, même cadastre, largeur environ quatre-vingt-dix pieds par environ 176 de profondeur ; tenant en front à la rue William, profondeur Société d'Agriculture, d'un côté Dame A. Ralston, autre côté Remy Bellerose, fils, appartenant à Louis Demers.

Montant dû..... \$11 50

4° Le lot numéro trois cent vingt, même cadastre, 55 par 100 pieds, appartenant à Dame A. Ralston.

Montant dû..... \$12 00

5° Le lot numéro trois cent neuf, même cadastre, ayant environ 120 par 247, appartenant à T. Ralston.

Montant dû..... \$60 39

6° Le lot numéro deux cent cinquante-sept, même cadastre, appartenant à veuve Octave Bourguignon.

Montant dû..... \$24 42

7° Le lot numéro deux cent soixante dix, même cadastre, appartenant à veuve Octave Bourguignon.

Montant dû..... \$ 2 60

M. A. L. AUBIN,

Secrétaire-trésorier.

Donné à Berthier, ce 15 janvier 1903.

429

MUNICIPALITE DE LA VILLE DE
COOKSHIRE.

Avis public est par le présent donné que l'immeuble situé dans la ville de Cookshire sera vendu par encan public, dans la salle du conseil, dans la dite ville, LUNDI, le 2e jour de MARS prochain (1903), à DIX heures de l'avant midi, à défaut du paiement des taxes et intérêts dus sur icelui, et des frais encourus, à savoir :

Comme appartenant à William McClintock, les bâtisses seulement, situées sur le lot 9 f, rang 8, canton de Eaton.

Taxes dues..... \$26 40

E. S. BAKER,

Secrétaire-trésorier.

Cookshire, 24 janvier 1903.

357

PROVINCE OF QUEBEC.
TOWN OF BERTHIER.

Public notice is hereby given that the following lots of land will be sold at public auction, in the office of the undersigned, at Berthier, on the SECOND day of MARCH next, 1903, at TEN o'clock in the forenoon, for arrears of taxes, and other dues and costs incurred, to wit :

1. Lot number three hundred and forty nine, of the official cadastre for the town of Berthier, belonging to J. S. Dixon.

Amount due..... \$ 2 26

2. The north east part of lot number two hundred and ninety six, of the same cadastre, with about 236 feet. depth about 176 ; bounded in front by William street, in rear by the Agricultural Society, on one side by the widow Ls. Bourguignon, on the other side by Louis Demers, belonging to Mrs. A. Ralston.

Amount due..... \$ 13 75

3. The south east part of lot number two hundred and ninety six, same cadastre, with about ninety feet by about 176 in depth ; bounded in front by William street, in rear by the Agricultural Society, on one side by Mrs. A. Ralston, on the other side by Remy Bellerose, junior, belonging to Louis Demers.

Amount due..... \$ 11 50

4. Lot number three hundred and twenty, same cadastre, 55 by 100 feet, belonging to Mrs. A. Ralston.

Amount due..... \$ 12 00

5. Lot number three hundred and nine, same cadastre, having 120 by 247 feet, belonging to T. Ralston.

Amount due..... \$ 60 39

6. Lot number two hundred and fifty seven, same cadastre, belonging to widow Octave Bourguignon.

Amount due..... \$ 24 42

7. Lot number two hundred and seventy, same cadastre, belonging to the widow Octave Bourguignon.

Amount due..... \$ 2 60

M. A. L. AUBIN,

Secretary-treasurer.

Given at Berthier, this 15th January, 1903.

430

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
COCKSHIRE.

Public notice is hereby given that the under-mentioned real estate situate in the town of Cookshire will be sold by public auction, at the council room, in the said town, on MONDAY, the 2nd day of MARCH next (1903), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes and interest due thereon of costs incurred, to wit :

As belonging to William McClintock, the buildings only, situate on lot 9 f, range 8, township of Eaton.

Taxes due..... \$26 40

E. S. BAKER,

Secretary treasurer.

Cookshire, 24th January, 1903.

358

BUREAU DU CCNSEIL MUNICIPAL DU COMTE DE WOLFE.

Ham Sud, 3 janvier 1903.

Je donne par les présentes avis public que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encan public, au palais de justice, à Ham Sud, MERCREDI, le QUATRIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus indiqué.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF WOLFE.

South Ham, 3rd January, 1903.

I hereby give public notice that the lots and parcels of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction, at South Ham, at the court house, WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, for the taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parcels of lots hereinafter described, unless the same be paid, with costs, before the day of the sale aforesaid.

Canton ou village. Township or village.	Municipalité. Municipality.	Propriétaire. Owner.	Partie du lot. Part of lot.	Lot.	Rang. Range.	Etendue en Extent in Acres, Rood perches.	Montant des taxes. Amount of taxes.
Lac—Lake Weedon...	Lac—Lake Weedon...	Victor Croteau.....	.....	128	.....	0-0-30	\$ 15 64
Weedon.....	Weedon.....	Augustin Gagné.....	.....	2b	1	59-3-33	15 00
do.....	do.....	do do.....	.....	2c	1	89-1-32	15 61
do.....	do.....	Lewis McEaver.....	.....	8b	1	84-1-03	16 95
do.....	do.....	Télesphore Marcoux.....	.....	4d	2	27-2-05	11 59
Dudswell.....	Dudswell.....	Noé Contré.....	.....	19b	11	58-0-16	1 63
St. Camille.....	St. Camille.....	Octave Roy.....	.....	74	6	53-31 $\frac{1}{2}$ 100	8 82
Wolfestown.....	Wolfestown.....	The Bell's Asbestos Company, Limited.....	.....	23b	1	103-25 $\frac{1}{2}$ 100	15 46
do.....	do.....	do.....	(1)	23	2	205-90 $\frac{1}{2}$ 100	66 05
do.....	do.....	do.....	.....	24	2	203	67 47
do.....	do.....	do.....	.....	24a	3	122-51 $\frac{1}{2}$ 100	1 15
do.....	do.....	do.....	.....	24b	3	122-51 $\frac{1}{2}$ 100	1 20
Ham.....	Ham Nord—North.....	N. Langlois.....	.....	24e	3	55-57 $\frac{1}{2}$ 100	19 49
do.....	do.....	P. Cyr.....	$\frac{1}{2}$ centre	18	7	70	12 58
do.....	do.....	A. Bisson.....	.....	20	9	217-29 $\frac{1}{2}$ 100	64 56
do.....	do.....	S. E. Adam.....	.....	3	A S. O. —S. W.	102-71 $\frac{1}{2}$ 100	46 75
Wolfestown.....	do.....	Nap. Comtois.....	.....	8b	10	80	16 80
do.....	do.....	do do.....	Pt. S. E.—S. E. pt.	8d	11	40	6 00
Garthby.....	D'Israëli.....	Théophile Letarte, père—senior.....	.....	29-68	6	0-42 $\frac{1}{2}$ 100	17 34
do.....	do.....	Emile Beaudry.....	.....	29-1	5	0-51 $\frac{1}{2}$ 100	4 25

(1) A réserver sur ce lot, un emplacement contenant un acre en superficie, appartenant à Wm Parsons; borné en front à l'est par le chemin public, et des autres côtés par le résidu du dit lot numéro vingt-trois.

Les droits du gouvernement sont réservés sur tous ces lots.

103-4,2

(1) To reserve of this lot a building lot containing one acre in superficies, belonging to Wm Parsons; bounded in front to the east by the public road, and on the other sides by the residue of the said lot number twenty three.

The government rights are reserved on all these lots.

O. LAMOUREUX,

Sec.-Trés. C. M. C. de Wolfe.—Sec. Treas. M. C. C. of Wolfe.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DE LA PREMIÈRE DIVISION DU COMTÉ DU
LAC SAINT-JEAN.

Avis public est par les présentes donné par Adélard P. Hudon, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des sessions du conseil de la dite municipalité de comté, à Hébertville, MERCREDI, le QUATRIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX de l'avant midi, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires auxquelles ils sont affectés, ainsi que les frais et dépenses encourues.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF THE FIRST DIVISION OF THE COUNTY
OF LAKE SAINT JOHN.

Public notice is hereby given by Adélard P. Hudon, secretary treasurer, that the undermentioned lots of land will be sold by public auction, in the room where the sittings of the council of the said municipality are held, in Hébertville, on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for non payment of the municipal and school taxes due on the same together, with the costs and expenses incurred.

Municipalité.	Canton.	Rang.	Lot ou partie de lot.	Numéros des lots.	Noms des propriétaires.	Montant dû pour taxes municipales.	Taxes scolaires.	Total.
Municipality.	Township.	Range.	Lot or part of lot.	Numbers of lots.	Names of proprietors.	Amount due for municipal taxes.	School taxes.	
Saint-Gédéon.....	Signal.....	10	Lot.....	21 a, 21 b.....	Henri & Ernest Fortin....	\$ 7 60	\$26 37	\$33 97
".....	".....	10	".....	10 b.....	Syfroid Desjardins.....	2 12	29 85	29 85
Saint-Joseph d'Alma.....	Labarre.....	Saguenay.....	".....	12.....	Isaïe Simard.....	7 62	.....	7 62
".....	".....	8	".....	27 a, 27 b.....	Louis Bergeron.....	20 85	.....	20 85
Village d'Hébertville.....	.....	.....	Emplacement-Building lot.....	.....	Hippolite Bolduc.....	1 83	.....	1 83

Donné à Hébertville, ce 3e jour de janvier 1903.—Given at Hébertville, this 3rd day of January, 1903.

A. P. HUDON,

Secrétaire-trésorier, C. C. 1ère division, comté du Lac Saint-Jean.—Secretary treasurer, C. C. 1st division, county of Lake Saint John.

Vraie copie.—True copy,

A. P. HUDON,

Secrétaire-trésorier, C. C. 1ère division, comté du Lac Saint-Jean.—Secretary treasurer, C. C. 1st division, county of Lake Saint John.

97-98.2

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE
DRUMMOND.

Aux habitants et intéressés de la dite municipalité.

AVIS PUBLIC.

Drummondville, 2 janvier 1903.

Avis public est par les présentes donné par moi, Joseph Trefflé Caya, secrétaire-trésorier du conseil de cette municipalité, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans le palais de justice, à Drummondville susdit, étant le lieu où se tiennent les sessions du dit conseil de cette municipalité, le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires et autres charges auxquelles ils sont affectés et des frais encourus, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
DRUMMOND.

To the inhabitants and interested of this municipality

PUBLIC NOTICE.

Drummondville, 2nd January, 1903.

Public notice is hereby given by me, Joseph Trefflé Caya, secretary treasurer of the council of this municipality, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the court house, at Drummondville aforesaid, being the place where the sessions of the council of this municipality are held, on the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of the municipal and school taxes and other charges for which they are liable and the costs incurred, to wit :

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Germain de Grantham, canton de Grantham.

In the municipality of the parish of Saint Germain de Grantham, township of Grantham.

No. du rôle d'évaluation. — No. of the valuation roll.	No. du cadastre. — Cadastral No.	Noms des propriétaires. — Names of owners.	Range. — Range.	Désignation des terrains. — Designation of the lands.	Etendue. — Extent.	Montant dû — Amount due.
571	684	Eurêbe Bouvier.....	7	9	66 x 132 pds—ft.	\$30 70
105	Partie—Pt. 1654.	Joseph Dufl.....	10	8 & 7	35	6 25

Dans la municipalité des cantons de Wendover et Simpson, canton de Simpson.

In the municipality of the townships of Wendover and Simpson, township of Simpson.

19b	Evangeliste Boileau.....	2	.....	36	11 45
21	“.....	2	.....	104	49 10
23a	Bénoni Pepin.....	2	.....	78	15 25

Dans la municipalité du canton de Kingsey, canton de Kingsey.

In the municipality of the township of Kingsey, township of Kingsey

232	11c	John McManus.....	5	11	17	4 01
241	12f	Vve—widow Calix Gélina.....	5	12	1	13 40
282	24b	Michael Boyce.....	5	24	18 1/2	4 85
501	27	Léandre Beaudet.....	7	27	200	25 00
502	28	do do.....	7	28	100	11 13

Dans la municipalité du canton de Durham, canton de Durham.

In the municipality of the township of Durham, township of Durham.

325	W. R. Burrel.....	5	Ptie—Pt. 3	50	8 95
-----	-------------------	---	------------	----	------

Dans la municipalité de Durham Sud, canton de Durham.
In the municipality of South Durham, township of Durham.

No du rôle d'évaluation. No. of the valuation roll.	No du cadastre. — Cadastral No.	Noms des propriétaires. — Names of owners.	Rangs—Ranges.	Désignation des terrains. — Designation of the lands.	Etendue. — Extent.	Montant dû—Amount due.
169	905-906	Succ.—Estate Joseph Brisbois.	10	14	3	14 30
110	777	Ludger Hercule ou—ou Jérôme Blanchette	9	27	100	25 48
159	922	Horace Charpentier	10	14	1	7 92
205	877	Edward Manseault	10	14	1	6 39
80	734	Jerminea M. Purse	9	14	100	23 51

Dans la municipalité de L'Avenir, canton de Durham.

In the municipality of L'Avenir, township of Durham.

Pt. S. E. 246	Joseph Lainé .....	.....	.....	35	5 49
568	Philippe & Pierre Charpentier.	.....	.....	50	24 29

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil, canton de Wendover.

In the municipality of the parish of Notre Dame du Bon Conseil, township of Wendover.

166	Joseph Hébert, jr	13	.....	Arp. 252	67 41
$\frac{1}{2}$ N. O.—W., 168.	Oliva Thérien	13	.....	84	22 21

Canton de Horton—Township of Horton.

14	Banq. de Québec—Quebec Bank	1	2, 3, 4 & 5	84	153 25
----	-----------------------------	---	-------------	----	--------

101-02.2

J. T. CAYA,
 Secrétaire-trésorier—Secretary treasurer.

**BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
CITÉ DE SHERBROOKE.**

Sherbrooke, 9 janvier 1903.

Je, par le présent, donne avis public que les lots ci-après mentionnés seront vendus, par encan public, au bureau du secrétaire-trésorier, rue Commerciale, dans la cité de Sherbrooke, LUNDI, le DEUXIÈME jour de MARS 1903, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement des taxes municipales et scolaires dues sur lieux, ensemble avec les frais et dépenses encourus.

**OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF
THE CITY OF SHERBROOKE.**

Sherbrooke, 9th January, 1903

I, hereby, give public notice that the lots hereinafter mentioned will be sold, by public auction, at the office of the secretary treasurer, on Commercial street, in the city of Sherbrooke, on MONDAY, the SECOND day of MARCH, 1903, at TEN of the clock in the forenoon, for non payment of municipal and school taxes due on the same, together with the costs and expenses incurred.

Noms. — Names.	Quartier. — Ward.	Lot. — Lot.	Taxes. — Taxes.
Pierce Charles J.	Est—East	734	\$ 122 80
Metiviere Pierre	Sud—South	82 de—of 1444	49 85
E. Lefebvre, fils—son	Sud—South	1523	58 75
Dame—Mrs. A. Coulombe	Sud—South	Pt. 50, pt. 51 de—of 1452	8 50
Dufresne Moïse	Centre	79 & 80	170 00
Succession—Estate Bostwick	Nord—North	792	101 85

F. J. GRIFFITH,

305-306-2

Sec. trés. de la cité de Sherbrooke.—Sec. treas. city of Sherbrooke.

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU
COMTE DE COMPTON.

Cookshire, 4 janvier 1903.

Je, par le présent, donne avis public que les terres ci-après mentionnées seront vendues par encan public, dans la salle du conseil, à Cookshire, dans le comté de Compton, MERCREDI, le QUATRIÈME jour de MARS prochain (1903), à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-après mentionnées sur les divers lots ou parties de lots ci-après décrits, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour de la vente sus-mentionnée.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL
OF THE COUNTY OF COMPTON.

Cookshire, 4th January, 1903.

I, hereby give public notice that the lands herein-after mentioned will be sold by public auction, at the council room, in Cookshire, in the county of Compton, on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, (1903), at TEN of the clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parts of lots hereinafter mentioned, unless the same be paid, with costs, before the above mentioned day of sale.

Canton de Ditton.—Township of Ditton.

Municipalité de Ditton et Clinton.—Municipality of Ditton and Clinton.

Propriétaires. — Owners.	Cadastré. Numéro du lot. — Cadastrer. Number of lot.	Rang. — Ra ge.	Acres.	Montant des taxes. — Amount of taxes.
Ovila Turgeon.....	44	.....	51	\$13 60
Robertson	67	.....	105	11 85
Veuve—widow Joseph Lacasse.....	125	.....	104	21 70
I. H. Van Dyke.....	430-431	.....	78	9 90
Scotstown Mills Coy.....	509	.....	213	25 90

Canton d'Auckland.—Township of Auckland.

Joseph Maillotte.....	S, $\frac{1}{4}$ 8	2	50	7 55
-----------------------	--------------------	---	----	------

Canton de Clifton.—Township of Clifton.

Municipalité de Sainte-Edwidge de Clifton.—Municipality of Sainte Edwidge de Clifton.

James Corcoran.....	12 A.	11	90	10 58
---------------------	-------	----	----	-------

Canton de Chesham.—Township of Chesham.

Zacharie Jubert.....	11	1	166	16 39
Scotstown Mills Coy.....	14	2	100	19 28
"	15	2	100	10 51
"	E. $\frac{1}{2}$ 21	2	50	16 75
Hubert Philibert.....	16	2	100	21 50
J. B. Dupont.....	9	4	100	14 50
Frédéric Buisière.....	20 B.	8	75	12 58
Olivier Lafleur.....	23	9	100	19 77

Canton de Hampden.—Township of Hampden.

Municipalité de Hampden.—Municipality of Hampden.

John D. Morrison.....	602	2 V. N.	118	2 40
Lewis Melver.....	603	2 V. N.	125	2 60
O. Hotte.....	101	2	111	4 20
"	102	2	105	
John W. Taylor.....	277	1 V. S.	104	14 93

Canton de Marston.—Township of Marston.
Municipalité de Marston.—Municipality of Marston.

Propriétaires. — Owners.	Cadastre. Numéro du lot. — Cadastral. Number of lot.	Rang. — Range.	Acres.	Montant des taxes. — Amount of taxes.
George Beaton.....	173	.....	8	\$ 6 22
George H. Kerr	34	.....	100 }	17 42
" "	29, 30	.....	100 }	
Dame—Mrs John Matheson.....	419	.....	100	8 37
Dame—Mrs Léon Choquette.....	S $\frac{1}{2}$ 236	.....	100	14 40
Elzéar Roberge.....	521	.....	200	22 10
Michel Poulin.....	32	.....	100	6 42

Canton de Bury.—Township of Bury.

Frank Latulip.....	Pt 41	4	114 $\frac{1}{2}$	15 00
--------------------	-------	---	-------------------	-------

Canton de Clifton.—Township of Clifton.
Municipalité de Clifton.—Municipality of Clifton.

Hollis Bailey	Pt. 26 J.	8	26	14 48
Ovila Gamache	18 A.	8	100	10 97

Canton de Newport.—Township of Newport.

Jas. Lyster.....	18 d.	6	50	11 96
George McCormick.....	17 B. 17 d.	6	100	15 31
David McKeage.....	S. pt. 11 E.	5	15 }	6 23
" "	E. " 11 A.	6	$\frac{1}{2}$ }	

Canton de Winslow.—Township of Winslow.
Municipalité de Winslow Sud.—Municipality of South Winslow.

	Lot ou partie du lot Lot or pt of lot			
F. W. Thompson.....	16	2 s.o.-s.w.	50	3 61
" "	25	3 s.o.-s.w.	50	2 07
" "	95	3 n.o.-n.w.	50	1 54
Donald Smith.....	6	4 s. e -s. e.	90	6 84

Canton Whitton.—Township of Whitton.
Municipalité de Whitton.—Municipality of Whitton.

Wm Smith.....	36 37	3 s.o.-s.w.	100	29 45
---------------	-------	-------------	-----	-------

Je certifie par les présentes que l'état ci-dessus est une vraie copie de l'original demeuré de record dans mon bureau.

A. ROSS,
Sec.-trés. du comté de Compton.
Cookshire, 4 janvier 1903. 147-2

I hereby certify the foregoing to be a true copy of the original remaining of record in my office.

A. ROSS,
Sec. treas. of the county of Compton.
Cookshire, 4th January, 1903. 148

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE TERREBONNE.

Saint-Jérôme, 2 janvier 1903.

Je donne par les présentes, avi public, que les terres ci-après mentionnées seront vendues par encan public, au bureau du conseil municipal du comté de Terrebonne, dans la ville de Saint-Jérôme, MERCREDI, le QUATRIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, au moins deux jours avant le jour ci-dessus, savoir :

OFFICE OF MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF TERREBONNE.

Saint Jerome, 2nd January, 1903.

I hereby give public notice, that the lots and parcels of lots, thereafter mentioned, will be sold by public auction, at the municipal county council room, in the town of Saint Jerome, WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parcels of lots hereafter described, unless the same be paid, with costs, two days before the said aforesaid, to wit :

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme.—In the municipality of the parish of Saint Jérôme.

Noms. Names.	No du cadastre. No. of the cadaster.	Taxes municipales. Municipal taxes.	Frais. Costs.	Intérêt. Interest.	Taxes scolaires. School taxes.	Frais. Costs.	Intérêt. Interest.	Total.]
Madame Jean Baptiste Decary.....	Partie du—Part of No 473..	\$2 69	\$7 80	\$0 32	\$2 34	\$ 7 85	\$ 0 25	\$21 25

Dans la municipalité de la partie est du canton Abercrombie.—In the municipality of the east part of the township Abercrombie

Noms. Names.	No.	Rang du canton. Range of township.	Taxes municipales. Municipal taxes.	Taxes scolaires. School taxes.	Total.
J. E. Mullins	7	1 rang—range Oxford.....	\$4 66	\$ 5 25	\$9 91

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Sophie.—In the municipality of the parish of Sainte Sophie.

Noms. Names.	No du cadastre. No. of the cadaster.	Occupation.	Taxes municipales. Municipal taxes.	Taxes scolaires. School taxes.	Total.
Feu—Late Isidore Gauthier.....	Parti—Part No 119	Cultivateur.....	\$1 44	\$ 3 17	\$ 4 61
Joseph Lebuia.....	464	"	17	55	72
Janvier Laliberté, fils—junior.....	469	"	77	.....	77
Alphonse Alon si.....	429	Plâtrier.....	16 78	.....	16 78

Dans la municipalité du village de Sainte-Thérèse de Blainville.

In the municipality of the village of Sainte Thérèse de Blainville.

Noms. — Names.	Désignation. — Designation.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Total.
Héritiers Herménie Lefebvre, autrefois épouse de Louis Beausoleil.—Heirs to Herménie Lefebvre, having been married to Louis Beausoleil.....	Partie du No 20, tenant devant à la rue Saint-Louis, derrière à la rue Saint-Lambert, entre J. V. Leguerrier, au sud, et Joseph Dutrisac, au nord—Part of the lot No. 20 ; bounded in front, by Saint Louis street, in rear by Saint Lambert street, between J. V. Leguerrier, at the south, and Joseph Dutrisac, at the north.....	\$2 00	\$2 00

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

In the municipality of the parish of Sainte Thérèse de Blainville.

Noms. — Names.	Désignation. — Designation.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Héritiers Herménie Lefebvre, autrefois épouse de Louis Beausoleil.—Heirs to Herménie Lefebvre, having been married to Louis Beausoleil.....	Les Nos 541, 546, 547, 548, et partie du No 550, situés au nord du chemin de la côte Saint Louis, entre Georges Charon, à l'ouest, et à J. B. Thibault, à l'est—The lots Nos. 541, 546, 547, 548, and part of the lot No. 550, situated at the north of the road of la côte Saint Louis, between George Charon, at the west, and J. B. Thibault, at the east.....	\$7 60	\$1 60	\$12 20
Méise Bouchard.....	No 562, situé au sud du chemin de la côte nord, entre Alphonse Constant, à l'est, et J. B. Clouthier à l'ouest—The lot 562, situated at the south of the road la côte nord, between Alphonse Constant's at the east, and J. B. Clouthier, at the west.....	2 22	5 84	8 06

Dans la municipalité de la paroisse de Saint Sauveur.—In the municipality of the parish of Saint Sauveur.

Noms. — Names.	Etat. — Condition.	Residence.	No du cadastre. — No. of the cadastre.	Description.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Taxes des chemins. — Taxes for roads.	Total.
Therrien Moïse	Charretier-Carter	St. Jérôme	233	Ste. Elmire, côté nord-ouest. —north west side.....	\$ 0 73	.....	\$9 27	\$10 00
Brière Joseph..	Cultivateur—Farmer	St. Sauveur	Partie du No 460, 57 arpents en superficie plus ou moins.—Part of No. 460; 57 acres in superficie, more or less..	Côté sud-est, St. Gabriel.— South east side.....	1 60	\$4 25	4 13	9 98
Brière Joseph.	do	do	Partie du No 461, du côté est, de 27 arpents en superficie, plus ou moins.—Part of No. 461, of the east side; 27 acres in superficie, more or less..	Côté sud-est, St. Gabriel.— South east side.....	0 48	1 25	1 74	3 47
Brière Joseph.	do	do	Partie du No 463, tenant au cordon nord; 42 arpents en superficie plus ou moins.—Part of No. 463; joying the cordon at the north; 42 acres in superficie, more or less.....	Côté sud-est, St. Gabriel.— South east side.....	0 25	0 60	3 44	4 29

Dans la municipalité du canton Doncaster.—In the municipality of the township Doncaster.

Noms. — Names.	No du lot. — No. of lot.	No du rang. — No. of range.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Albert Brunet.....	24	6	\$22 12	\$2 88	\$25 00

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts.—In the municipality of the parish of Sainte Agathe des Monts.

Noms. — Names.	Etat. — Condition.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Frais. — Costs.	Total.	Description des propriétés. — Description of the lots.
Pierre Auger.....	Cultivateur.—Farmer.	\$1 42	\$ 0 40	\$1 82	No $\frac{1}{2}$ 28 nord, 7e rang Beresford.—No. $\frac{1}{2}$ 28 north, 5th range Beresford.
Arthur Regimbal.....	Joumalier.—Laborer.	1 00	.....	1 00	No 5, 5e rang Doncaster.

**BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU
COMTÉ D'IBERVILLE.**

Saint-Alexandre d'Iberville, 3 janvier 1903.

Je, soussigné, J. E. Boivin, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Iberville, donne par les présentes avis public que les terrains ci-après décrits seront vendus par encan public, à la salle ordinaire des sessions du dit conseil, au palais de justice, dans la ville d'Iberville, comté d'Iberville, MERCREDI, le QUATRIEME jour de MARS prochain (1903), à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales, scolaires et frais dus à leurs municipalités respectives, à moins qu'ils ne soient payés avec les frais encourus avant le jour de la vente, savoir :

**OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF
THE COUNTY OF IBERVILLE.**

Saint Alexandre of Iberville, 3rd January, 1903.

I, the undersigned, J. E. Boivin, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Iberville, do hereby give public notice that the properties hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the court house, in the town of Iberville, where said council holds its sessions, on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next (1903), at TEN o'clock in the forenoon, for school, municipal taxes and fees due to their respective municipality, unless the same be paid with the costs before the day of the sale, to wit :

Dans la corporation de la ville de d'Iberville.—In the corporation of the town of Iberville.

Noms des propriétaires.	Nos officiels.	Taxes scolaires.	Taxes municipales.	Frais.	Total dû.
Names of proprietors.	Official Nos.	School taxes.	Municipal taxes.	Fees.	Total due.
Siméon Pepin.....	P. No. 360.	\$ 83	\$ 2 29	\$ 1 90	\$ 5 07
Trefflé Bousquet.....	Nos 337-442.	5 23	10 42	2 00	17 65
Honoré Messier.....	P. No. 373.	2 72	3 88	1 90	8 50
Dme Albert J. Corriveau, née —born Hermine Labrice de Kéroack.....	Nos. 424-425.	105 69	291 83	2 00	399 52

121-2-2

 J. E. BOIVIN,
Secrétaire-trésorier—Secretary treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.
**MUNICIPALITE DU COMTÉ DE GASPÉ
No 1.**

Avis est par les présentes donné que les lots de terre ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique en la salle d'audition du palais de justice de Percé, dans le comté de Gaspé, MERCREDI, le QUATRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut du paiement préalable des cotisations scolaires et taxes municipales ci-bas indiquées, dont ces lots sont affectés et des frais encourus par la présente vente, c'est à savoir :

MUNICIPALITE DE PERCE.

1° Comme appartenant à l'héritage de feu Dame Isaac Langlois : lot numéro six cent soixante et trois, du second rang de Percé, suivant le cadastre et le livre de renvoi officiels de la municipalité de Percé.

Taxes municipales.....	\$ 7 50
" scolaires.....	12 30
	<u>\$ 19 80</u>

MUNICIPALITÉ DE LA GRANDE RIVIERE.

2° Comme appartenant à Simon Jacques André Louis Methot, cultivateur : les lots numéros cent soixante-neuf, cent soixante-dix, cent soixante et treize et quatorze, du premier rang ouest, suivant le cadastre et le livre de renvoi pour la Grande Rivière.

Pour taxes municipales.....	\$21 86
" " scolaires.....	10 80
	<u>\$32 66</u>

PROVINCE OF QUEBEC.
**MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
PERCÉ No. 1.**

Public notice is hereby given that the lots of land hereafter mentioned will be sold by public auction, in the court hall of Percé, in the county of Gaspé, on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school assessments due on said lots, unless they be paid with the cost incurred before the sale to wit :

MUNICIPALITY OF PERCÉ.

1. As belonging to the estate of the late widow Isaac Langlois : lot number six hundred and sixty three, in the second range of Percé, of the official plan and book of reference for the municipality of Percé.

Municipal taxes.....	\$ 7 50
School ".....	12 30
	<u>\$19 80</u>

MUNICIPALITY OF GRAND RIVER.

2. As belonging to Simon Jacques André Louis Methot, farmer: the lots numbers one hundred and sixty nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy three and four, of the plan and book of reference, for the first range west of Grand River.

Municipal taxes.....	\$21 86
School ".....	10 80
	<u>\$32 66</u>

3° Comme appartenant à Philippe Bisson fils de Philippe, cultivateur : le lot numéro deux cent soixante et trois, du cadastre pour la Grande Rivière et situé dans le deuxième rang de la première concession ; borné vers le nord par la deuxième concession, vers l'est par le No 264 (Dominique Méthot), vers le sud par le premier rang de la première concession, vers l'ouest par le numéro 262 (Jérôme Bisson), mesurant environ 2 perches et neuf pieds sur 13 arpents de profondeur, contenant en superficie 3 arpents et 25 perches.

Pour taxes municipales \$0 58

Pour taxes scolaires 3 48

\$ 4 06

WILLIAM FLYNN,

Sec.-trésorier du conseil du comté de Gaspé No 1.
Percé, 31 décembre 1902. 93-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE
KAMOURASKA.

Avis public est par les présentes donné par moi, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Kamouraska, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en le Palais de Justice, au village de Kamouraska, MERCREDI, le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais en résultant.

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière.

Comme appartenant à la succession de feu Charles Ouellet, fils de George : la partie nord-ouest du lot cent soixante et dix-neuf (179), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, circonstances et dépendances. Sujet, le dit terrain, à une rente constituée de cinq piastres payable à Dame O. Thomas Fréchette, le premier d'octobre, annuellement.

Taxes municipales \$1 49

Taxes scolaires 0 73

Montant dû \$2 22

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Rivière Ouelle.

Comme appartenant à Achille Fraser, gentil-homme, absent : une partie du lot numéro soixante et onze (71), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, contenant quatre arpents en superficie—circonstances et dépendances.

Taxes municipales \$2 14

Taxes scolaires 1 89

Montant dû \$4 03

Comme appartenant à Auguste Roussel, journalier, absent : le lot numéro cinq cent trente-sept (537), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle—circonstances et dépendances.

Taxes municipales \$0 51

Taxes scolaires 0 36

Montant dû \$0 87

Comme appartenant à Emile Lévêque, journalier, absent : 1° Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix (590), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle—circonstances et dépendances.

Taxes municipales \$1 95

Taxes scolaires 1 44

Montant dû \$3 39

2° Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-onze (591), du cadastre officiel pour la dite paroisse de

3. As belonging to Philippe Bisson son of Philippe, farmer : the lot number 263, of cadastre and book of reference for the municipality of Grand River, situated in the second range of the first concession ; and bounded towards the north by the second concession, towards the east by lot No. 264 (Dominique Methot), towards the south by the first range of the first concession, towards the west by lot No. 262 (Jérôme Bisson), measuring about 2 perches and 9 feet on 13 acres in depth, containing in superficie about 3 acres and 25 perches.

For municipal taxes \$0 58

" school " 3 48

\$ 4 06

WILLIAM FLYNN,

Sec. treasurer, county council of Gaspé No. 1.
Percé, 31st December, 1902. 94

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
KAMOURASKA.

Public notice is hereby given by me, the undersigned, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Kamouraska, that the lots of land hereunder mentioned will be sold by public auction, in the court house, in the village of Kamouraska, on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes due thereon and the costs resulting therefrom.

In the municipality of the parish of Sainte Anne de la Pocatière.

As belonging to the estate of the late Charles Ouellet, son of George : the north west part of lot number one hundred and seventy nine (179), of the official cadastre for the said parish of Sainte Anne de la Pocatière—circumstances and dependencies. The said lot being liable to a constituted rent of five dollars, payable to Dame O. Thomas Fréchette, on the first October, yearly.

Municipal taxes \$1 49

School taxes 0 73

Amount due \$2 22

In the municipality of the parish of Notre Dame de la Rivière Ouelle.

As belonging to Achille Fraser, gentleman, absentee : a part of lot number seventy one (71), of the official cadastre of the said parish of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, containing four arpents in superficies—circumstances and dependencies.

Municipal taxes \$ 2 14

School taxes 1 89

Amount due \$ 4 03

As belonging to Auguste Roussel, laborer, absentee : the lot number five hundred and thirty seven (537), of official cadastre for the said parish of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle—circumstances and dependencies.

Municipal taxes \$ 0 51

School taxes 0 36

Amount due \$ 0 87

As belonging to Emile Levesque, laborer, absentee : 1. Lot number five hundred and ninety (590), of the official cadastre for the said parish of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle—circumstances and dependencies.

Municipal taxes \$ 1 95

School taxes 1 44

Amount due \$ 3 39

2. Lot number five hundred and ninety one (591), of the official cadastre for the said parish of Notre

Notre de Liesse de la Rivière-Ouelle—circumstances et dépendances.

Taxes municipales..... \$0 39
Taxes scolaires..... 0 28

Montant dû..... \$0 67

3° Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière-Ouelle—circumstances et dépendances.

Taxes municipales..... \$0 39
Taxes scolaires..... 0 28

Montant dû..... \$0 67

Comme appartenant à une personne ou à des personnes inconnues: le lot numéro cinq cent quatre-vingt-six (586), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière-Ouelle—circumstances et dépendances. Ce dit lot contenant trois mille trois cent trente-deux (3332) arpents en superficie, plus ou moins, est connu sous le nom de "Plaine de la Rivière-Ouelle."

Taxes municipales..... \$34 80
Taxes scolaires..... 25 60

Montant dû..... \$60 40

Donné sous seing, à Sainte-Anne de la Pocatière, ce deuxième jour de janvier mil neuf cent trois.

ALFRED POTVIN,

Secrétaire trésorier du conseil municipal du comté de Kamouraska. 117.2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 15e jour de janvier 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières: MM. Théophile Parenteau, cultivateur, de la paroisse de Mont Carmel, comté de Champlain, Jean-Baptiste Drolet et Narcisse St. Onge, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint-Alexis, comté de Maskinongé.

District de Chicoutimi: MM. Lazare Vaillancourt, marchand et cultivateur, et Fortunat Ouellet, forgeron, tous deux de la paroisse de Saint-Cyriac, comté de Chicoutimi, Timothée Bedard, cultivateur, de Honfleur, comté du Lac Saint-Jean.

District de Kamouraska: MM. Joseph Maxime Sirois, cultivateur, de Saint-Eleuthère, comté de Kamouraska, Joseph Lajoie, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bruno, comté de Kamouraska.

371

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que, sur
Proc.-Genl. } présentation au conseil municipal du comté de Labelle d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un cer-

Dame de Liesse de la Rivière Ouelle—circumstances and dependencies.

Municipal taxes..... \$ 0 39
School taxes..... 0 28

Amount due..... \$ 0 67

3. Lot number five hundred and ninety three (593), of the official cadastre for the said parish of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle—circumstances and dependencies.

Municipal taxes..... \$ 0 39
School taxes..... 0 28

Amount due... .. \$ 0 67

As belonging "erson or to persons unknown: lot number five hundred and eighty six (586), of the official cadastre for the said parish of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle—circumstances and dependencies. This said lot containing three thousand three hundred and thirty two (3332) arpents, more or less, in superficies, and known as "la Plaine de la Rivière Ouelle."

Municipal taxes..... \$34 80
School taxes..... 25 60

Amount due..... \$60 40

Given under my hand, at Sainte Anne de Lapocatière, this second day of January one thousand nine hundred and three.

ALFRED POTVIN,

Secretary-treasurer of the municipal council of the county of Kamouraska. 118

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 15th day of January, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers: Messrs. Théophile Parenteau, farmer, of the parish of Mont Carmel, county of Champlain, Jean-Baptiste Drolet and Narcisse St. Onge, both farmers, of the parish of Saint Alexis, county of Maskinongé.

District of Chicoutimi: Messrs. Lazare Vaillancourt, merchant and farmer, and Fortunat Ouellet, blacksmith, both of the parish of Saint Cyriac, county of Chicoutimi, Timothée Bedard, farmer, of Honfleur, county of Lake Saint John.

District of Kamouraska: Messrs. Joseph Maxime Sirois, farmer, of Saint Eleuthère, county of Kamouraska, Joseph Lajoie, farmer, of the parish of Saint Bruno, county of Kamouraska.

372

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING:

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } W H E R E A S, on
Atty.-Genl. } presentation to the municipal council of the county of Labelle of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors

tain territoire y mentionné, situé dans la municipalité des cantons unis de Hartwell et Preston, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Labelle a nommé M. J. Robillard, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Le "Village de Chénéville", qui est situé dans le canton de Hartwell, et dont les limites sont ci-dessous décrites, est un démembrement de la municipalité des "cantons unis de Hartwell et Preston," dans le comté d'Ottawa.

Formant partie du comté de Labelle, pour les fins municipales et d'enregistrement, le territoire couvert par le dit village, est borné comme suit : savoir :

Vers le nord, partie par le lot numéro quatorze B (14b), du cadastre officiel du premier rang du canton de Hartwell, et partie par les lots numéros quatorze A et treize B (14a et 13b), du deuxième rang du même canton ; vers le sud par la ligne limitative entre les cantons de Hartwell et de Ripon ; vers l'est, par la ligne de séparation des cantons de Suffolk et de Hartwell ; vers l'ouest, partie par la rivière "Petite Nation", partie par la ligne qui sépare, au cadastre officiel, le lot numéro treize A (13 A), du lot numéro treize B (13 b), du deuxième rang du dit canton de Hartwell, et partie par la ligne entre les lots numéros quatorze A (14 a) du cadastre, dans chacun des premier et deuxième rangs du même canton, sera détaché de la municipalité des cantons unis de Hartwell et Preston, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Chénéville," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Chénéville, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the united townships of Hartwell and Preston, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Labelle, has named Mr. J. Robillard, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The "Village of Chénéville", which is situated in the township of Hartwell, and whose metes and bounds are hereinafter described, is a dismemberment of the municipality of the "united townships of Hartwell and Preston", in the county of Ottawa.

Forming part of the county of Labelle, for municipal and registration purposes, the territory covered by the said village is bounded as follows, to wit :

On the north partly, by lot number fourteen B (14 b), of the official cadastre of the first range of the township of Hartwell, and partly by lots numbers fourteen A and thirteen B (14 a and 13 b), of the second range of the same township ; on the south, by the boundary line between the townships of Hartwell and of Ripon ; on the east, by the dividing line of the township of Suffolk and Hartwell ; on the west partly by the Petite Nation river, partly by the line which separates, on the official cadastre, lot number thirteen A (13 a), from lot number thirteen B (13 b), of the second range of the said township of Hartwell, and partly by the line between the lots numbers fourteen A (14 a), of the cadastre, in each in the first and second ranges of the same township, shall from a separate municipality under the name of "municipality of the village of Chénéville," from and after this day.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Chénéville, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and three, and in the second year Our Reign.

By order,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

Avis du Gouvernement

Government Notices

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-unième jour de janvier 1903, incorporant Christopher Israël Gagnier, Pierre Angers et Samuel Joseph Gagnier, tous trois constructeurs et marchands d'immeubles, de Springfield, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, et Arthur Angers, manufacturier, de la paroisse de Saint-Fabien, dans le comté de Rimouski, province de Québec, et Edmund William Tobin, marchand de bois, et John Patrick Tobin, commis, tous deux de Brompton Falls, dans le comté de Richmond, province de Québec, et Charles Gauvreau, notaire, de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants : d'acquérir, posséder, louer, tenir et exploiter, par aucun titre légal, toutes terres, limites à bois, meubles et immeubles et droits quelconques, moulins, pouvoirs d'eau, actions de compagnies de chemin de fer, droits de patentes et réclamations, et de vendre et louer tous les susdits objets ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement.

De faire en général les affaires de manufacture et plus spécialement les affaires de bois et la manufacture du bois, de la pulpe et du papier dans toutes leurs branches.

De construire et exploiter tous travaux utiles, améliorations, moulins, ouvrages hydrauliques, travaux électriques.

De manufacturer, acheter, vendre ou louer toute chose y ayant rapport ; de faire les affaires de commerçants et d'acheter et vendre des marchandises.

De se consolider avec toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs et objets, et d'acquérir par achat ou autrement, les droits et privilèges de toute telle compagnie.

D'emprunter de l'argent, émettre des débetures, hypothéquer et transférer en garantie, meubles et immeubles et ses actions dans les compagnies de chemin de fer, et en général de faire toutes choses nécessaires pour les fins de son entreprise, sous le nom de "Trois Pistoles Pulp and Lumber Company", avec un fonds social de cent cinquante mille piastres (\$150,000), divisé en quinze cents (1500) actions de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de janvier 1903.

AMD. ROBITAILLE,

415

Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingtième jour de janvier 1903, incorporant Hon. Raymond Préfontaine, avocat ; Hon. Raoul Dandurand, avocat ; Herbert Samuel Holt, ingénieur civil ; Charles Worthington Spencer, surintendant de chemin de fer ; Rév. Auguste Provost, prêtre ; James Eugène Wilder, marchand ; Ucal Henri Dandurand, agent d'immeubles ; Joseph Vanier, gentilhomme ; Louis Boyer, avocat, et John Stuart Norris, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants, à savoir :

Acquérir et aliéner à aucun titre et louer à titre de locateur ou de locataire des immeubles en bloc ou en lots, et spécialement le lot numéro cent soixante et douze, du cadastre du village de la Côte Visitation.

Améliorer les immeubles acquis les subdivisant en lots, ouvrant les rues et construisant des trottoirs, érigeant des bâtisses et construisant et installant des aqueducs, des canaux et des systèmes d'éclairage sur iceux ou obtenir la construction et l'installation des améliorations ci-dessus et de téléphones et télégraphes, directement ou indirectement

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of January, 1903, incorporating Christopher Israel Gagnier, Pierre Angers and Samuel Joseph Gagnier, all three builders and real estate dealers, of Springfield, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, and Arthur Angers, manufacturer, of the parish of Saint Fabien, in the county of Rimouski, province of Quebec, and Edmund William Tobin, lumber merchant, and John Patrick Tobin, clerk, both of Brompton Falls, in the county of Richmond, province of Quebec, and Charles Gauvreau, notary, of Stanfold, in the county of Arthabaska, province of Quebec, for the following purposes, viz : to acquire, own, lease, hold and operate, by any legal title, all lands, timber limits, real and personal property and rights whatever, mills, water powers, shares in railway companies, patent rights and claims, and the same, or any part thereof, to sell, lease or otherwise dispose of.

To carry a general manufacturing business and more specially the business of lumbering and the manufacturing of lumber, pulp and paper in all their branches.

To construct and operate all usefull works, improvements, mills, waterworks, electrical works.

To manufacture, buy, sell or lease anything incidental thereto ; to do business as traders and to buy and sell goods.

To consolidate with any other company with like powers and aims, and to acquire by purchase or otherwise, the rights and privileges of any such company.

To borrow money, issue debentures, hypothecate and transfer in security, moveables and immovables and its shares in railway companies and generally to do everything necessary for the purposes of its undertaking, under the name of "Trois Pistoles Pulp and Lumber Company", with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000), divided into fifteen hundred shares (1500), of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of January, 1903.

AMD. ROBITAILLE,

416

Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty of January, 1903, incorporating Hon. Raymond Préfontaine, advocate ; Hon. Raoul Dandurand, advocate ; Herbert Samuel Holt, civil engineer ; Charles Worthington Spencer, railway superintendent ; Rev. Auguste Provost, priest ; James Eugène Wilder, merchant ; Ucal Henri Dandurand, real estate agent ; Joseph Vanier, gentleman ; Louis Boyer, advocate, and John Stewart Norris, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, viz :

To acquire and alienate by any title whatever and lease and rent real estate *en bloc* or in lots, specially lot cadastral number one hundred and seventy two, of the village of Côte Visitation.

To improve real estate acquired by subdividing it in lots, opening streets and laying sidewalks, putting up buildings and constructing and laying aqueducts, drains and lighting plants thereon or procuring the construction and laying of same and of telephones and telegraphs, directly or indirectly by concessions of servitudes and rights of way,

par concessions de servitudes et droits de passage, avances et contributions en argent ou garanties de capital dépensé à cette fin ou d'intérêt sur tel capital ou des deux, et généralement faire avec les corporations municipales, les compagnies et autres tierces personnes, tous marchés ou contrats pour s'assurer telles améliorations sur les propriétés de la compagnie et les propriétés lui ayant appartenu originairement.

Emprunter sur billet, débenture ou hypothèque, et prêter sur billet ou hypothèque pour aider et promouvoir la construction sur et l'amélioration des propriétés de la compagnie et des propriétés lui ayant originairement appartenu.

S'engager dans le commerce, d'immeubles en général, tant comme principal que comme agent, et toutes autres matières s'y rattachant sous le nom de "The Rosemount Land & Improvement Company," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-deuxième jour de janvier 1903.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

373

No 2613.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 janvier courant (1903), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jacques le Mineur, comté de Laprairie, le lot No 221 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, et de l'annexer, pour les fins scolaires, à la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Napierville.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1903. 391

No 1815.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 janvier courant (1903) : 1° De détacher de la municipalité scolaire du "Haut de Saint-Martin," comté de Laval, les lots Nos 95 à 109, inclusivement, et 118 à 133, inclusivement, du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée.

2° Détacher de la municipalité scolaire de la "Côte Saint-Antoine," même comté, les lots Nos 58, 59 et 60, du dit cadastre.

3° Détacher de la municipalité scolaire de "Sainte-Dorothée No 1," même comté, les lots Nos 36 à 47, inclusivement, le lot No 49, et les lots Nos 110 à 117, inclusivement, du dit cadastre ; et ériger tous ces lots en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Sainte-Dorothée."

La présente érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1903. 393

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie sous le nom de "The Empire Trust Company," avec pouvoir d'agir comme fidéi-commissaires, agents, gardiens, curateurs, tuteurs, exécuteurs, liquidateurs et administrateurs ; exécuter des fidéi-commis de toute description ; de recevoir et tenir en fidéi-commis et en dépôt des argents et

advances and contributions in money or guarantees of capital expended therefore or interest thereon or both and generally making with municipal corporations, companies and other third parties any agreement or contract to secure the said improvements on the company's properties and properties originally belonging to it.

To borrow upon note, debenture or mortgage, and loan money upon note or mortgage to help and promote the building up and improvement of the company's properties and properties originally belonging to it.

To engage in real estate business generally as principal and agent and all matters connected therewith under the name of "The Rosemount Land & Improvement Company", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand shares (1000) of one hundred (\$100.00) dollars each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty second day of January 1903.

AMD. ROBITAILLE
Provincial secretary.

374

No. 2613.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of January instant, (1903), to detach from the school municipality of Saint-Jacques le Mineur, county of Laprairie, the lot No. 221 of the official cadastre of the parish of Saint Jacques le Mineur, and to annex it, for school purposes, to the parish of Saint Cyprien, county of Napierville.

This annexation will come into effect only on the 1st of July next, 1903. 392

No. 1815.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of January instant, (1903) : 1st to detach from the new school municipality of "Haut de Saint-Martin", county of Laval, lots Nos. 95, to 109 inclusively, and 118 to 133, inclusively, of the cadastre of the parish of Sainte Dorothée.

2. To detach from the school municipality of "Côte Sainte Antoine", same county, the lots Nos. 58, 59 and 60 of said cadastre.

3. To detach from the school municipality of "Sainte Dorothée No 1", same county, the lots Nos. 36 to 47, inclusively, the lot No. 49, and lots Nos. 110 to 117, inclusively, of said cadastre ; and to erect all these lots into a distinct school municipality, by the name of "Village de Sainte Dorothée".

The present erection to take effect only on the first of July next, 1903. 394

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that, at the next session of the legislature of the province of Quebec, an application will be made for the incorporation of a company under the name of "The Empire Trust Company", with power to act as trustees, agents, guardians, curators, tutors, executors, liquidators and administrators ; to execute trusts of every description ; to receive and hold in trust and on deposit moneys and property of every kind ; to

propriétés de toute sorte ; de garantir les titres et hypothèques sur immeubles, ainsi que d'autres placements ; acheter, vendre et faire le commerce de bons, stocks, débetures et obligations ; prêter de l'argent, promouvoir les compagnies ; établir des succursales ; agir comme garanties judiciaires et acquérir et posséder des immeubles et ériger sur iceux les bâtimens qui peuvent être nécessaires pour l'opération de la compagnie, ensemble avec tous les pouvoirs y ayant rapport.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Soliciteurs des requérants.
Sherbrooke, 20 janvier 1903. 387

L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal demandera à la prochaine session de la législature de Québec, que sa charte soit amendée de manière à augmenter ses pouvoirs généralement et spécialement, relativement à ce qui suit :—(a) créer de nouvelles sections ; (b) mieux définir la destination qui peut être donnée à sa salle de fêtes ; (c) faciliter des dons en faveur de la société ; (d) créer de nouvelles actions ; (e) émettre des obligations à lots ; (f) créer un département de fiducie avec les pouvoirs généralement possédés par les compagnies de ce genre. 419

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Albert Fox, J. E. Beaudoin, Hugh Brodie, G. B. Burland, John Crawford, tous de la cité de Montréal, et Alexandre Aubertin, Victor Jarry, Maximin Latour, Napoléon Jasmin, François Jarry, tous cultivateurs, de la municipalité du village du Boulevard Saint Paul, dit district, et Robert Brodie, cultivateur, de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce ouest, dit district, et autres, pour la passation d'un acte à l'effet de séparer de la municipalité du village du boulevard Saint-Paul, et constituer en corporation et municipalité rurale, le territoire suivant et décrit comme suit : borné au nord par la petite rivière Saint-Pierre, et par la municipalité de Notre-Dame-de-Grâce ouest, à l'est par le chemin de la côte Saint-Paul, étant la limite de la ville de Saint-Henri, à l'ouest par la municipalité de la paroisse de Saint-Michel de Lachine, au sud et sud-est par l'aqueduc de la cité de Montréal, longeant la ligne du dit aqueduc jusqu'à la ligne nord-est du No 4684, du cadastre : de là, gagnant dans une direction nord-ouest le long de la dite ligne nord-est du No 4684, jusqu'à l'intersection de la ligne est du No 3617, avec la dite ligne nord-est du numéro du cadastre 4684 ; de là, dans une direction nord en suivant la ligne est, du No 3617, et jusqu'au chemin dit "Chemin de la Côte Saint Paul" ; de là, dans le prolongement de la dite ligne est du No 3617, jusqu'à l'intersection avec limite nord du canal Lachine ; de là en suivant la ligne nord du canal Lachine, jusqu'au chemin de la côte Saint-Paul, formant la limite de la ville de Saint-Henri, le dit territoire devant porter le nom de municipalité de la paroisse de la Côte Saint-Paul, et à être régie par les dispositions du code municipal.

La dite corporation et municipalité rurale devant être connue sous le nom de municipalité de la paroisse de la côte Saint-Paul, et régie par les dispositions du code municipal.

DECARIE & DAGENAI, S.
Procureurs des requérants.
Montréal, 19 janvier 1903. 427

Avis public est présentement donné que les personnes suivantes, savoir : Adéard Turgeon, avocat, de la cité de Québec, Henri B. Rainville, avocat, J. Aldric Ouimet, juge, Alfred Brunet, financier, et Dumont Laviolette, agent de change, tous quatre de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir sous le nom de "Crédit Municipal Canadien," un acte d'incorporation les constituant,

guarantee titles and mortgages on real estate, as well as other investments ; to purchase, sell and deal in bonds, stocks, debentures and obligations ; to lend money ; to promote companies ; to establish branches ; to act as judicial surities and to acquire and hold real estate and erect such buildings thereon as may be necessary for the operation of the company, together with all powers incidental thereto.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Solicitors for applicants.
Sherbrooke, 20th January, 1903. 388

"L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal" will apply at the next session of the Quebec legislature, to have his charter amend generally and specially relating to the following : (a) to create new sections ; (b) to better define the destination that may be given to their hall ; (c) to facilitate gifts in favor of the association ; (d) to create new shares ; (e) to issue debentures on lots ; (f) to create a trust department with the powers generally held by associations of this kind. 420

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by Albert Fox, J. B. Beaudoin, Hugh Brodie, G. H. Burland, John Crawford, all of the city of Montreal, and Alexandre Aubertin, Victor Jarry, Maximin Latour, Napoléon Jasmin, François Jarry, all farmers, of the municipality of the village of Boulevard Saint Paul, said district, and Robert Brodie, farmer, of the municipality of the village of Notre-Dame de Grâce west, said district, and others, for the passing of a law to separate from the municipality of the village of Boulevard Saint Paul, and to erect into a corporation and rural municipality, the following territory described as follows : bounded at the north by the "Petite Rivière Saint Pierre" and by the municipality of Notre Dame de Grâce west, at the east by the côte Saint Paul road, being the limits of the city of Saint-Henri, at the west by the municipality of the parish of Saint-Michel de Lachine, at the south and south east by the aqueduct of the city of Montreal, following the line of the said aqueduct to the north eastern line of No. 4684, of the cadastre, from there going towards the north west alongside the said north eastern line of said lot No. 4684 to the intersection of the east line of No. 3617, with said north eastern line of cadastral No. 4684 ; from there going to the north following the eastern line of No. 3617, and to the said Côte Saint-Paul road, and from there in the prolongation of the said eastern line of No. 3617, to intersection with the northern limit of the Lachine canal, and from there following the northern limit of the Lachine canal to the Côte Saint Paul road, being the limit of the city of Saint Henri, the said territory to be known as the municipality of the parish of Côte Saint Paul, and to be governed by the dispositions of the municipal code.

DECARIE & DAGENAI, S.
Attorneys for petitioners.
Montreal, 19th January, 1903. 428

Public notice is hereby given that the following persons, to wit : Adéard Turgeon, advocate, of the city of Quebec, Henri B. Rainville, advocate, J. Aldric Ouimet, judge, Alfred Brunet, financier, and Dumont Laviolette, stock-broker, all four of the city of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act of incorporation under the name of "Le Crédit Municipal Canadien", constituting them and such

eux et toutes autres personnes qui pourront s'adjoindre à eux, en société, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, et ayant pour objet de faire des placements de capitaux, par prêt, acquisition ou autrement, dans des entreprises et travaux d'amélioration municipale, avec les dispositions et pouvoirs nécessaires au fonctionnement de la société, et entre autres concernant la constitution du fonds social et du conseil d'administration, les statuts ou règlements, l'émission des obligations, leur mode de garantie et d'enregistrement, l'octroi et la jouissance de concessions municipales, la protection des biens et propriétés, le partage des bénéfices et l'organisation de la société.

ADELARD TURGEON,
H. B. RAINVILLE,
J. ALD. OUMET,
ALFRED BRUNET,
DUMONT LAVIOLETTE.

Montréal, 20 janvier 1903. 421

AVIS

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Frost, Wood, Gray et Maria Chapman, pour obtenir l'autorisation de faire un partage de la succession de feu Maria Marrin, et de vendre certaines propriétés appartenant à la dite succession.

413

R. CAMPBELL,
Procureur des requérants.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1591.

Dame Delvina Goulet, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, institué devant cette cour, une action en séparation de biens contre son mari, Emery Lespérance, plombier, du même lieu.

ROBILLARD & RIVET,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 janvier 1903. 423

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 115.

Hector Caron, Requerant ;
et
Léonard Milot et al., Intimés, société dissoute.

Avis est par le présent donné que, le 10 janvier courant (1903), par ordre de l'honorable juge O. Desmarais, j'ai été nommé liquidateur en cette affaire.

PHILIPPE LUPIEN,
Liquidateur.

Bureau de A. L. Desaulniers, avocat, Louiseville.
Trois-Rivières, 20 janvier 1903. 425

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 4.

N DE MUNICIPALITÉ :—Sacré-Cœur de Jésus Saint-Ephrem de Tring, 195 ; Saint-Bruno et LaBarre, 195 ; Partie de Saint-Jacques le Mineur à la paroisse de Saint-Cyprien, 150.

other persons who may join them, a corporation having its principal place of business in the city of Montreal, for the purpose of investing capital in connection with municipal improvement works, by loan, purchase or otherwise, with such powers and provisions as may be necessary for the purposes of the company, and among others concerning the capital-stock, the board of administrators, the by-laws of the company, the issue of obligations, the mode of hypothec and registration, the acquisition and enjoyment of municipal franchises, the protection of the company's property, the distribution of profits and the organization of the company.

ADELARD TURGEON,
H. B. RAINVILLE,
J. ALD. OUMET,
ALFRED BRUNET,
DUMONT LAVIOLETTE.

Montreal, 20th January, 1903. 422

NOTICE

Is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by Frost, Wood, Gray and Maria Chapman, for authority to make a partition of the estate of the late Maria Marrin, and to sell certain property belonging to said estate.

414

R. CAMPBELL,
Attorney for applicant.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1591.

Dame Delvina Goulet, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted before this court, an action "en séparation de biens" against her husband, Emery Lespérance, plumber, of the same place.

ROBILLARD & RIVET,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th January, 1903. 424

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 115.

Hector Caron, Petitioner ;
and
Leonard Milot et al., Respondents, partnership dissolved.

Notice is hereby given that, the 10th January instant (1903), by order of Honorable judge O. Desmarais, I have been appointed liquidator in this matter.

PHILIPPE LUPIEN,
Liquidator.

Office of A. L. Desaulniers, advocate, Louiseville.
Three Rivers, 20th January, 1903. 426

Index of the Quebec Official Gazette, No. 4.

MUNICIPALITY ANNEXED :—Sacré-Cœur de Jésus to Saint-Ephrem de Tring, 195 ; Saint-Bruno and LaBarre, 195 ; Part of Saint-Jacques le Mineur to the parish of Saint-Cyprien, 150.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 193.

AVIS : — Assemblée générale spéciale des actionnaires de la Cie du chemin de fer de colonisation Montfort & Gatineau, 215 ; Assemblée générale des actionnaires de la Hull Electric Coy, 218.

AVIS DE CANCELLATION : — Cantons de : — Alleyn, 195.

BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL : — Avis aux sujet des : — Sénat et Chambre des Communes, 195.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 198 ; Conseil législatif, 196.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Accorder des droits et privilèges à H. M. Price, 201 ; Acte pour confirmer le titre d'un certain immeuble, 206 ; Admettre J. B. R. Pagé à la pratique de la médecine, 201 ; Admettre Emile Boivin à pratiquer l'art dentaire, 211 ; Admettre Irma Levasseur à la pratique de la médecine, 212 ; Admettre Jules Ed. Prévost à la pratique du droit, 206 ; Amender charte de la cité de Montréal, 202 ; Amender charte de l'Association de St-J.-B. de Montréal, 251 ; Amender la charte de la cité de St-Henri, 212 ; Amender charte de Shawinigan Falls Terminal Co, 209 ; Amender charte de The Lotbinière & Mégantic Railway Coy, 209 ; Amender la charte de la ville de Ste-Cunégonde, 211 ; Amender charte cité de Saint-Hyacinthe, 203 ; Annexer à la municipalité de la paroisse de St-Joseph de Lévis divers lots du village Lauzon, 204 ; Autoriser Jos. Geo. LaRue à pratiquer la médecine, 201 ; Autoriser la vente des biens de la succession McGarvey, 208 ; Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal, 201 ; Cie électrique Saint-Georges, 207 ; Cie électrique Red Falls, 206 ; Construction d'un chemin de fer de la Rivière du Loup à Métapédia, 210 ; Confirmer un acte révoquant une donation de Ant. Masson *et ux*, 206 ; Dufort *et al* demandant partage de biens, 201 ; Eriger en corporation et municipalité rurale Saint-Herménégilde, 210 ; Gray *et al* demandant un partage de biens de succession Gray *et al*, 252 ; Incorporer la Royal Agricultural Schools, 203 ; Incorporer Le Crédit Municipal Canadien, 251 ; Incorporer en ville le village de Brompton Falls, 208 ; Incorporer en ville le village de Roberval, 208 ; Incorporer The Saint Lawrence Light, Heat & Power Coy, 209 ; Incorporer un hôpital, 207 ; Incorporer la Cie de comédie française de Montréal, 204 ; James Quinn *et al* demandant l'adoption d'une loi au sujet d'une succession, 205 ; Kirouac *et al* demandant la ratification d'un acte de vente, 205 ; La Cie canadienne d'éclairage électrique, 203 ; La Cie du chemin de fer du comté de Lévis, 203 ; Municipalité de la paroisse de la Côte Saint-Paul, 211 ; Obtenir des pouvoirs spéciaux d'emprunt par la corporation du village de Vaudreuil, 210 ; Octroi de privilèges à la corporation du village de Boulevard Saint-Paul, 251 ; Pour incorporer Moses Coviensky *et al*, en une congrégation juive, 205 ; Pour vente de biens légués à Eug. Frenette *et al*, 206 ; Reconstruction de la cathédrale de Saint-Hyacinthe, 208 ; Société des Artisans Canadiens-Français, 204 ; Syndics de la commune de Laprairie, 205 ; The Empire Trust Coy, 250 ; The Saint Chrysostôme Railway Coy, 202 ; Ville de Salaberry de Valleyfield, 205.

FAILLIS : — Baldwin, 218 ; Dme Marcotte, 219 ; Louprét, 218 ; Mendelovitch, 219 ; Milot *et al*, 252 ; Prieur, 218 ; Sauvé, 219.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 193.

NOTICES : — Special general meeting of the shareholders of the Montfort & Gatineau railway colonization, 215 ; General meeting of the shareholders of The Hull Electric Coy, 218.

NOTICES OF CANCELLATION : — Townships of : — Alleyn, 195.

PRIVATE BILLS, FEDERAL P. : — Notices respecting the : — Senate and House of Commons, 195.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 198 ; Legislative Council, 196.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To grant rights and privileges to H. M. Price, 201 ; Act to confirm the title to a certain immoveable property, 206 ; To admit J. B. R. Pagé to the practise as physician, 201 ; To admit Emile Boivin as dentist, 211 ; To admit Irma Levasseur as physician, 212 ; To admit Jules Ed. Prévost to the practice of law, 206 ; To amend charter of the city of Montreal, 202 ; To amend charter of the Association St. J. B. of Montreal, 251 ; To amend charter town of Saint Henri, 212 ; To amend charter of Shawinigan Falls Terminal Coy, 209 ; To amend charter of The Lotbinière & Mégantic Railway Coy, 209 ; To amend charter of the town of Sainte Cunégonde, 211 ; To amend charter city of Saint Hyacinthe, 203 ; To annex to the municipality of the parish of Saint Joseph de Levis several lots of the Lauzon village, 204 ; To authorize Jos. Geo. LaRue to practise as physician, 201 ; To authorize the sale of properties of the estate McGarvey, 208 ; Mutual Fire Insurance Coy of the city of Montreal, 201 ; Cie électrique Saint Georges, 207 ; Cie électrique Red Falls, 206 ; Construction of a railway from Rivière du Loup to Métapédia, 210 ; To confirm a deed revoking a donation of Ant. Masson *et ux*, 206 ; Dufort *et al* applying to confirm the portion of property, 201 ; To erect into corporation and rural municipality Saint Herménégilde, 210 ; Gray *et al* applying for a partition of property of an estate Gray *et al*, 252 ; To incorporate the Royal Agricultural Schools, 203 ; To incorporate into town the village of Brompton Falls, 208 ; To incorporate into town the village of Roberval, 208 ; To incorporate The Real Estate Title Guarantee & Trust Coy, 206 ; To incorporate The Saint Lawrence Light, Heat & Power Coy, 209 ; To incorporate an hospital, 207 ; To incorporate the Cie comédie française de Montréal, 204 ; James Quinn *et al* applying for the passing of a law relative to an estate, 205 ; Kirouac *et al*, applying for the ratification of a deed of sale 205 ; The Canadian Electric Light, 203 ; The Levis County Railway Coy, 233 ; Municipality of the parish of Côte Saint Paul, 211 ; To obtain special powers of loan by the corporation of the village of Vaudreuil, 210 ; To grant privileges to the corporation of the village of Boulevard Saint Paul, 251 ; To incorporate Moses Coviensky *et al*, into a Jewish congregation, 205 ; For the sale of properties bequeathed to Eug. Frenette *et al*, 206 ; Rebuilding of the cathedral of Saint Hyacinth, 208 ; Société des Artisans Canadiens Français, 204 ; Trustees of the Common of Laprairie, 205 ; The Empire Trust Coy, 250 ; The Saint Chrysostôme Railway Coy, 202 ; Town of Salaberry of Valleyfield, 205.

INSOLVENTS : — Baldwin, 218 ; Dme Marcotte, 219 ; Louprét, 218 ; Mendelovitch, 219 ; Milot *et al*, 252 ; Prieur, 218 ; Sauvé, 219.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Canton Patton Téléphone, 213 ; La Cie de l'Hôtel Victoria, 214 ; La Cie Martineau, 214 ; La Cie du Rappel, 215 ; La Cie d'Imprimerie Moderne, Montréal, 216 ; The European Importing Coy, 212 ; The Rock City Cigar Co, 214 ; The Riverside Cemetery Coy, 216 ; The South Bolton Cemetery Coy, 216 ; The Standard Paper Box Coy, 214 ; The Victoria Curling Club, 213.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—L'Imprimerie de Roberval, 194 ; The Rosemount Land and Improvement Coy, 250 ; Trois Pistoles Pulp and Lumber Coy, 249.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE :—Village de Saint-Dorothée, 250.

NOMINATIONS :—Commissaire d'écoles :—Chicoutimi, 193 ; Ottawa, 193.

Juges de paix :—Trois-Rivières, 247 ; Chicoutimi, 247 ; Kamouraska, 247.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 194 ; Village de Chénéville érigé en municipalité de village, 247.

RÈGLES DE COUR :—Hogue vs Ogilvie *et al*, 220 ; Samson vs Mayrand, 220 ; The Eastern Townships Bank vs Scotstown Mills Coy, 219.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Bergeron vs Juineau, 217 ; Cadrain vs Lemelin, 217 ; Desruisseaux vs Barbeau, 217 ; Goulet vs Lespérance, 252 ; Leroux vs Dussault, 217.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Gaumont vs Simard, 217 ; Morlot vs Thiébaud, 218.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—Berthier (ville de), 235 ; Champlain, 229 ; Compton, 240 ; Cookshire (ville de), 235 ; Drummond, 238 ; Gaspé, No. 1, 245 ; Huntingdon, 234 ; Iberville, 245 ; Kamouraska, 246 ; Lac Saint Jean No 1, 237 ; Lévis (ville de), 232 ; Rouville, 228 ; Sherbrooke (cité de), 239 ; Saint-Hyacinthe, 227 ; Terrebonne, 242 ; Wolfe, 236.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

BEAUCÉ :—Bolduc vs Giguère, 221.

BEDFORD :—Wallace vs Kydd *et al*, 221.

CHICOUTIMI :—Dion vs St. Pierre, 222.

KAMOURASKA :—Riou vs Quinn, 222.

MONTREAL :—Berard *et al* vs Huboux, 223 ; Brunet vs Lacombe, 223 ; Lyman *et al* *ex-qual* vs Dme Shea *et al*, 222.

QUÉBEC :—Bussière *et al* vs Carrier, 224.

SAINT-FRANÇOIS :—Martin vs Dme Wells *et vir*, 224.

TERREBONNE :—Dme Normandin *et al* vs Couture, 225.

TROIS-RIVIÈRES :—Dme Chartier vs Fontaine, 226 ; Orsali *et al* vs Desureau *et al*, 225.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Canton Patton Telephone, 213 ; La Cie de l'Hôtel Victoria, 214 ; La Cie Martineau, 214 ; La Cie du Rappel, 215 ; La Cie d'Imprimerie Moderne, Montréal, 216 ; The European Importing Coy, 212 ; The Rock City Cigar Co, 214 ; The Riverside Cemetery Coy, 216 ; The South Bolton Cemetery Co, 216 ; The Standard Paper Box Coy, 214 ; The Victoria Curling Club, 213.

LETTERS PATENT ISSUED :—L'Imprimerie de Roberval, 194 ; The Rosemount Land and Improvement Coy, 250 ; Trois Pistoles Pulp and Lumber Coy, 249.

SCHOOL MUNICIPALITY ERRECTED :—Village of Saint-Dorothée, 250.

APPOINTMENT :—Justices of the peace :—Chicoutimi, 193 ; Ottawa, 193.

Justices of the peace :—Three Rivers, 247 ; Chicoutimi, 247 ; Kamouraska, 247.

PROCLAMATION :—Parliament convoked for despatch of business, 194 ; Village of Chénéville erected into a village municipality, 247.

RULES OF COURT :—Hogue vs Ogilvie *et al*, 220 ; Samson vs Mayrand, 220 ; The Eastern Townships Bank vs Scotstown Mills Coy, 219 ;

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Bergeron vs Juineau, 217 ; Cadrain vs Lemelin, 217 ; Desruisseaux vs Barbeau, 217 ; Goulet vs Lespérance, 252 ; Leroux vs Dussault, 217.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Gaumont vs Simard, 217 ; Morlot vs Thiébaud, 218.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—Berthier (town of), 235 ; Champlain, 229 ; Compton, 240 ; Cookshire (town of), 235 ; Drummond, 238 ; Gaspé No 1, 245 ; Huntingdon, 234 ; Iberville, 245 ; Kamouraska, 246 ; Lake Saint John No. 1, 237 ; Lévis (town of), 232 ; Rouville, 228 ; Sherbrooke (city of), 239 ; Saint Hyacinth, 227 ; Terrebonne, 242 ; Wolfe, 236.

SHERIFFS' SALES

BEAUCÉ :—Bolduc vs Giguère, 221.

BEDFORD :—Wallace vs Kydd *et al*, 221.

CHICOUTIMI :—Dion vs St. Pierre, 222.

KAMOURASKA :—Riou vs Quinn, 222.

MONTREAL :—Berard *et al* vs Huboux, 223 ; Brunet vs Lacombe, 223 ; Lyman *et al* *ex-qual* vs Dme Shea *et al*, 222.

QUÉBEC :—Bussière *et al* vs Carrier, 224.

SAINT FRANCIS :—Martin vs Dme Wells *et vir*, 224.

TERREBONNE :—Dme Normandin *et al* vs Couture, 225.

THREE RIVERS :—Dme Chartier vs Fontaine, 226 ; Orsali *et al* vs Desureau *et al*, 225.